



# Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Budget des dépenses  
1997-1998

Partie III

Plan de dépenses

## Les documents budgétaires

Le Budget des dépenses du gouvernement du Canada est divisé en trois parties. Commencant par un aperçu des dépenses totales du gouvernement dans la Partie I, les documents deviennent de plus en plus détaillés. Dans la Partie II, les dépenses sont décrites selon les ministères, les organismes et les programmes. Cette partie renferme aussi le libellé proposé des conditions qui s'appliquent aux pouvoirs de dépenser qu'on demande au Parlement d'accorder. Dans les documents de la Partie III, on fournit des détails supplémentaires sur chacun des ministères ainsi que sur leurs programmes surtout axés sur les résultats attendus en contrepartie de l'argent dépensé.

Les instructions sur la façon de se procurer ces documents se trouvent sur le bon de commande qui accompagne la Partie II.

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1997

En vente au Canada par l'entremise des  
librairies associées et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada – Édition  
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N<sup>o</sup> de catalogue BT31-2/1998-III-60  
ISBN 0-660-60106-0



# Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Budget des dépenses  
1997-1998

## Partie III

Plan de dépenses

Accordé

## Préface

Le présent document est un rapport au Parlement qui indique comment les ressources créditées par ce dernier ont été ou seront dépensées. Il s'agit en fait d'un compte rendu renfermant plusieurs niveaux de détails afin de répondre aux divers besoins de ses utilisateurs.

La Partie III du Plan de dépenses de 1997-1998 a été structurée différemment afin d'établir une distinction nette entre les données de planification et les renseignements sur le rendement, et de mettre l'accent sur les plans et le rendement à long terme de niveau plus élevé.

Le document est divisé en quatre sections :

- Sommaire de la Ministre
- Plan ministériel
- Rendement du Ministère
- Renseignements supplémentaires

Il est à noter que, conformément aux principes qui sous-tendent le budget de fonctionnement, l'utilisation des ressources humaines dont il est fait état dans ce document doit être mesurée en équivalents à temps plein (ETP).

## **Table des matières**

<b>I. Sommaire de la Ministre</b>	<b>1</b>
<b>II. Plan de TPSGC</b>	<b>5</b>
<b>A. Plan ministériel</b>	<b>6</b>
1. Aperçu	6
2. Détails par secteur d'activité	12
<b>B. Autorisations de dépenser</b>	<b>34</b>
1. Autorisations 1997-1998 — Partie II du Budget des dépenses	34
2. Vue d'ensemble du Ministère	36
3. Coût net pour le Ministère par secteur d'activité/activité ou sous-activité	37
4. Détails par secteur d'activité	39
<b>III. Rendement du Ministère</b>	<b>43</b>
<b>A. Rendement du Ministère</b>	<b>44</b>
1. Sommaire	44
2. Aperçu général	44
3. Détails par secteur d'activité	47
<b>B. Dépenses ministérielles</b>	<b>58</b>
<b>IV. Renseignements supplémentaires</b>	<b>61</b>
<b>A. Organisation</b>	<b>62</b>
<b>B. Besoins en personnel</b>	<b>65</b>
<b>C. Dépenses en capital</b>	<b>67</b>

<b>1. Dépenses en capital par secteur d'activité</b>	67
<b>2. Projets d'immobilisations par secteur d'activité</b>	67
<b>3. Description des grands projets d'immobilisations de prestige</b>	72
<b>D. Autres renseignements financiers</b>	74
<b>1. Dépenses nettes du portefeuille ministériel</b>	74
<b>2. Recettes et dépenses</b>	75
<b>3. Paiements de transfert</b>	86
<b>4. Fonds renouvelables</b>	87
<b>5. Recettes et dépenses par article courant</b>	105
<b>6. Actifs</b>	109
<b>7. Passif éventuel</b>	109
<b>8. Analyses comparatives de l'utilisation des locaux à bureaux</b>	109
<b>E. Lois administrées par le Ministère</b>	116
<b>F. Références</b>	116

## Section I : Sommaire de la Ministre

Je suis heureuse de présenter la Partie III du Budget des dépenses de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au Parlement, à tous les Canadiens et à toutes les Canadiennes.

Avec l'adoption de la loi établissant TPSGC en juillet 1996, le gouvernement réaffirmait la nécessité d'avoir un ministère central chargé de fournir les services administratifs et communs facilitant les opérations quotidiennes des ministères et des organismes du gouvernement du Canada. Ce ministère, c'est TPSGC.

TPSGC est un ministère unique. Il fournit au secteur public la structure de soutien dont il a besoin. Il acquiert chaque année pour quelque huit milliards de dollars de biens et de services dans 17 000 catégories à l'intention de plus d'une centaine de ministères et d'organismes. Il construit et soutient l'infrastructure de télécommunications du gouvernement, qu'il s'agisse de téléphones ou de la présence du gouvernement sur Internet. Il fournit des locaux à bureaux pour 160 000 fonctionnaires et parlementaires, il gère un portefeuille de biens appartenant à l'État ou loués par celui-ci partout au Canada d'une valeur de sept milliards de dollars, et il se charge de la gestion et de l'aliénation de certaines propriétés et d'autres biens de l'État. Il gère les services du receveur général et produit les comptes publics (les «livres financiers» du Canada). Il fait au nom du gouvernement du Canada plus de 193 millions de versements annuels aux Canadiens et aux Canadiennes de toutes les classes sociales, y compris les paiements directs comme la prestation fiscale pour enfants. Enfin, il fournit aux organismes fédéraux toute une gamme de services de traduction, de conseil et de vérification ainsi que d'autres services optionnels.

**TPSGC — servir le gouvernement, servir les Canadiens...**

En fournissant ces services, TPSGC permet aux ministères et aux organismes du gouvernement de se consacrer à ce qu'ils font le mieux, soit servir les Canadiens et les Canadiennes.

Le Ministère sert le gouvernement d'autres façons également. Il soutient le programme de développement viable et de gestion environnementale du gouvernement par une gamme d'initiatives visant à préserver, à protéger et à conserver l'environnement pour les générations canadiennes actuelles et futures. Il appuie également les priorités des politiques et des programmes du gouvernement en ce qui concerne son objectif de repenser le rôle de l'État, et il gère ses services de manière à tirer parti des économies d'échelle et à assurer la meilleure qualité, le meilleur prix et la meilleure valeur à ses clients, au gouvernement et à la population canadienne.

**Des services essentiels de qualité qui aident le gouvernement à mieux servir la population canadienne...**

Dans le domaine des biens immobiliers, par exemple, TPSGC est à mi-course dans la mise en oeuvre d'un programme de rénovation et de réhabilitation de la colline du Parlement de 265

millions de dollars, échelonné sur douze ans, qui non seulement répond aux exigences essentielles en matière de santé et de sécurité, mais permet également d'assurer l'utilisation productive, la préservation et la protection à long terme d'un des trésors du patrimoine canadien.

Par ailleurs, en regroupant les locaux à bureaux du gouvernement afin d'en utiliser le mieux possible chaque mètre carré de superficie, le Cadre de gestion des locaux à bureaux de TPSGC

***Économiser l'argent des contribuables...***

permettra au gouvernement d'économiser 160 millions de dollars annuellement à partir de 1999-2000. Un seul projet de regroupement à Ottawa permettra aux contribuables d'économiser 3,8 millions de dollars en coûts de logement d'ici 1998-1999.

En fin de compte, comme tous les ministères, TPSGC sert les Canadiens et les Canadiennes (particuliers, groupes et entreprises) de nombreuses façons.

Le Ministère gère ses opérations d'approvisionnement de manière que les entreprises canadiennes aient un accès libre et équitable aux marchés publics, tout en préconisant la prudence et en veillant à l'intérêt public. Par exemple, TPSGC a mis en oeuvre une politique qui

***Accès transparent et équitable aux marchés publics...***

assure que le gouvernement ne fait affaire qu'avec des entreprises qui ont un bon rendement et qui évitent les pratiques discriminatoires au travail. De plus, il encourage les entreprises canadiennes en leur fournissant un guichet unique d'accès aux marchés publics dans le cadre du Service des invitations ouvertes à soumissionner (SIOS), et

son Programme de promotion des relations avec les fournisseurs explique à ces derniers comment faire affaire avec le gouvernement fédéral. Un service d'appels d'offres électronique à guichet unique national remplacera bientôt le SIOS. Le nouveau système sera plus facile à utiliser, coûtera moins cher et permettra aux abonnés d'avoir accès aux marchés publics fédéraux et provinciaux.

***Chef de file quant aux solutions en matière de commerce électronique : dépôt direct, achats par voie électronique, annuaire électronique du gouvernement, échange de données informatisé général (SGEDI), SREG...***

Avec son programme de dépôt direct, le Ministère fournit à la population canadienne partout au pays l'accès à un système de dépôt électronique fiable, rapide et sûr des paiements du gouvernement. L'aspect pratique du dépôt direct rend celui-ci plus populaire chaque année. Plus de 70 p. 100 des Canadiens et des Canadiennes qui touchent des prestations de Sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada sont maintenant inscrits au dépôt direct. Le programme permet à l'État d'économiser quelque 45 millions de dollars par an.

Le Ministère fournit également d'autres possibilités de commerce électronique aux Canadiens. Il gère le SGEDI, un système d'échange de données permettant l'échange électronique, en toute sécurité, de documents commerciaux de base, comme les factures et les reçus, entre le gouvernement et le secteur privé. TPSGC fournit en outre le SREG, le réseau d'information sur l'infrastructure donnant aux ministères un accès commun aux systèmes, réseaux et services conjoints. C'est le SREG qui permet au gouvernement d'établir un accès en direct au moyen d'Internet.



Les Canadiens et les Canadiennes peuvent mieux accéder aux renseignements administratifs grâce au principal site Internet du gouvernement canadien mis au point et géré par TPSGC. Le site comprend l'annuaire électronique du gouvernement créé par TPSGC, qui fournit la liste des organisations et des employés du gouvernement.

***Faciliter l'accès aux services du gouvernement et aux renseignements administratifs...***

Depuis l'annonce de la création du Ministère en 1993, celui-ci rationalise ses opérations afin de mettre l'accent sur les services essentiels pour le gouvernement. Les services essentiels sont ceux que le gouvernement doit fournir à l'interne afin de respecter ses priorités et d'atteindre ses objectifs pour ce qui est des politiques gouvernementales.

Sur le plan de la rationalisation, TPSGC a privatisé des parties importantes des fonctions accomplies par le Groupe Communication Canada et a fermé certains services non essentiels comme l'Approvisionnement en articles stockés. Il continue en outre à mettre en oeuvre d'autres méthodes pour la prestation de ses services, notamment le recours au secteur privé lorsque cela est possible et rentable. Par exemple, plusieurs services d'entretien des biens immobiliers du Ministère seront confiés par contrat au secteur privé pour la première fois l'année prochaine.

***Repenser le rôle de l'État — mettre l'accent sur les services essentiels qui représentent la meilleure valeur et la meilleure qualité pour le gouvernement et les contribuables...***

Beaucoup de travail a été accompli, mais le Ministère a encore de nombreux défis à relever :

- La restructuration du gouvernement, la réduction des effectifs et la réorientation des programmes et des services ont une incidence sur le Ministère pour ce qui est du type et du volume des services et de la demande s'y rattachant.
- La détermination du gouvernement à réduire ses coûts a aussi un effet direct sur le Ministère. TPSGC réduira ses ETP de presque 6 000 (de 17 100 à 11 300) en cinq ans. Le Ministère doit gérer cette importante réduction tout en maintenant ou en améliorant la qualité, le prix et la disponibilité de ses services essentiels.

En réponse à ces défis et à d'autres encore, TPSGC a élaboré quatre stratégies principales qui l'aideront à servir le gouvernement et la population canadienne :

- Le Ministère améliorera sa contribution en mettant l'accent sur les rôles essentiels, en rationalisant ses services et en trouvant des occasions de mettre des services en commun et de créer des partenariats avec d'autres niveaux de gouvernement et avec le secteur privé.

***Des stratégies de changement tenant compte des besoins futurs du gouvernement et des citoyens et citoyennes...***

- TPSGC améliorera les services qu'il fournit à ses clients et au gouvernement en établissant et en appliquant des normes qualitatives afin de déterminer dans quelle mesure il répond aux besoins de ses clients.
- Le Ministère veillera à respecter ses engagements quant à l'Examen des programmes et à étudier continuellement les programmes, les services et les activités pour trouver des façons d'accroître son efficacité dans toutes ses opérations.
- Le Ministère se constituera des effectifs plus souples et aptes à répondre à ses besoins de renouvellement en mettant en oeuvre une stratégie des ressources humaines intégrée, axée sur le maintien de l'emploi, l'acquisition et le perfectionnement de certaines compétences, la rationalisation des structures organisationnelles et l'établissement d'une philosophie de la gestion qui favorise davantage ses objectifs.

La Partie III du Budget des dépenses explique clairement ce que TPSGC a accompli et ce qu'il prévoit accomplir. Les services rendus au gouvernement et à la population canadienne par TPSGC sont considérables. Les défis qui attendent le Ministère sont de taille. Je crois cependant que ce que nous faisons et ce que nous prévoyons faire nous permettra de relever ces défis à l'avantage du gouvernement et des citoyens et citoyennes du Canada.

L'honorable Diane Marleau, CP, députée  
Ministre des Travaux publics et  
des Services gouvernementaux

## Section II : Plan ministériel

### Table des matières

<b>A. Plan de TPSGC</b>	6
<b>1. Aperçu</b>	6
Rôle de TPSGC au gouvernement	6
Contexte de la planification	6
Priorités et orientations	10
Stratégies pour la période de planification	10
<b>2. Détails par secteur d'activité</b>	12
Services immobiliers	12
Service des approvisionnements	17
Service opérationnel au gouvernement	20
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	24
Groupe Communication Canada	28
Conseils et Vérification Canada	29
Bureau de la traduction	31
Gestion ministérielle	32
Sociétés d'État	33
<b>B. Autorisations de dépenser</b>	34
<b>1. Autorisations pour 1997-1998 — Partie II du Budget des dépenses</b>	34
<b>2. Vue d'ensemble du Ministère</b>	36
<b>3. Coût net pour le Ministère par secteur d'activité/activité ou sous-activité</b>	37
<b>4. Détails par secteur d'activité</b>	39

## A. Plan de TPSGC

### 1. Aperçu

#### Rôle de TPSGC au gouvernement

Le Ministère a été créé par la fusion de Travaux publics Canada, Approvisionnement et Services Canada, l'Agence de télécommunications gouvernementales (Communications Canada) et le Bureau de la traduction (Secrétariat d'État du Canada). La *Loi constituant le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, qui établit le cadre juridique du nouveau ministère, a été promulguée en juillet 1996.

**Notre but est d'optimiser les recettes fiscales en fournissant ces services communs et centraux, en accordant toute l'importance voulue aux valeurs que représentent pour le gouvernement la prudence, la probité et la transparence.**

TPSGC fournit des services centraux qui sont considérés comme essentiels aux opérations du gouvernement et que les ministères et les organismes doivent utiliser. Parmi ceux-ci, il y a les fonctions du receveur général, les services de rémunération, la fourniture de locaux à bureaux, les achats de biens et l'aliénation des biens de la Couronne.

Le Ministère fournit également une grande variété de services communs que ses clients, soit plus de 100 ministères et organismes gouvernementaux, peuvent décider d'utiliser. Parmi ces services figurent la gestion des immeubles et installations, les services d'architecture et de génie, la gestion des biens immobiliers, l'édition, la traduction, l'interprétation et la terminologie, la consultation et la vérification, la gestion et la technologie de l'information et les communications.

Notre but est d'optimiser les recettes fiscales en fournissant ces services communs et centraux, en accordant toute l'importance voulue aux valeurs que représentent pour le gouvernement la prudence, la probité et la transparence. Essentiellement, en mettant l'accent sur ce que le Ministère fait le mieux — à savoir, fournir des services communs et centraux de manière efficiente au gouvernement — TPSGC aide les ministères à se concentrer sur ce qu'ils font de mieux.

#### Contexte de la planification

Les besoins en services communs du gouvernement et les besoins précis des ministères et organismes clients déterminent le contexte de planification du Ministère. Ce contexte est caractérisé par des changements rapides. En conséquence, il faut que le Ministère fasse preuve d'une grande flexibilité et d'un grande adaptabilité. Trois de ces facteurs seront particulièrement importants pour TPSGC au cours de la période sur laquelle portent les prévisions :

- la réforme du gouvernement qui se poursuit;
- l'accroissement de la flexibilité et le choix en ce qui a trait à la prestation des services — par exemple, la possibilité pour les ministères et organismes de choisir leur fournisseur de services;

- les progrès de la technologie électronique.

## Réforme du gouvernement

L'initiative du gouvernement fédéral visant à «repenser le rôle de l'État» est au centre du contexte de planification de TPSGC. La réduction du déficit et les restrictions budgétaires sont devenues des constantes. Les dépenses à l'échelle du gouvernement auront en 1998-1999 diminué de 21,5 p. 100 par rapport à ce qu'elles étaient en 1994-1995, et la réduction prévue de 55 000 postes dans la fonction publique est maintenant en cours.

La réduction des effectifs au gouvernement a eu une incidence importante et directe sur notre planification parce que TPSGC fournit une grande partie des locaux et d'autres services communs aux ministères et aux organismes qui subissent des réductions. Le plan de réduction des effectifs de TPSGC s'effectue, au niveau de l'importance et du moment, principalement en fonction des réductions qui se font dans l'ensemble du gouvernement. Ainsi le Ministère réduira ses dépenses, qui étaient de 2,2 milliards de dollars en 1994-1995, à 1,6 milliard en 1999-2000, et ses employés pour ce qui est d'équivalents plein temps passeront de 17 100 à environ 11 300 durant la même période (voir figure 1).

«Repenser le rôle de l'État» ne se résume pas qu'à la simple réduction des effectifs. Cette initiative exige des ministères qu'ils adoptent un point de vue plus stratégique et qu'ils prennent en compte le rôle légitime du gouvernement. Il faut faire des choix et trouver des façons plus créatives d'optimiser les recettes fiscales.

La réforme du gouvernement a été caractérisée par l'examen constant des rôles et des programmes essentiels du gouvernement. De plus en plus, la fonction gouvernementale est considérée comme étant une responsabilité commune des administrations fédérales, provinciales et locales. En conséquence, TPSGC élabore de nouveaux partenariats à tous les niveaux. Par exemple, le Ministère a cherché les occasions de partager les locaux à bureaux avec d'autres administrations gouvernementales là où c'était possible. Le Ministère s'est également montré très efficace lorsqu'il s'est agi de convaincre les gouvernements provinciaux de se servir du Service des invitations à soumissionner, un système de soumissions par voie électronique qui donne accès aux marchés publics au moyen d'un guichet unique.

Un gouvernement qui accorde davantage d'importance à la stratégie met plus l'accent sur la direction, l'orientation et les résultats. Cela permet une plus grande flexibilité dans la manière dont les programmes sont mis en oeuvre. À titre d'exemple, quand existe dans le secteur privé la capacité de faire le travail qui est actuellement fait par le gouvernement et qu'il n'y a pas de restriction sur le

**... en mettant l'accent sur ce que le Ministère fait le mieux — à savoir, fournir des services communs et centraux de manière efficiente au gouvernement — TPSGC aide les ministères à se concentrer sur ce qu'ils font de mieux.**

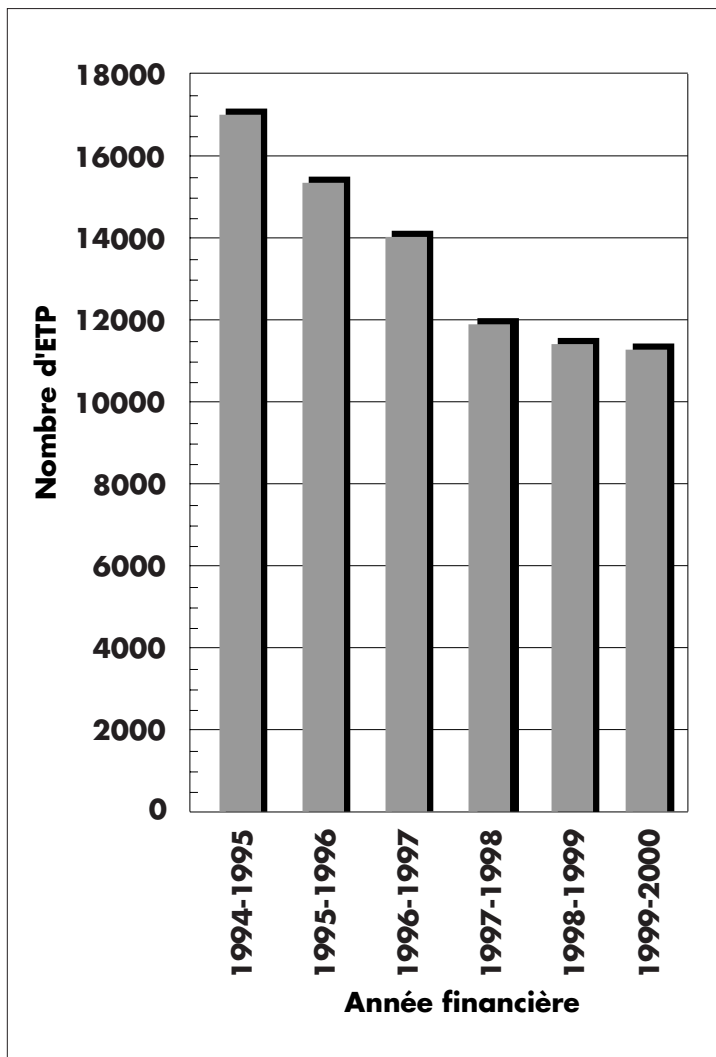
**De plus en plus, la fonction gouvernementale est considérée comme étant une responsabilité commune des administrations fédérales, provinciales et locales. En conséquence, TPSGC élabore de nouveaux partenariats à tous les niveaux.**

plan de la sécurité ou sur un autre plan, cette capacité devrait être exploitée au moyen de la sous-traitance ou par la mise sur pied de nouvelles ententes sous forme de partenariats. Au Ministère, les Services immobiliers ont déterminé récemment qu'une partie importante du programme de gestion des installations serait donnée en sous-traitance au cours de la prochaine année.

La construction du pont de la Confédération entre le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard démontre le potentiel des nouvelles manières de procéder et des partenariats pour le gouvernement et le Ministère. Le pont a été construit et financé par un consortium du secteur privé, et le niveau de soutien annuel garanti de la part du gouvernement fédéral est équivalent aux subventions au transport qui existent actuellement. De la même façon, l'Initiative fédérale dans le secteur du bâtiment, qui faisait

**La construction du pont de la Confédération entre le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard démontre le potentiel des nouvelles manières de procéder et des partenariats pour le gouvernement et le Ministère.**

**Figure 1 : Niveaux d'ETP**



appel à des investissements du secteur privé pour financer les programmes d'utilisation rationnelle de l'énergie dans les immeubles à bureaux du gouvernement, a connu beaucoup de succès. De telles initiatives démontrent l'efficacité de l'utilisation du capital et des capacités de gestion du secteur privé pour réaliser des objectifs de politique publique.

Le Ministère ne va plus assurer certains services si les ressources ne sont plus disponibles ou si le fait d'avoir davantage de choix signifie qu'il n'est plus rentable de les fournir en tant que services communs. À titre d'exemple, au cours de 1995-1996, TPSGC a mis fin au programme de l'Approvisionnement en services stockés s'appliquant à des produits tels le mobilier de bureau et la papeterie, et il est en voie de privatiser de grandes parties des fonctions accomplies par le Groupe Communication Canada dans le domaine de l'imprimerie.

## Accroissement de la flexibilité et du choix

Bon nombre des services de TPSGC, tels l'offre de locaux à bureaux ou les achats de grande valeur, ont été considérés comme obligatoires. Les ministères devaient se procurer ces services par l'entremise de TPSGC en vue de satisfaire aux grands objectifs de la politique gouvernementale, par exemple, obtenir la meilleure valeur globale pour les contribuables, avoir accès aux marchés publics au moyen d'un guichet unique ou être assuré que les opérations seront menées avec prudence et probité.

Plusieurs ministères et organismes ont recherché une plus grande flexibilité et examiné d'autres options en ce qui a trait à la prestation des services communs. Les restrictions budgétaires et la nécessité d'opérer une restructuration a mis les services communs sous les feux de la rampe. La réalisation d'un équilibre approprié entre les services communs obligatoires et les services optionnels continue d'être un sujet de discussion au gouvernement.

***La réalisation d'un équilibre approprié entre les services communs obligatoires et les services optionnels continue d'être un sujet de discussion au gouvernement.***

Les trois nouveaux organismes de service que le gouvernement a annoncés dans le Budget de 1996 (l'Agence canadienne de l'inspection des aliments, l'Agence Parcs Canada et la Commission canadienne du revenu) illustrent bien ce que signifie pour TPSGC l'accroissement de la flexibilité et du choix à l'égard des services communs. Il est possible que la demande de services offerts par TPSGC diminue de manière importante (jusqu'à 30 p. 100) selon que les trois nouveaux organismes de service décident d'exécuter les fonctions reliées aux services communs à l'interne ou décident de les sous-traiter. La réduction de la demande découlant de l'optionnalité pourrait nuire à l'économie, à l'efficacité et à l'efficacité généralement associées aux services communs.

Ces changements exigent que TPSGC demeure à la fine pointe de la stratégie pour s'ajuster aux fluctuations dans la demande à l'égard des services communs que nous offrons. Notre stratégie, par conséquent, sera de mettre l'accent sur l'amélioration des services pour lesquels la demande est la plus importante et de les rendre plus abordables et adaptées aux besoins de nos clients.

## Progrès de la technologie

Les nouvelles technologies électroniques offrent également de nouvelles possibilités au gouvernement. Ces possibilités sont particulièrement évidentes dans deux secteurs importants. Elles permettent de :

- faciliter l'accès du public aux ministères et aux organismes gouvernementaux;
- réaliser des économies pour le gouvernement.

Le site Internet du Gouvernement du Canada, élaboré et géré par TPSGC, facilite et simplifie l'accès à l'information sur le gouvernement fédéral. TPSGC utilise de plus en plus les paiements électroniques plutôt

***Le site Internet du Gouvernement du Canada, élaboré et géré par TPSGC, facilite et simplifie l'accès à l'information sur le gouvernement fédéral.***

que d'imprimer des chèques et de les poster. Cela a permis au gouvernement de réaliser d'importantes économies. La technologie nous semble jusqu'ici sans limite. Nous sommes cependant conscients que nous changeons notre façon de faire des affaires. Par exemple, les kiosques électroniques servent à fournir des services gouvernementaux directement à la population. De toute évidence, cette utilisation de la technologie réduira la demande de locaux à bureaux pour le gouvernement, ce qui aura d'importantes conséquences pour le Ministère.

La mise en oeuvre de nouvelles technologies électroniques démontre des aspirations bidirectionnelles pour la plupart des secteurs de services communs. Les nouvelles technologies offrent des avantages, tel l'accroissement de la flexibilité et de l'indépendance pour les ministères individuels. Par ailleurs, le recours aux démarches centralisées et aux systèmes communs, qui peuvent créer certaines contraintes, assure l'interopérabilité. Cela permet également au gouvernement de tirer parti des économies d'échelle. Dans l'optique de la valeur globale pour le gouvernement, la volonté des divers ministères de sacrifier une certaine flexibilité individuelle est essentielle.

## **Priorités et orientations**

TPSGC a pour priorité stratégique clé de réaliser l'optimalisation des dollars des contribuables en offrant des services communs et des services centraux. Le Ministère concentrera ses activités dans les domaines de services essentiels, tels les services d'experts-conseils, qui lui permettront de contribuer le plus au soutien des programmes gouvernementaux. Ce sont des services qui nous aideront à faire en sorte que les clients puissent accomplir certaines tâches spécialisées (à titre d'exemple, l'acquisition ou l'aliénation de locaux à bureaux ou d'autres biens, l'achat de biens et services ou les appels d'offres) d'une manière économique et efficiente. Pour TPSGC, ce qui compte le plus c'est que le travail soit fait, et non qu'il le soit à l'interne. Le Ministère fait appel au secteur privé quand la capacité s'y trouve et qu'il est avantageux sur le plan coûts-efficacité de le faire. TPSGC agira en tant que gestionnaire et agent pour les services sous-traités et adaptera ses mécanismes de prestation de services pour mieux répondre aux besoins des clients et du gouvernement.

***Pour TPSGC, ce qui compte le plus c'est que le travail soit fait, et non qu'il le soit à l'interne. Le Ministère fait appel au secteur privé quand la capacité s'y trouve et qu'il est avantageux sur le plan coûts-efficacité de le faire.***

## **Stratégies pour la période de planification**

Le Ministère a quatre grandes stratégies qui demeureront les siennes durant toute la période de planification. Les quatre sont liées entre elles et jouent un rôle important en ce qui a trait au soutien et au renforcement des processus administratifs du gouvernement.

### **Le Ministère augmentera sa contribution au gouvernement :**

- en mettant l'accent sur ses rôles principaux et en revoyant ces rôles de manière continue;
- en faisant des examens et des évaluations stratégiques et, selon le cas, en ajustant ses activités en conséquence;



- en regroupant et en rationalisant les services à l'intérieur du Ministère et au gouvernement dans le but de réduire les doubles emplois et les chevauchements;
- en recherchant les occasions de partager les services et le travail en tant que partenaires des autres niveaux de gouvernement et du secteur privé.

**Le Ministère améliorera ses services aux clients :**

- en faisant la promotion de la qualité dans tous ses services et en mesurant les résultats à l'aune de la satisfaction des besoins des clients;
- en se dotant de normes de service de sorte que les clients sachent à quoi s'attendre et disposent de critères pour mesurer la qualité du service qu'ils reçoivent;
- en utilisant d'autres méthodes de prestation de services en vue d'améliorer la qualité et de réduire les coûts pour les clients;
- en consultant régulièrement les clients pour mesurer leur satisfaction à l'égard des services de TPSGC.

**Le Ministère tentera d'économiser et d'atteindre l'efficience dans toutes ses opérations :**

- en s'assurant qu'il satisfait aux engagements de l'Examen des programmes, notamment les exigences en matière de réduction des effectifs et de changements dans les programmes;
- en établissant de nouveaux engagements pour s'adapter à la réduction globale des effectifs au gouvernement;
- en examinant de façon continue ses programmes et activités.

**Le Ministère se dotera d'une main-d'oeuvre plus flexible et plus sensible aux besoins de renouveau du Ministère :**

- en mettant en oeuvre une stratégie des ressources humaines intégrée insistant sur la continuité dans l'emploi, l'acquisition et le perfectionnement des compétences sélectives;
- en rationalisant les structures organisationnelles;
- en établissant des méthodes de gestion plus adéquates.

## 2. Détails par secteur d'activité

Cette section établit les stratégies et les initiatives des principaux secteurs d'activité du Ministère.

### Services immobiliers

Le secteur d'activité des Services immobiliers (SI) est un organisme de services communs chargé de fournir des produits et services dans le domaine immobilier aux ministères et aux organismes du gouvernement fédéral. Le Programme des services immobiliers comprend deux volets : les biens immobiliers et les services.

- Le volet des biens immobiliers est financé au moyen de fonds votés avec lesquels les SI gèrent des biens immobiliers fédéraux, notamment des locaux à bureaux, des immeubles à destination commune, des immeubles d'habitation, les édifices du Parlement et des ouvrages de génie civil comme des ponts, des cales sèches, des barrages et des digues. Actuellement, les SI logent environ 160 000 fonctionnaires en 2 500 endroits différents, dans l'ensemble du Canada.
- Le volet des services est financé au moyen d'un fonds renouvelable. Il fournit divers services immobiliers professionnels et techniques visant à appuyer la planification, l'acquisition, la gestion, l'exploitation, l'entretien, la construction, la réparation et l'aliénation des biens immobiliers. Ces services sont un appui pour les ministères et les organismes dans l'exécution de leurs programmes. Il s'agit de services d'architecture et de génie, de services immobiliers et de services de gestion des biens et des installations. Ce sont tous des services facultatifs pour les ministères et les organismes.

### Énoncé de la stratégie des SI

Les SI entendent réorienter complètement leurs opérations en vue d'appuyer l'initiative consistant à repenser le rôle de l'État, réduire les coûts et stimuler le secteur privé. Les SI mettront l'accent sur leurs activités de base (celles qui sont indispensables à l'exécution de leur mandat et de leur rôle d'expert-conseil dans le domaine immobilier) et opteront pour d'autres formes de prestation de services non essentiels en faisant davantage appel au secteur privé et en établissant des partenariats avec d'autres ordres de gouvernement. Les SI demeureront toutefois responsables de leur programme des services immobiliers. Ils continueront d'offrir aux ministères et aux organismes fédéraux un éventail complet de services immobiliers.

Les ministères fédéraux sont pressés de changer, de réduire et de réaligner considérablement leurs activités et services. Pour appuyer les ministères afin qu'ils puissent concentrer leurs énergies sur leurs propres programmes essentiels, les SI mettent à leur disposition leurs compétences et leur savoir en tant que spécialistes et conseillers du gouvernement dans le domaine immobilier. Cette démarche pourrait mener à l'optimisation des activités et des ressources des services immobiliers à l'échelle de l'administration fédérale. Elle pourrait également accroître l'efficacité et l'efficacités des services immobiliers, faciliter la réduction de la superficie totale des locaux à bureaux et rationaliser l'inventaire des biens immobiliers du fédéral dans un contexte de réduction des effectifs du gouvernement.

Les SI travailleront avec les ministères et les organismes pour démontrer qu'ils peuvent répondre à leurs besoins de manière efficace et abordable. La Direction générale est à perfectionner sa connaissance des programmes, des cultures et des objectifs de ses clients grâce à ses unités de services à la clientèle souvent logées dans les installations du client. Les unités de services à la clientèle permettront aussi aux SI d'adapter leurs conseils et leur soutien dans le domaine des services immobiliers aux circonstances particulières propres aux clients et de leur donner accès à un vaste éventail de produits et de services. Les unités de services à la clientèle seront aussi commodes et adaptées que les ressources internes que certains clients utilisent actuellement.

### Initiatives clés des SI

Sensibilisation accrue aux besoins des clients		
<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Établir une relation si étroite et confiante que les clients s'adressent automatiquement aux SI pour tous leurs besoins en services immobiliers.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Établir des unités de services à la clientèle.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partenariats avec les ministères et organismes clients.</li> <li>Clients satisfaits.</li> </ul>
Adaptation au nouveau rôle du gouvernement		
<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Redéfinir les relations entre les SI et le secteur privé pour ce qui est de la prestation de services immobiliers et appuyer les objectifs de l'initiative de repenser le rôle de l'État et stimuler le secteur privé.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accroître le volume d'affaires avec le secteur privé en ayant recours à d'autres formes de prestation de services pour bon nombre d'activités dans le domaine immobilier reliées aux immeubles dont les SI sont le gardien.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un rôle plus stratégique en tant que spécialiste et conseiller en services immobiliers du gouvernement.</li> <li>Davantage de sous-traitance au secteur privé et partenariat avec d'autres niveaux de gouvernement.</li> <li>Accroissement des économies sur le plan des frais d'exploitation des immeubles.</li> </ul>

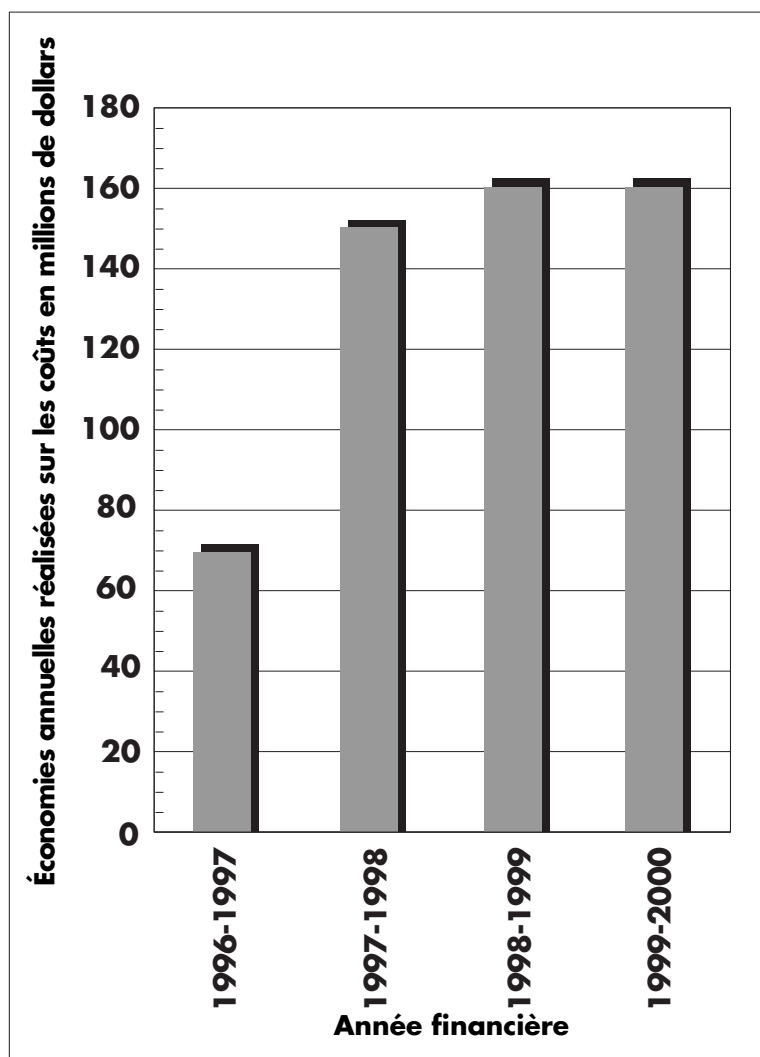
### Centralisation de la gestion des biens immobiliers fédéraux excédentaires

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Obtenir l'autorisation du Secrétariat du Conseil du Trésor afin que d'autres organismes puissent transférer certains biens immobiliers excédentaires aux SI pour aliénation ainsi que les fonds pour les exploiter et les entretenir jusqu'à ce qu'ils soient aliénés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Atteindre les objectifs en matière de dessaisissement et d'aliénation pour les biens immobiliers transférés à TPSGC.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plus grande efficacité et plus grande efficacité dans l'aliénation des biens immobiliers fédéraux excédentaires.</li> </ul>

### Économies au niveau des locaux à bureaux du gouvernement

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Réaliser des économies en rendant plus efficace et plus efficiente l'utilisation des locaux à bureaux au gouvernement fédéral.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en oeuvre un cadre de gestion des locaux à bureaux axé sur la réduction des locaux et d'autres mesures d'efficacité.</li> <li>• Se doter d'une stratégie permettant d'augmenter les économies et de réduire les coûts.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsabilité partagée avec les clients au sujet des normes et des objectifs de réduction.</li> <li>• Économies de 160 millions de dollars d'ici avril 1999 (voir Figure 2).</li> </ul>

**Figure 2 : Économies prévues au niveau des locaux à bureaux du gouvernement**



#### Transfert de la responsabilité en matière de subventions municipales

Les SI administrent les subventions municipales pour le compte de tous les ministères fédéraux gardiens. En 1996-1997, ces subventions étaient de 426 millions de dollars. Cependant, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1997, la responsabilité financière en matière de subventions municipales sera transférée de TPSGC aux ministères gardiens. Pour que la transition au nouveau cadre de gestion se fasse sans problème, les SI feront rapport aux ministères sur leurs responsabilités en matière de subventions et continueront de leur assurer des services de soutien professionnel et d'autres services d'administration de subventions. La Ministre de TPSGC continuera d'assumer la responsabilité de la *Loi sur les subventions aux municipalités* et devra rendre compte de la fixation des montants des subventions.

### Seuil de rentabilité du Fonds renouvelable des Services immobiliers

Les SI s'engagent à faire en sorte que le Fonds renouvelable des Services immobiliers réalise un équilibre entre les recettes générées et les coûts d'exploitation pour la période 1996-1999, mais cela dépend d'un certain nombre de facteurs. Les recettes dépendent directement de la demande en services immobiliers de la part des ministères et des organismes fédéraux. C'est là une question horizontale pour le gouvernement qui sera influencée par les réductions de programmes des clients et la restructuration ainsi que par les initiatives faisant appel à d'autres formes de prestations de services. Pour atteindre son objectif financier de rentabilité, la Direction générale continuera de réduire ses dépenses d'exploitation tout en tentant d'optimiser ses recettes. Cela signifie qu'il lui faudra sous-traiter un plus grand nombre des services qui peuvent être fournis plus efficacement par le secteur privé. Cela signifie aussi qu'il y aura davantage de réductions de personnel, une restructuration des pratiques concernant les honoraires et la facturation, la réduction des frais généraux et la réingénierie des processus. Enfin, cela signifie qu'il faudra avoir des relations plus étroites avec les clients de manière à conserver le volume d'affaires et à assurer le développement des secteurs d'activité.

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Réaliser l'équilibre financier du Fonds renouvelable des Services immobiliers au cours de la période de planification.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prendre les mesures nécessaires pour réduire les dépenses d'exploitation et optimiser les recettes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Atteinte du seuil de rentabilité du Fonds renouvelable des SI.</li> </ul>

### Seuil de rentabilité du Fonds renouvelable pour l'aliénation de biens immobiliers

Le Fonds renouvelable pour l'aliénation des biens immobiliers a été établi en tant que nouveau régime d'autofinancement pour les services offerts par les SI pour l'aliénation des biens immobiliers fédéraux excédentaires dont les coûts d'aliénation sont financés par le produit de la vente. La Direction générale doit chercher à maximiser les recettes nettes provenant de l'aliénation des biens immobiliers au cours de la période de planification. Dans ce but, elle prendra des mesures pour réduire ses dépenses d'exploitation tout en maximisant les recettes dans la mesure du possible. Cependant, en raison des changements récents dans le contexte d'exploitation, en particulier les ententes de partage des recettes entre les ministères clients et le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT), les SI travailleront avec les SCT à redéfinir les conditions d'utilisation du Fonds.

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Réaliser l'équilibre financier du Fonds renouvelable pour l'aliénation des biens immobiliers au cours de la période de planification.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prendre des mesures pour réduire les dépenses et maximiser le produit de la vente.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Atteinte du seuil de rentabilité du Fonds renouvelable pour l'aliénation.</li> </ul>

## **Service des approvisionnements**

Le secteur d'activité du Service des approvisionnements (SA) fournit des services communs d'acquisition de biens et de services pour le gouvernement fédéral. Il gère le processus d'acquisition en effectuant des études de marché sur les produits offerts par les fournisseurs ainsi que des études sur la planification des produits et les méthodes d'approvisionnement, en demandant, en évaluant et en choisissant des soumissions, de même qu'en négociant, attribuant et administrant des contrats. Chaque année, il produit 80 000 documents contractuels, d'une valeur approximative de 8 milliards de dollars. Ces marchés portent sur plus de 17 000 catégories de biens et de services.

Le secteur d'activité du Service des approvisionnements gère également les grands projets de la Couronne (c'est-à-dire les projets évalués à plus de 100 millions de dollars, tels que le récent Programme d'acquisition de frégates pour la Marine canadienne). De plus, il aliène les biens de l'État et participe à l'élaboration de normes (par exemple, les normes relatives aux produits et à la sécurité des produits) pour le compte du gouvernement fédéral.

### **Énoncé de la stratégie du SA**

Comme la confiance est l'élément clé du processus gouvernemental de passation des marchés, toutes les activités de passation de contrats du SA devront être fondées sur deux principes fondamentaux, soit l'intégrité et la transparence. L'objectif premier du SA est d'être reconnu comme un chef de file dans le domaine des achats gouvernementaux. Pour atteindre cet objectif, le SA a mis au point les stratégies suivantes :

- élaborer des politiques et des programmes qui sont fidèles aux objectifs généraux du gouvernement;
- offrir des services d'acquisition «à valeur ajoutée» en faisant appel aux connaissances et aux compétences spécialisées du Service des approvisionnements dans le domaine des achats de façon que les clients puissent prendre des décisions rentables dans ce domaine;
- faire preuve de professionnalisme, d'équité et d'ouverture dans nos relations avec les entrepreneurs;
- créer un environnement qui tient compte des compétences et des talents des employés, ainsi que de leurs besoins et de leurs préoccupations, et qui favorise l'énergie, l'excellence et l'enthousiasme;
- être un chef de file dans l'application de la technologie au domaine des achats en général, et dans l'acquisition de technologies en particulier.

## Initiatives clés du SA

Le secteur d'activité du Service des approvisionnements entend fournir au gouvernement fédéral des services d'acquisition répondant à ses besoins. Voici quelques-unes des initiatives clés propres à ce secteur d'activité :

### Service national de soumissions électroniques

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Participer à la mise en oeuvre du système qui remplacera l'actuel Service des invitations ouvertes à soumissionner.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gérer la transition au fournisseur du nouveau système.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un système plus convivial et moins coûteux pour avoir accès aux projets de marchés du gouvernement.</li> <li>Amélioration de l'accès des fournisseurs aux projets de marchés du secteur public grâce à des services de soumissions électroniques.</li> <li>Meilleure utilisation de l'argent des contribuables grâce à des ententes de partenariat et à la mise sur pied de systèmes partagés.</li> <li>Respect de l'engagement pris dans le cadre de l'Accord sur le commerce intérieur, soit celui d'élaborer un système commun de soumissions électroniques.</li> </ul>

### Achats axés sur les bénéfices

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Introduire une nouvelle méthode d'acquisition appelée achats axés sur les bénéfices pour la gestion des risques inhérents aux projets de technologie de l'information (TI).	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire l'essai-pilote de la nouvelle méthode d'acquisition et évaluer les résultats obtenus.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Meilleure gestion des risques inhérents aux projets en technologie de l'information.</li> <li>Responsabilisation accrue et meilleure gestion des projets de TI.</li> <li>Meilleure utilisation de l'expérience de l'industrie dans le domaine des analyses de rentabilité et de l'évaluation des bénéfices.</li> </ul>



### Environnement automatisé pour les acheteurs

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Établir un lien électronique avec les clients appelé Environnement automatisé pour les acheteurs (EAA) qui sera utilisé pour les commandes, l'envoi de documents et les demandes de renseignements des clients.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Établir le lien électronique dans les limites du budget approuvé et dans les délais fixés.</li> <li>• Faire en sorte que l'EAA serve pour les achats de biens immobiliers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Meilleure utilisation de la technologie dans l'administration des marchés publics fédéraux.</li> <li>• Plus grande satisfaction des besoins des clients.</li> </ul>

### Achats suivant des normes écologiques

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Soutenir et favoriser l'achat de produits écologiques dans l'ensemble du gouvernement.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Établir une base de données autonome sur les produits écologiques à l'intention du personnel d'approvisionnement fédéral.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation plus générale de produits écologiques au sein de l'administration fédérale et un engagement plus poussé à cet égard.</li> <li>• Amélioration de l'accès à l'information sur les produits écologiques.</li> </ul>

### Information et services à l'intention des fournisseurs

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Aider les petites et les moyennes entreprises en leur fournissant de l'information fédérale sur la passation des marchés à l'échelle de l'administration fédérale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Établir un groupe de travail interministériel chargé de créer un guichet unique pour tous les marchés publics, appelé Marchés Canada.</li> <li>• Sensibiliser les petites et les moyennes entreprises au potentiel qu'offrent les marchés publics et les inscrire comme fournisseurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Meilleur accès des petites et des moyennes entreprises aux projets de marchés fédéraux.</li> <li>• Meilleures activités de promotion des fournisseurs pour les petites et moyennes entreprises.</li> </ul>

### Stratégie d'achat pour les entreprises autochtones

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Soutenir la mise en oeuvre de la stratégie d'achat annoncée récemment par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour les Autochtones.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Établir les procédures requises pour les marchés réservés aux Autochtones.</li> <li>Intégrer l'information sur les marchés réservés dans la base de données sur la passation de marchés.</li> <li>Accroître le nombre de séminaires destinés aux fournisseurs autochtones.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Meilleur accès des entreprises publiques fédérales.</li> <li>Augmentation du nombre de contrats attribués à des entreprises autochtones.</li> </ul>

### Politique d'évaluation de la performance des fournisseurs

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Faire en sorte que les ministères aient recours aux fournisseurs qui s'acquittent de leurs obligations contractuelles envers l'État.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer et mettre à jour les méthodes permettant de vérifier les rendements individuels des fournisseurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Possibilité de ne faire affaire qu'avec les fournisseurs qui donnent un rendement satisfaisant.</li> <li>Meilleure évaluation du rendement des fournisseurs.</li> </ul>

### Service opérationnel au gouvernement

Le secteur d'activité du Service opérationnel au gouvernement (SOG) gère les systèmes liés aux fonctions de receveur général et aux services de rémunération de la fonction publique. Les fonctions de receveur général comprennent notamment :

- la réception, le transfert, la garde et le déboursement de fonds publics;
- l'encaissement des paiements;
- la négociation de tous les services bancaires relatifs au Trésor;
- la fourniture de renseignements financiers courants au gouvernement sur l'état de ses finances;
- la tenue des comptes du Canada;
- la préparation des Comptes publics du Canada.

Les services de rémunération de la fonction publique comprennent l'administration des processus de paye et de pension du gouvernement. Les fonctions de receveur général et les services de rémunération de la fonction publique sont essentiels à la bonne administration des affaires gouvernementales et, lorsqu'il s'agit de paiements (par exemple, les prestations fiscales pour enfants), ils touchent directement les Canadiens et les Canadiennes.

### Énoncé de la stratégie du SOG

Le secteur d'activité du SOG s'engage à maintenir un niveau de service élevé, même si cela l'oblige à modifier en profondeur ses systèmes de prestation de services afin d'en accroître l'efficacité et de mieux répondre aux besoins opérationnels variés de ses clients.

Le SOG a l'intention d'abandonner progressivement le papier en améliorant ses systèmes et ses processus. Le receveur général joue un rôle de premier plan en ce qui concerne la percée du gouvernement dans le domaine du commerce électronique. Des initiatives telles que le dépôt direct permettent de rationaliser les sorties de fonds. La stratégie adoptée par le SOG facilite aussi l'initiative fédérale visant à améliorer la gestion financière par la mise en oeuvre de la méthode de la comptabilité d'exercice.

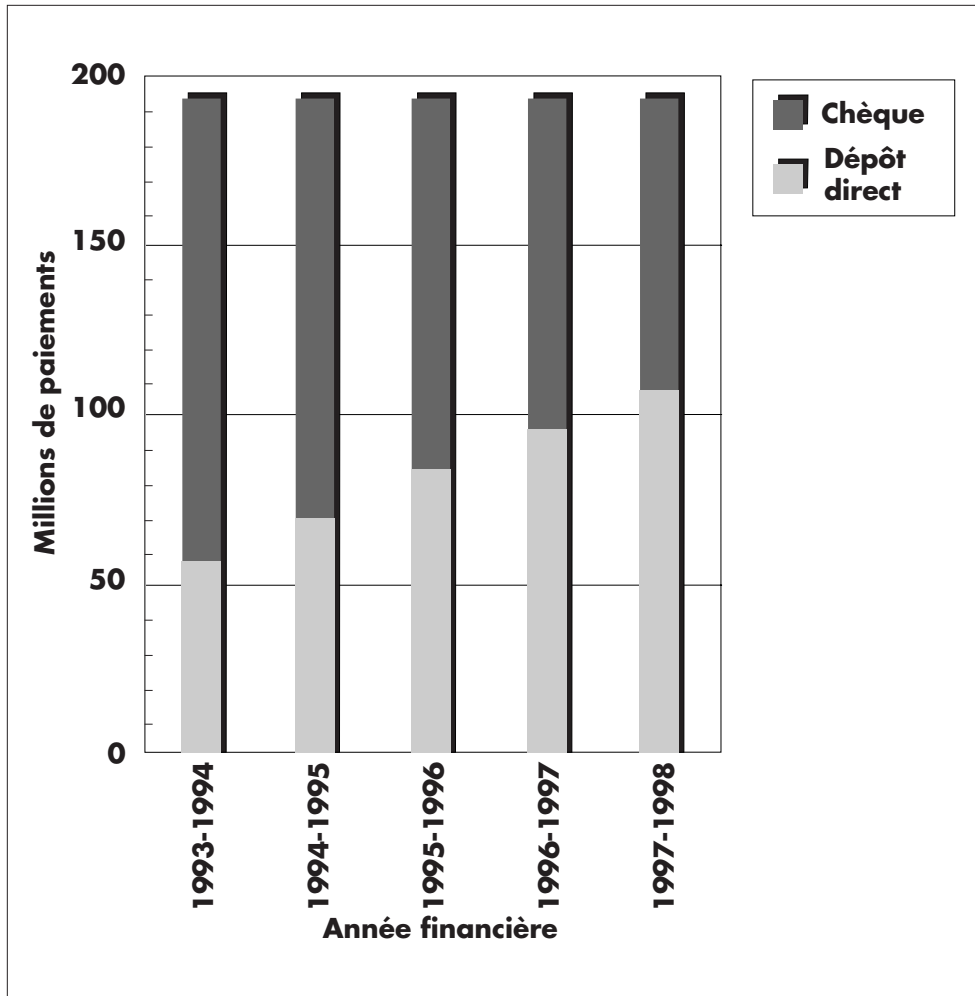
En plus d'effectuer des changements technologiques, le SOG réduit ses coûts en regroupant ses centres de prestation des services aux clients et en normalisant et en rationalisant les fonctions de ces centres. Une fois que le SOG aura effectué les changements technologiques et opérationnels prévus et qu'il aura atteint le maximum d'efficacité, il déterminera si le secteur privé pourrait s'acquitter de façon plus rentable de certaines tâches liées à la rémunération.

### Initiatives clés du SOG

Les initiatives suivantes illustrent les changements qui sont en cours au Service opérationnel au gouvernement.

Expansion du dépôt direct		
But	Activités clés	Résultats escomptés
Encourager les Canadiens et les Canadiennes à faire déposer les paiements du gouvernement fédéral directement auprès de leur établissement financier.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire connaître les avantages du dépôt direct et le côté pratique de ce mode de paiement.</li> <li>Hausser annuellement l'objectif d'inscription au dépôt direct pour les paiements fédéraux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prendre des dispositions avec d'autres ordres de gouvernement pour ce qui est du dépôt direct.</li> <li>Réduction des dépenses de l'État en affranchissement, en frais bancaires et en papier.</li> <li>Mode de paiement plus sûr, plus fiable et plus pratique.</li> </ul>

**Figure 3 : Paiements du receveur général émis par TPSGC**



L'initiative d'expansion du dépôt direct a porté fruit. En 1993-1994, les paiements du receveur général déposés directement dans les établissements financiers représentaient environ 30 p. 100 du volume total. En 1997-1998, plus de 55 p. 100 des paiements du receveur général seront déposés directement. C'est un jalon important pour le Ministère.

### Systeme central de gestion et de rapports financiers

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Mettre au point un système qui permettra de fournir aux organismes centraux et aux ministères des données de gestion financière plus compréhensibles et plus pertinentes, dans le cadre de la Stratégie d'information financière mise en oeuvre à l'échelle de l'administration fédérale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser les principales étapes du projet dans les limites du budget.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Information de gestion financière de meilleure qualité.</li> <li>• Mise en oeuvre de la comptabilité d'exercice.</li> </ul>

### Rationalisation des paiements

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Mettre en oeuvre le projet de Cadre de prestation des paiements afin de rationaliser les opérations et de réduire les coûts.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire passer le nombre de centres de prestation de services de 16 à 6.</li> <li>• Réviser les normes de service nationales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Efficience accrue en ce qui concerne le versement des paiements du receveur général.</li> <li>• Meilleur contrôle et plus grande souplesse pour les clients.</li> <li>• Économies.</li> </ul>

### Rationalisation de la rémunération

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Rationaliser les opérations de rémunération en centralisant les services, en regroupant des bureaux, en ayant recours à la technologie et en effectuant une restructuration.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire les frais de main-d'oeuvre directe en remplaçant les processus à fort coefficient de main-d'oeuvre par des processus automatisés.</li> <li>• Établir et maintenir des normes de service.</li> <li>• Faire passer de 12 à 6 le nombre de centres de prestation de services.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de la productivité dans le domaine de la rémunération.</li> <li>• Économies réalisées par le recours accru à des processus informatisés.</li> </ul>

## Réforme des pensions

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Mettre en oeuvre les nouvelles dispositions législatives annoncées dans le Budget de 1996.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Revoir l'administration des pensions en tenant compte des nouvelles dispositions législatives sur la réforme des pensions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Système d'administration des pensions plus moderne.</li> <li>Possibilités accrues au chapitre de la transférabilité des pensions, afin de faciliter les mouvements de personnel à l'intérieur et à l'extérieur de la fonction publique.</li> </ul>

## Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique

Le secteur d'activité des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique (SGTI) a été créé en 1993 dans le but de fournir au gouvernement des services communs de gestion de l'information (GI) et de technologie de l'information (TI). Sa fonction première consiste essentiellement à coordonner, à établir et à gérer les services électroniques communs. Ces services visent à permettre aux ministères d'échanger de l'information et de faire ensemble des affaires d'une manière sécuritaire. Ils permettent également aux entreprises, à d'autres ordres de gouvernement et au public canadien d'avoir accès à une grande variété de données dans toute l'administration fédérale. De plus, les SGTI aident à répondre aux besoins internes de TPSGC en gestion de l'information, en rationalisant et en intégrant les processus et les ressources d'information, les diverses applications et les technologies du Ministère.

### Énoncé de la stratégie des SGTI

La Direction générale des SGTI est une organisation qui est en train d'évoluer. À l'origine, les SGTI voulaient être reconnus par le gouvernement fédéral comme le fournisseur par excellence de l'infrastructure (réseaux, matériel, etc.) et des services communs de GI/TI. Mais le rôle des SGTI est en train de changer. Au lieu de fournir eux-mêmes les services, les SGTI veulent utiliser leur savoir-faire pour déterminer les besoins actuels et futurs de leurs clients en matière de technologie. Une fois ces besoins déterminés, les SGTI chercheront sur le marché les produits et les services répondant à ces besoins. Bref, ils serviront d'intermédiaire entre les clients et les fournisseurs. Les SGTI feront appel à l'entreprise privée et à d'autres ressources pour fournir les services demandés par leurs clients. Pour la mise en oeuvre de leur nouvelle stratégie, ils établiront des partenariats avec les ministères fédéraux et avec d'autres ordres de gouvernement, de même qu'avec le secteur privé. La Direction générale se concentrera sur la prestation de services aux ministères de petite et de moyenne envergure et maintiendra des relations de travail avec les ministères plus importants.

Les SGTI s’engagent à rationaliser et à intégrer les processus et les ressources d’information, les applications et les plates-formes technologiques de TPSGC, tout en répondant aux besoins du Ministère en matière de gestion interne de l’information. Le commerce électronique deviendra le moyen préféré pour la conduite des affaires.

### Initiatives clés des SGTI

Les initiatives clés des SGTI pour la période de planification ont évolué grâce à des processus minutieux de planification et à la collaboration des différentes parties intéressées à l’intérieur et à l’extérieur du gouvernement. Ces initiatives aideront TPSGC et le gouvernement dans son ensemble à fournir des services administratifs communs qui sont rentables, efficaces et adaptés aux besoins.

#### Stratégie de gestion des services

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Faire en sorte que le rôle des SGTI se transforme de fournisseur de services en gestionnaire de services GI/TI communs et en intermédiaire.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Profiter des économies d’échelle.</li> <li>• Profiter de la concurrence accrue sur le marché.</li> <li>• Identifier de nouveaux créneaux et gérer les services fournis.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction du coût des services d’infrastructure en raison de la concurrence accrue et du regroupement des besoins.</li> <li>• Processus d’acquisition nouveau et plus concurrentiel.</li> </ul>

### Stratégie relative aux autres modes de prestation de services

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Rationaliser les services et les ressources des SGTI et trouver d'autres façons de fournir des services en prenant des dispositions avec le secteur privé.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluer les méthodes actuelles de prestation des services afin de déterminer la viabilité d'autres méthodes.</li> <li>• Chercher et, s'il y a lieu, adopter d'autres méthodes de prestation de services aux clients.</li> <li>• Travailler de concert avec le secteur privé afin de réduire les coûts de l'infrastructure électronique et des services communs de GI/TI.</li> <li>• Déterminer s'il y a lieu de conclure des alliances avec le secteur privé et avec d'autres ordres de gouvernement et indiquer la meilleure façon de procéder; élaborer des propositions de collaboration.</li> <li>• Créer des unités fonctionnelles stratégiques pour les nouveaux services.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Meilleurs délais grâce aux nouveaux arrangements en matière d'approvisionnements et de services.</li> <li>• Réduction des coûts unitaires.</li> <li>• Dépendance réduite à l'égard des produits et des services spécialement adaptés.</li> </ul>

### Stratégie relative à l'infrastructure électronique commune

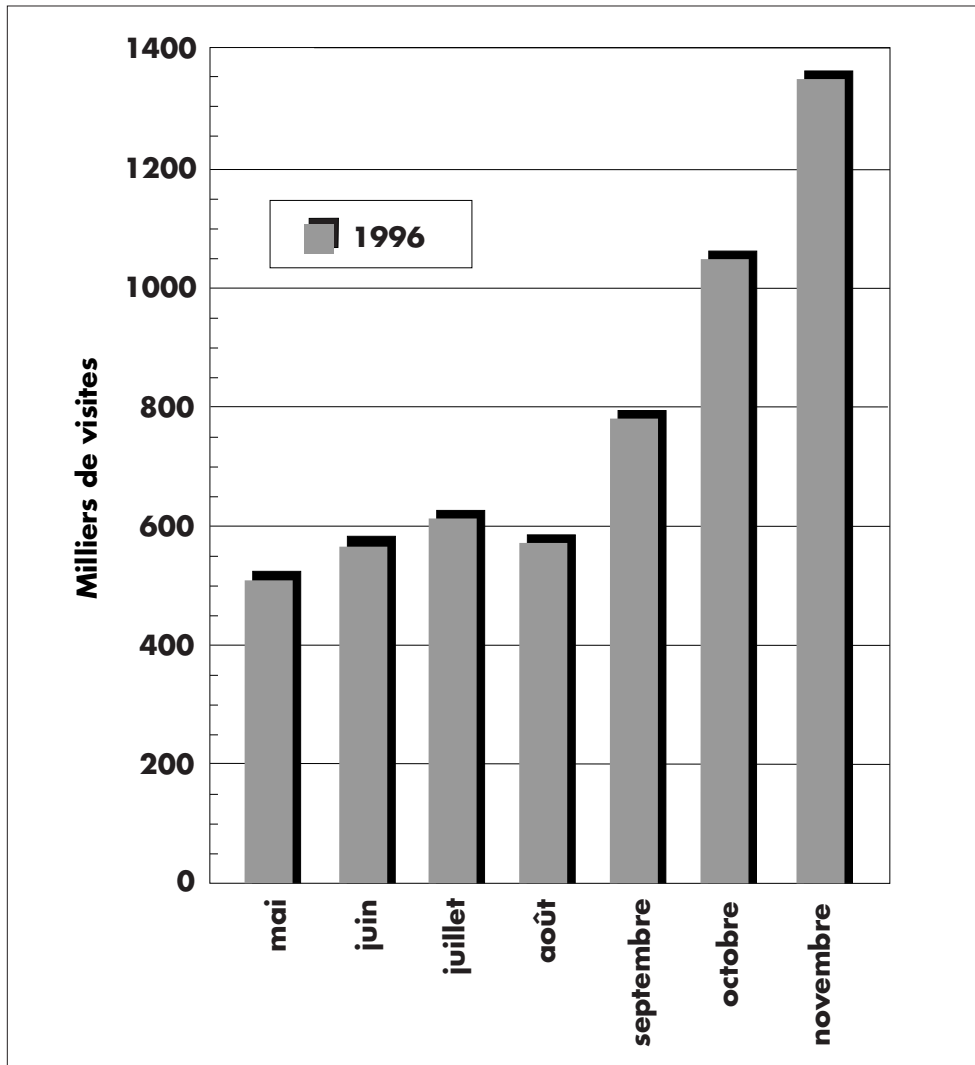
<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Continuer la mise en place d'une infrastructure électronique commune permettant d'effectuer un commerce électronique sûr, c'est-à-dire de faire des affaires par voie électronique à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prolonger les services d'interconnexion pour le courrier électronique.</li> <li>• Établir des répertoires électroniques fondés sur les normes et échanger des données des répertoires avec les autres ordres de gouvernement.</li> <li>• Mettre en oeuvre des services améliorés de gestion de réseau.</li> <li>• Établir une infrastructure assurant la sécurité des réseaux de manière à répondre aux besoins de l'État.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Services d'infrastructure pour les répertoires électroniques à l'échelle de l'administration fédérale (le courrier électronique, par exemple), reliés à ceux des autres ministères et des organisations de l'extérieur.</li> </ul>



## Stratégie de gestion de l'information

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Élargir les services d'Internet et les services d'édition afin d'améliorer l'accès à l'information gouvernementale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer un groupe qui se consacrera aux activités de gestion de l'information.</li> <li>• Élaborer une stratégie globale de centralisation des appels téléphoniques pour l'ensemble de l'administration fédérale.</li> <li>• Soutenir les initiatives gouvernementales de mise en place de guichets uniques par la fourniture de services de gestion de l'information.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Services d'Internet élargis.</li> <li>• Accès plus facile du grand public à l'information et aux services gouvernementaux.</li> </ul>

**Figure 4 : Site Internet du gouvernement du Canada — Nombre de visites**



### **Groupe Communication Canada**

Le secteur d'activité du Groupe Communication Canada (GCC) fournissait aux ministères et aux organismes fédéraux de tout le pays des services intégrés d'impression, d'édition, de distribution et de gestion de l'information.

Dans son Budget de 1995, le gouvernement avait indiqué qu'il examinerait la possibilité de se départir d'une partie ou de l'ensemble des services du GCC. Dans le Budget de 1996, le gouvernement a confirmé qu'il allait privatiser certaines activités du Groupe.

En privatisant une partie des activités du GCC, le gouvernement a voulu faire le meilleur usage possible de l'argent des contribuables, y compris garder au travail le plus grand nombre possible d'employés du Groupe.

Un comité a été créé dans le but de conseiller la Ministre sur les questions de politique gouvernementale, les questions touchant les employés, les options de privatisation, les exigences législatives et les processus associés à la vente du GCC. Le comité a engagé des consultations étroites avec tous les intéressés, y compris les syndicats, les imprimeurs, les libraires et les bibliothécaires.

La firme Rothschild Canada Limited a été choisie, par voie de concurrence, pour agir comme conseiller financier auprès de l'État relativement à la privatisation du GCC. Elle a déterminé la valeur du secteur d'activité du GCC et proposé une stratégie de vente. Le plan de privatisation de l'État, annoncé en mai 1996, est fondé sur les recommandations du comité et de la firme Rothschild.

En décembre 1996, TPSGC a annoncé que le gouvernement avait convenu de vendre les services d'impression, d'entreposage et de distribution du GCC à la firme St. Joseph Corporation de l'Ontario. Le transfert final des fonctions du GCC est prévu pour mars 1997.

Les services suivants continueront d'être assurés par l'État, dans l'intérêt du public : publication et composition de la *Gazette du Canada*, administration du droit d'auteur de la Couronne, Programme des services aux dépositaires, Référence Canada, gestion de l'édition et impression des cartes géographiques.

Au cours de 1997-1998, les efforts porteront principalement sur les dispositions à prendre en vue de la transition finale et sur les coûts résiduels qui en découlent.

## **Conseils et Vérification Canada**

Le secteur d'activité Conseils et Vérification Canada (CVC) fournit, contre rémunération, des services optionnels de consultation et de vérification de gestion aux ministères et aux organismes fédéraux. Les services de CVC peuvent également être mis à la disposition des gouvernements étrangers et des organisations internationales. Conseils et Vérification Canada fonctionne en vertu du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada, et il recouvre tous ses coûts auprès de ses clients, y compris les frais d'intérêt.

### **Énoncé de la stratégie de CVC**

CVC poursuivra ses efforts afin d'être le fournisseur par excellence du gouvernement fédéral dans le domaine des services de consultation et de vérification. Ses services et ses compétences dans le domaine du secteur public demeureront pertinents et recherchés dans un proche avenir, compte tenu de la réorganisation et de la rationalisation continues du secteur public.

Le maintien de la stabilité financière représente un défi permanent pour ce secteur d'activité. En améliorant continuellement son rendement dans tous les secteurs du service à la clientèle, CVC

veillera à l'équilibre entre les dépenses de son fonds renouvelable et les recettes provenant de ses consultations et de ses vérifications.

## Initiatives clés de CVC

### Contribution à la gestion du secteur public

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Être un chef de file dans les domaines de la gestion et des opérations du secteur public, en offrant aux clients des services de qualité et en étant un centre d'expertise, de même qu'en adaptant continuellement ses services aux besoins des ministères, des organismes et des sociétés d'État.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perfectionner, transférer et partager ses connaissances par des publications, des conférences et des mandats de consultation et de vérification.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion plus efficace du secteur public, particulièrement en ce qui a trait à des programmes abordables, novateurs et adaptés aux besoins des clients.</li> </ul>

### Saine gestion de l'organisation

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Créer une organisation plus ouverte et plus souple en investissant dans la formation, le perfectionnement et les technologies de l'information.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaborer une série de mesures pour une saine gestion de l'organisation.</li> <li>• Renforcer les liens entre les équipes de consultation et les équipes de vérification et entre l'administration centrale et les régions.</li> <li>• Investir dans les ressources humaines par la formation et la technologie.</li> <li>• Améliorer les communications internes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Milieu de travail plus souple favorisant l'épanouissement de tous les employés.</li> <li>• Collaboration accrue entre les différentes équipes et directions générales.</li> </ul>

## Autonomie financière

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Faire fructifier les profits que CVC a réalisés au cours des deux dernières années et réaliser un surplus opérationnel net dans les années à venir, tout en maintenant les taux de recouvrement de 1995-1996.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire le plus possible les frais généraux.</li> <li>• Optimiser le recours à la technologie.</li> <li>• Élaborer un programme de recouvrement des coûts pour <i>Optimum, la revue de gestion du secteur public</i>.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Autonomie financière.</li> <li>• Devenir un modèle de gestion financière pour les organismes du secteur public.</li> </ul>

## Évaluation du rendement

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Renforcer la capacité du système d'évaluation du rendement de CVC de fournir un aperçu équilibré du rendement, y compris les normes de service, le coût des unités et la saine gestion de l'organisation.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaborer des critères mieux adaptés à un milieu d'affaires en pleine expansion pour l'établissement des normes de service et l'évaluation de la satisfaction des clients.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un système rentable et des indicateurs appropriés d'évaluation du rendement.</li> </ul>

## Bureau de la traduction

Le secteur d'activité du Bureau de la traduction fournit des services de traduction, de terminologie, d'interprétation, de normalisation terminologique et d'autres services linguistiques au Parlement, aux tribunaux et aux ministères et organismes fédéraux. Les services offerts aux ministères et aux organismes fédéraux par le Bureau de la traduction sont optionnels. Le Bureau de la traduction est un organisme de service spécial depuis le 1<sup>er</sup> avril 1995.

### Énoncé de la stratégie du Bureau de la traduction

Le Bureau de la traduction poursuivra ses efforts en vue d'atteindre l'objectif de sa mission, soit celui d'être un chef de file dans le domaine de la traduction au Canada et le fournisseur de premier choix auprès des ministères et des organismes fédéraux. À cette fin, il entend :

- répondre aux besoins et aux attentes de ses clients;
- fidéliser ses clients et accroître sa part du marché fédéral dans le domaine de la traduction;
- atteindre ses objectifs financiers.

## Initiatives clés du Bureau de la traduction

### Amélioration de l'efficacité opérationnelle

<i>But</i>	<i>Activités clés</i>	<i>Résultats escomptés</i>
Réaliser des économies importantes et accroître la productivité et les recettes afin d'assurer la viabilité du service de traduction.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire les frais généraux et mieux gérer les dépenses.</li> <li>• Accroître la productivité.</li> <li>• Réduire la sous-traitance.</li> <li>• Accroître les ventes, notamment dans les régions.</li> <li>• Revoir les procédures et adopter de meilleurs outils de travail.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un service de traduction plus efficace et plus efficace qui demeurera viable.</li> </ul>

## Gestion ministérielle

Le secteur d'activité de la Gestion ministérielle fournit une vaste gamme de services de soutien de la gestion et autres services de soutien à TPSGC. Il comprend les cabinets de la Ministre et du Sous-ministre et les services des finances, des communications, de la vérification et de l'examen, des ressources humaines, de la gestion des immobilisations et du matériel, de la sécurité, du règlement des différends contractuels, des politiques et de la planification ministérielles, de la recherche sur l'opinion publique et les services juridiques, ainsi que le secrétariat du Ministère.

En 1995, TPSGC en est venu à la conclusion qu'il pourrait accroître son rendement et économiser des ressources en abolissant la Direction générale des services ministériels et en transférant ses fonctions aux directions générales opérationnelles. Le rôle et les responsabilités d'agent financier supérieur ont été confiés au Sous-ministre adjoint du Service opérationnel au gouvernement. Cependant, ce changement organisationnel ne modifie en rien les objectifs de l'Examen des programmes, et le Ministère s'engage à contrôler de près la prestation des services afin de faire en sorte que les objectifs soient atteints.

### Énoncé de la stratégie de la Gestion ministérielle

Le secteur d'activité de la Gestion ministérielle sera géré de façon qu'au cours des trois prochaines années, ses ETP n'excèdent pas 15 p. 100 de l'ensemble des ETP du Ministère et ses dépenses représentent environ 3,5 p. 100 de l'ensemble des dépenses nettes du Ministère.

### Initiatives clés de la Gestion ministérielle

- Continuer de soutenir les activités de gestion du changement du Ministère, y compris la gestion de l'examen fonctionnel des activités ministérielles, la mise en oeuvre des décisions résultant de l'Examen des programmes et des initiatives connexes de réaménagement des effectifs, ainsi que la mise en application de la stratégie intégrée en matière de ressources humaines.

- Maintenir le nombre d'ETP consacrés à la Gestion ministérielle à 15 p. 100 ou moins de l'ensemble des ETP du Ministère.

### **Sociétés d'État**

Le secteur d'activité des sociétés d'État a pour mandat de soutenir financièrement la Société du Vieux-Port de Montréal Inc., chargée d'aménager et d'entretenir les terrains du Vieux-Port de Montréal en mettant en place l'infrastructure, l'équipement et les services nécessaires, et la Queens Quay West Land Corporation, qui s'occupe de la gestion du site Harbourfront à Toronto et de l'aliénation de certains biens de l'État situés sur ce site.

### **Énoncé de la stratégie des sociétés d'État**

Le secteur d'activité des sociétés d'État émet des paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc., en attendant la réalisation des plans prévus, ainsi qu'à la Queens Quay West Land Corporation afin de soutenir la mise en oeuvre du rapport Monahan sur le financement du programme d'activités du Harbourfront Centre.

## B. Autorisations de dépenser

### 1. Autorisations pour 1997-1998 — Partie II du Budget des dépenses

**Figure 5 : Besoins financiers par autorisation**

Crédit	(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
	<i>Programme des services immobiliers</i>		
1	Dépenses de fonctionnement	917 648	888 883
5	Dépenses en capital	271 793	278 647
10	Fonds renouvelable des Services immobiliers — Activités à l'appui des objectifs généraux du gouvernement	2 589	2 589
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 221	1 889
(L)	Fonds renouvelable des Services immobiliers	(2 589)	(19 737)
(L)	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(19 599)	—
	Poste non requis		
—	Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices	—	425 557
	<i>Total du Programme</i>	<i>1 172 063</i>	<i>1 577 828</i>
	<i>Programme des approvisionnements et des services</i>		
15	Dépenses du Programme	455 976	428 319
(L)	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux — Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	32 066	35 978
(L)	Fonds renouvelable des services facultatifs	335	22
(L)	Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada	20 933	19
(L)	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(900)	(740)
(L)	Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	—	—
(L)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	21 012	7 463
	<i>Total du Programme</i>	<i>529 471</i>	<i>471 110</i>
	<i>Programme des sociétés d'État</i>		
20	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	3 000	3 000
25	Paiements à la Queens Quay West Land Corporation	4 100	6 500
	<i>Total du Programme</i>	<i>7 100</i>	<i>9 500</i>
	<b>Total du Ministère</b>	<b>1 708 634</b>	<b>2 058 438</b>



**Crédit — Libellé et sommes demandées****Figure 6 : Crédit — Libellé et sommes demandées**

Crédit (en dollars)	Budget principal 1997-1998
<i>Programme des services immobiliers</i>	
1 Services immobiliers — Dépenses opérationnelles, y compris la fourniture, moyennant recouvrement des coûts, de locaux pour les fins du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> ; aide à l'Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa sous la forme de services d'entretien du Centre commémoratif W. Clifford Clark à Ottawa; contributions et autorisation de dépenser les recettes produites au cours de l'année, provenant de la fourniture, de l'exploitation et de l'entretien d'installations pour des fins de logement	917 648 000
5 Services immobiliers — Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par la Ministre	271 793 000
10 Services immobiliers — Fonds renouvelable des Services immobiliers — Activités à l'appui des objectifs généraux du gouvernement	2 589 000
<i>Programme des approvisionnements et des services</i>	
15 Approvisionnements et Services — Dépenses du Programme, y compris : a) les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> , de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> et du fonds renouvelable des services facultatifs; b) autorisation de dépenser les recettes de l'année	455 976 000
<i>Programme des sociétés d'État</i>	
20 Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	3 000 000
25 Paiements à la Queens Quay West Land Corporation pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	4 100 000

## 2. Vue d'ensemble du Ministère

**Figure 7 : Sommaire des coûts nets pour le Ministère**

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
Prévisions brutes <sup>1</sup>	5 278 543	5 310 856	5 121 705	5 095 413
Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices <sup>2</sup>	425 557	—	—	—
Recettes portées au crédit/fonds renouvelable	(3 645 662)	(3 602 222)	(3 508 785)	(3 508 060)
<b>Total du Budget des dépenses principal</b>	<b>2 058 438</b>	<b>1 708 634</b>	<b>1 612 920</b>	<b>1 587 353</b>
Recettes créditées au Fonds renouvelable	(113 830)	(36 953)	(31 953)	(27 913)
Coût prévu des services assurés par les autres ministères	23 393	18 932	18 519	18 519
<b>Coût net pour le Ministère</b>	<b>1 968 001</b>	<b>1 690 613</b>	<b>1 599 486</b>	<b>1 577 959</b>

<sup>1</sup> Comprend les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés et le traitement et l'allocation pour automobile de la Ministre.

<sup>2</sup> Le financement des subventions aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices sera dorénavant la responsabilité du ministère compétent ayant la garde de biens immobiliers. Les subventions versées aux municipalités en vertu de cette autorisation législative seront récupérées par TPSGC auprès des ministères ayant la garde de biens immobiliers et portées au crédits des paiements législatifs.

### 3. Coût net pour le Ministère par secteur d'activité/activité ou sous-activité

**Figure 8 : Détail du coût net pour le Ministère**

(en milliers de dollars)		Budget des dépenses principal 1997-1998					Total du Budget des dépenses
Programme /Secteur d'activité Activité ou sous-activité	Exploitation	Capital	Subventions et contributions	Total brut	Moins : Recettes portées au crédit/fonds renouvelable		
<b>Programme des services immobiliers</b>							
Services immobiliers							
Logement fédéral	1 025 190	239 120	—	1 264 310	239 432	1 024 878	
Propriétés fédérales <sup>1</sup>	114 327	32 673	421 400	568 400	446 205	122 195	
Coordination du programme	45 644	—	12	45 656	1 067	44 589	
Services	2 187 932	—	—	2 187 932	2 207 531	(19 599)	
<b>Total du Programme</b>	<b>3 373 093</b>	<b>271 793</b>	<b>421 412</b>	<b>4 066 298</b>	<b>2 894 235</b>	<b>1 172 063</b>	
<b>Programme des approvisionnements et des services</b>							
Service des approvisionnements							
Approvisionnements	154 839	—	—	154 839	60 365	94 474	
Relations publiques et marchés de services d'imprimerie	58 612	—	—	58 612	58 133	479	
Distribution des biens de la Couronne	9 600	—	—	9 600	9 650	(50)	
Autres services centraux du gouvernement	2 626	—	—	2 626	282	2 344	
Service opérationnel au gouvernement							
Services du receveur général	130 138	—	—	130 138	14 665	115 473	
Rémunération de la fonction publique	37 466	—	—	37 466	7 615	29 851	
Autres services centraux du gouvernement	7 813	—	—	7 813	3 906	3 907	
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique							
SGTI	422 740	—	—	422 740	318 396	104 344	
Groupe Communication Canada							
Groupe Communication Canada	34 704	—	—	34 704	3 480	31 224	
Conseils et Vérification Canada							
Conseils et Vérification Canada	45 796	—	—	45 796	46 696	(900)	
Bureau de la traduction							
Bureau de la traduction	149 593	—	—	149 593	91 097	58 496	
Gestion ministérielle							
Services exécutifs et de gestion ministérielle	118 436	—	—	118 436	57 560	60 876	
Ressources humaines	22 000	—	—	22 000	12 182	9 818	
Soutien régional	43 095	—	—	43 095	23 960	19 135	
<b>Total du Programme</b>	<b>1 237 458</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1 237 458</b>	<b>707 987</b>	<b>529 471</b>	
<b>Programme des sociétés d'État</b>							
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	3 000	—	—	3 000	—	3 000	
Queens Quay West Land Corporation	4 100	—	—	4 100	—	4 100	
<b>Total du Programme</b>	<b>7 100</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>7 100</b>	<b>—</b>	<b>7 100</b>	
<b>Total du Ministère</b>	<b>4 617 651</b>	<b>271 793</b>	<b>421 412</b>	<b>5 310 856</b>	<b>3 602 222</b>	<b>1 708 634</b>	

**Figure 8 : Détail du coût net pour le Ministère (suite)**

(en milliers de dollars)		Budget des dépenses principal 1997-1998				
Programme /Secteur d'activité Activité ou sous-activité	Exploitation	Capital	Subventions et contributions	Total brut	Moins : Recettes portées au crédit/fonds renouvelable	Total du Budget des dépenses
<b>Autres recettes et dépenses</b>						
Recettes portées au crédit du Trésor						(36 953)
Coût prévu des services assurés par d'autres ministères						18 932
<b>Coût net pour le Ministère</b>						<b>1 690 613</b>

<sup>1</sup> Le financement des subventions aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices sera dorénavant la responsabilité du ministère compétent ayant la garde de biens immobiliers. Les subventions versées aux municipalités en vertu de cette autorisation législative seront récupérées par TPSGC auprès des ministères ayant la garde de biens immobiliers et portées au crédits des paiements législatifs.

## 4. Détails par secteur d'activité

**Figure 9 : Dépenses prévues votées**

(en milliers de dollars) Programme/Secteur d'activité	Budget principal 1996-1997 <sup>1</sup>	Budget principal 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Programme des services immobiliers</b>				
Services immobiliers	1 577 828	1 172 063	1 163 269	1 150 480
<b>Total du Programme</b>	<b>1 577 828</b>	<b>1 172 063</b>	<b>1 163 269</b>	<b>1 150 480</b>
<b>Programme des approvisionnements et des services</b>				
Service des approvisionnements <sup>2</sup>	95 636	97 247	92 425	92 510
Service opérationnel au gouvernement	148 724	149 231	145 554	136 358
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique <sup>2</sup>	107 402	104 344	101 838	101 849
Groupe Communication Canada	9 123	31 224	9 668	9 038
Conseils et Vérification Canada	(740)	(900)	(1 100)	(1 100)
Bureau de la traduction	41 377	58 496	43 160	39 732
Gestion ministérielle <sup>2</sup>	69 588	89 829	54 606	55 486
<b>Total du Programme</b>	<b>471 110</b>	<b>529 471</b>	<b>446 151</b>	<b>433 873</b>
<b>Programme des sociétés d'État</b>	<b>9 500</b>	<b>7 100</b>	<b>3 500</b>	<b>3 000</b>
<b>Total du Ministère</b>	<b>2 058 438</b>	<b>1 708 634</b>	<b>1 612 920</b>	<b>1 587 353</b>

<sup>1</sup> Ne fait pas état du Budget des dépenses supplémentaire, mais seulement du Budget des dépenses principal.

<sup>2</sup> Pour permettre la comparaison avec les chiffres de 1997-1998 et des années futures, le Budget des dépenses principal de 1996-1997 a été traité à nouveau pour faire état des éléments suivants :

- a) le transfert des ressources en services d'informatique (18 millions de dollars) de la Gestion ministérielle aux Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique;
- b) la réaffectation des ressources entre les secteurs d'activité Service opérationnel au gouvernement, Service des approvisionnements et Gestion ministérielle.

**Figure 10 : Secteur d'activité par activité ou sous-activité**

(en milliers de dollars) Programme/Secteur d'activité Activité ou sous-activité	Budget principal 1996-1997 <sup>1</sup>	Budget principal 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Programme des services immobiliers</b>				
Services immobiliers				
Logement fédéral	1 043 270	1 024 878	1 024 305	1 021 328
Propriétés fédérales	509 187	122 195	110 123	100 823
Coordination du Programme	42 519	44 589	42 256	41 744
Services	(17 148)	(19 599)	(13 415)	(13 415)
<b>Total du Programme/du secteur d'activité</b>	<b>1 577 828</b>	<b>1 172 063</b>	<b>1 163 269</b>	<b>1 150 480</b>
<b>Programme des approvisionnements et des services</b>				
Service des approvisionnements				
Approvisionnement : Crédit	93 275	94 568	89 807	89 892
Fonds renouvelable	—	(94)	(87)	(87)
Relations publiques et marchés de services d'imprimerie	(38)	479	479	479
Distribution des biens de la Couronne	60	(50)	(50)	(50)
Autres services centraux du gouvernement <sup>2</sup>	2 339	2 344	2 276	2 276
<b>Total partiel du secteur d'activité</b>	<b>95 636</b>	<b>97 247</b>	<b>92 425</b>	<b>92 510</b>
Service opérationnel au gouvernement				
Services du receveur général	114 691	115 473	110 014	107 171
Rémunération de la fonction publique	32 656	29 851	34 643	28 290
Autres services centraux du gouvernement <sup>2</sup>	1 377	3 907	897	897
<b>Total partiel du secteur d'activité</b>	<b>148 724</b>	<b>149 231</b>	<b>145 554</b>	<b>136 358</b>
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique :				
Crédit <sup>2</sup>	107 402	104 344	101 838	101 849
Fonds renouvelable	—	—	—	—
<b>Total partiel du secteur d'activité</b>	<b>107 402</b>	<b>104 344</b>	<b>101 838</b>	<b>101 849</b>
Groupe Communication Canada :				
Crédit	9 104	10 291	9 668	9 038
Fonds renouvelable	19	20 933	—	—
<b>Total partiel du secteur d'activité</b>	<b>9 123</b>	<b>31 224</b>	<b>9 668</b>	<b>9 038</b>

**Figure 10 : Secteur d'activité par activité ou sous-activité (suite)**

(en milliers de dollars)		Budget	Budget	Prévisions	Prévisions
Programme/Secteur d'activité		principal	principal	1998-1999	1999-2000
Activité ou sous-activité		1996-1997 <sup>1</sup>	1997-1998		
Conseils et Vérification Canada		(740)	(900)	(1 100)	(1 100)
Bureau de la traduction :	Crédit	33 914	37 484	36 358	36 369
	Fonds renouvelable	7 463	21 012	6 802	3 363
Total partiel du secteur d'activité		41 377	58 496	43 160	39 732
Gestion ministérielle <sup>2</sup>					
Services exécutifs et de gestion ministérielle		40 918	60 876	31 763	35 211
Ressources humaines		9 864	9 818	7 752	6 825
Soutien régional		18 806	19 135	15 091	13 450
Total partiel du secteur d'activité		69 588	89 829	54 606	55 486
<b>Total du Programme</b>		471 110	529 471	446 151	433 873
Programme des sociétés d'État					
Sociétés d'État					
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.		3 000	3 000	—	—
Queens Quay West Land Corporation		6 500	4 100	3 500	3 000
Total du Programme		9 500	7 100	3 500	3 000
<b>Total du Ministère</b>		2 058 438	1 708 634	1 612 920	1 587 353

<sup>1</sup> Ne fait pas état du Budget des dépenses supplémentaire, mais du Budget principal seulement.

<sup>2</sup> Pour permettre la comparaison avec les chiffres de 1997-1998 et des années futures, le Budget des dépenses principal de 1996-1997 a été traité à nouveau pour faire état des éléments suivants :

- la réaffectation des ressources des sous-activités Autres services centraux du gouvernement entre les secteurs d'activité Service opérationnel au gouvernement, Service des approvisionnements et Gestion ministérielle (sous-activités des Services exécutifs et de gestion ministérielle);
- le transfert des ressources en services d'informatique (18 millions de dollars) de la sous-activité du Soutien régional à la sous-activité des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique;
- la réaffectation des coûts nets de la Gestion ministérielle entre les sous-activités qui la composent.





## Section III : Rendement du Ministère

### Table des matières

<b>A. Rendement du Ministère</b>	44
1. Sommaire	44
2. Aperçu général	44
Contribution accrue au gouvernement	44
Amélioration des services	45
Réalisation d'économies et recherche d'efficience	46
Création d'un effectif souple et bien adapté	46
3. Détails par secteur d'activité	47
Services immobiliers	47
Service des approvisionnements	51
Service opérationnel au gouvernement	53
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	54
Groupe Communication Canada	54
Conseils et Vérification Canada	55
Bureau de la traduction	55
Gestion ministérielle	56
<b>B. Dépenses ministérielles</b>	58

## A. Rendement du Ministère

### 1. Sommaire

Du 1<sup>er</sup> avril 1995 au 31 mars 1996, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada s'est concentré de plus en plus sur sa contribution de base au gouvernement. Il a poursuivi ses efforts associés à l'Examen des programmes et a adapté ses secteurs d'activité et ses gammes de services afin

***TPSGC s'est concentré de plus en plus sur sa contribution de base au gouvernement... a adapté ses secteurs d'activité et ses gammes de services afin de tenir compte des changements touchant le gouvernement et des possibilités offertes par les technologies électroniques... exploré de nouvelles façons de fournir des services aux ministères clients en faisant appel à sa créativité.***

de tenir compte des changements touchant le gouvernement et des possibilités offertes par les technologies électroniques. Il a également exploré de nouvelles façons de fournir des services aux ministères clients en faisant appel à sa créativité.

TPSGC a réalisé des économies pendant la période visée. Dans le cadre de son rôle de gestionnaire des locaux à bureaux du gouvernement, il a réduit l'espace occupé et fait en sorte de maintenir un équilibre raisonnable à cet égard compte tenu de la taille réduite de la fonction publique. L'utilisation accrue du dépôt direct a continué d'être une source d'économies pour le gouvernement, et les progrès technologiques ont également permis de réduire le nombre de centres d'émission de chèques au Canada, les faisant passer de six à quatre.

TPSGC a également réduit son personnel : les équivalents temps plein (ETP), qui étaient de 17 077 en 1994-1995, ont chuté à 15 193 en 1995-1996. Ce nombre diminuera encore jusqu'à la fin de la période de planification, pour s'établir à 11 271. Grâce à de bonnes politiques en matière de main-d'oeuvre, les réductions ont pu se faire efficacement et le Ministère a pu conserver et renforcer les compétences dont il a besoin.

### 2. Aperçu général

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada s'est engagé à faire ce qui suit :

- accroître sa contribution au gouvernement;
- améliorer ses services;
- trouver des moyens de réaliser des économies et chercher à être efficient dans toutes ses activités;
- créer un effectif souple qui répond aux besoins du Ministère.

### Contribution accrue au gouvernement

En 1995-1996, le Ministère s'est employé à accroître sa contribution au gouvernement. Il a examiné ses rôles de base et a pris les mesures nécessaires pour se repositionner par rapport à l'administration fédérale, aux autres paliers de gouvernement et au secteur privé.

Les rôles de base associés aux services immobiliers ont été redéfinis, l'objectif visé étant que le Ministère devienne le principal conseiller du gouvernement fédéral dans le domaine immobilier tout en continuant d'offrir un large éventail de services immobiliers, souvent par l'intermédiaire du secteur privé.

TPSGC a cherché des moyens de rationaliser les services pour tous les niveaux de gouvernement du Canada. À titre d'exemple, il a mis son système d'information sur les marchés électroniques à la disposition des administrations provinciales, territoriales et municipales, et a élaboré de nouvelles méthodes afin que celles-ci puissent avoir une plus grande marge de manoeuvre quand elles utilisent le système.

***Il a examiné ses rôles de base et a pris les mesures nécessaires pour se repositionner par rapport à l'administration fédérale, aux autres paliers de gouvernement et au secteur privé.***

Le Ministère a également uniformisé le mode d'utilisation d'Internet. La page d'accueil du gouvernement du Canada a vu le jour : elle oriente les internautes vers divers ministères et organismes. Grâce à cette nouvelle manière de procéder, les Canadiens et les Canadiennes peuvent se renseigner sur leur gouvernement et communiquer avec ce dernier plus facilement. Il a examiné ses rôles de base et a pris les mesures nécessaires pour se repositionner par rapport à l'administration fédérale, aux autres paliers de gouvernement et au secteur privé.

## **Amélioration des services**

Le Ministère a continué d'accorder une importance particulière à l'amélioration de ses services en 1995-1996 et s'est efforcé de les simplifier et de faire en sorte qu'il soit plus facile pour les clients d'y avoir accès et de les utiliser. Il a, par exemple, regroupé tous ses services immobiliers en une seule organisation, soit la Direction générale des services immobiliers, et a établi les unités des services à la clientèle dans le domaine immobilier — souvent dans le propre immeuble des clients — afin d'offrir à ces derniers des services plus personnalisés et mieux adaptés à leurs besoins.

TPSGC a également cherché des façons innovatrices de fournir des services aux Canadiens et aux Canadiennes qui n'occasionnent pas nécessairement une augmentation des coûts. Le pont de la Confédération, qui relie l'Île-du-Prince-Édouard au Nouveau-Brunswick, constitue un excellent exemple des possibilités qu'offre le partenariat entre le secteur public et le secteur privé pour ce qui est des nouveaux modes de prestation des services. Ce pont, dont la construction était presque achevée pendant la période visée, a été construit par un consortium du secteur privé qui ne recevait pas de financement direct du gouvernement fédéral. Le Ministère a également participé activement à l'Initiative fédérale dans le secteur du bâtiment, en vertu de laquelle les investissements du secteur privé dans les immeubles du secteur public servent à réaliser des économies en matière d'énergie et de fonctionnement au profit des deux secteurs.

La technologie électronique a offert de nombreuses possibilités d'améliorer la qualité des services au cours de l'exercice. Le Ministère a mis sur pied un nouveau service de répertoire électronique afin de donner un accès direct à l'information concernant les organisations du gouvernement fédéral ainsi qu'à leurs adresses et numéros de téléphone. Le SREG, qui est un réseau d'utilité générale

reliant 75 ministères et organismes fédéraux, a vu le jour, de même que le Service gouvernemental d'échange de données informatisées (SGEDI), qui permet de faire des transactions électroniques en toute sécurité au sein de l'administration gouvernementale ainsi qu'avec le secteur privé.

***Il a regroupé tous ses services immobiliers en une seule organisation afin d'offrir des services plus personnalisés et mieux adaptés aux besoins.***

Si un service ministériel n'est plus viable parce que les besoins ont changé ou parce que le secteur privé peut fournir ce service, le Ministère réagit rapidement. Il a, par exemple, fermé son service d'Approvisionnement en articles stockés en novembre 1995, parce que celui-ci n'était plus nécessaire en raison de l'existence de gros centres de distribution de fournitures de bureau. Il a également élaboré des plans, au cours de l'exercice 1995-1996, afin de privatiser les sections du Groupe Communication Canada qui offraient des services d'impression pouvant être obtenus facilement de fournisseurs du secteur privé.

## **Réalisation d'économies et recherche d'efficience**

Le Ministère a déployé beaucoup d'efforts pour faire des économies et pour être efficient dans toutes ses activités. Il est déjà établi que la taille de TPSGC diminuera au cours de la période de planification. Cette diminution est l'aboutissement des engagements pris par TPSGC dans le cadre de l'Examen des programmes et d'autres initiatives élaborées pendant le processus de planification des activités.

***Les locaux à bureaux du gouvernement diminuent considérablement compte tenu de la réduction de la fonction publique. L'objectif visé est d'économiser 160 millions de dollars au chapitre du logement d'ici 1999.***

Les locaux à bureaux du gouvernement diminuent considérablement compte tenu de la réduction de la fonction publique. L'objectif visé est d'économiser 160 millions de dollars au chapitre du logement d'ici à 1999. Pendant l'exercice 1995-1996, le Ministère a établi un nouveau cadre de gestion des locaux à bureaux en collaboration avec les clients et les locataires. Ce cadre de gestion servira de base pour négocier les réductions d'espace et pour renouveler les baux de location de manière à réaliser les économies nécessaires.

En 1995-1996, 38 p. 100 de tous les paiements ont été faits au moyen du système électronique, ce qui a permis au gouvernement de réaliser des économies de 30 millions de dollars.

## **Création d'un effectif souple et bien adapté**

Pour atteindre cet objectif de renouvellement, le Ministère a entrepris un certain nombre d'activités, notamment une réorganisation ainsi que l'établissement d'une mesure importante de réduction des

effectifs en consultation avec les syndicats. Il a également commencé à mettre en place une stratégie d'apprentissage qui établit des liens entre les principales fonctions opérationnelles et l'acquisition des compétences nécessaires au sein de l'effectif. Le Ministère a aussi mis au point un processus de gestion du rendement et de rétroaction dans le but d'améliorer le dialogue entre les surveillants et les employés et de contribuer à l'établissement d'une gestion où la solidarité est mieux considérée.

### **3. Détails par secteur d'activité**

En 1995-1996, TPSGC a élaboré des stratégies de changement qui reflètent les mesures prises par le gouvernement pour examiner les programmes et réduire les effectifs. Le Ministère donne ainsi l'assurance qu'il respectera ses engagements en matière de réduction des effectifs sans compromettre sa capacité de suivre les orientations stratégiques qu'il s'est fixées pour l'avenir.

TPSGC a obtenu des résultats importants dans tous ses secteurs d'activité. Voici un aperçu de ses principales réalisations :

#### **Services immobiliers**

##### **Organisation des Services immobiliers**

En 1995-1996, le Ministère a fusionné les directions générales chargées de l'immobilier, soit les Services d'architecture et de génie, les Services immobiliers et les Biens immobiliers, afin de créer une seule Direction générale des services immobiliers (SI). Cette fusion permettra à TPSGC de fournir des services avec plus d'efficacité et d'améliorer son service à la clientèle. Le secteur de la région de la capitale nationale et l'administration centrale des SI ont également été fusionnés. La nouvelle Direction générale s'est donné une vision et un plan stratégique et a élaboré et adopté une stratégie visant à mettre l'accent sur le service à la clientèle et sur la satisfaction des clients.

##### **Service à la clientèle**

Les SI ont créé les unités des services à la clientèle (USC), offrant ainsi un guichet unique où les clients peuvent obtenir l'éventail complet des services immobiliers. Les directeurs des USC du secteur de la capitale nationale de même que les gestionnaires travaillant dans les régions ont, chacun, des clients particuliers et assument la responsabilité de fournir les services destinés à ces derniers et d'assurer leur satisfaction.

Dans l'ensemble du Canada, les SI logent actuellement environ 160 000 fonctionnaires en 2 500 endroits différents. Ils gèrent également la prestation de services immobiliers professionnels et techniques d'une valeur de 2,4 milliards de dollars.

## **Conseil consultatif de gestion des SMA pour les biens immobiliers fédéraux**

Ce conseil consultatif a été établi dans le but d'obtenir la participation de la haute direction des principaux ministères clients et gardiens et de prendre des décisions qui permettront d'accroître la productivité et de réaliser des économies, tout en améliorant la gestion des biens immobiliers dans l'ensemble de l'administration gouvernementale.

## **Développement durable**

Étant donné que le gouvernement considère le développement durable comme l'objectif essentiel en matière d'environnement, les SI sont en train de prendre les mesures nécessaires pour intégrer les principes du développement durable à tous les aspects de la prestation de leurs programmes et services immobiliers.

## **Partenariats entre les secteurs public et privé**

La collaboration avec le secteur privé ne se limite pas à la construction du pont de la Confédération (détroit de Northumberland) et à l'Initiative fédérale dans le secteur du bâtiment, dont il a été question plus tôt. En effet, les SI redoublent d'efforts actuellement pour créer des partenariats et collaborer davantage avec le secteur privé en matière de prestation de services immobiliers, dans le but de répondre aux besoins des clients avec plus d'efficacité et d'efficience.

## **Repositionnement par rapport au secteur privé**

Les SI ont effectué un examen complet de leurs fonctions et de leurs services afin de déterminer quelles étaient leurs activités essentielles (c.-à-d. celles qu'il faudrait continuer à exécuter à l'interne) et leurs activités non essentielles (c.-à-d. celles dont l'exécution pourrait faire l'objet d'une impartition au secteur privé ou être confiée aux administrations provinciales ou municipales). Les conclusions d'une étude visant à déterminer la façon la plus rentable de fournir des services d'architecture et de génie au gouvernement sont intégrées aux résultats de cet examen. L'étude a été effectuée par des consultants du secteur privé sous la direction générale d'un comité consultatif formé de représentants de l'industrie, des syndicats et du gouvernement. Les SI se fonderont sur l'examen approfondi de leurs activités «essentielles et non essentielles» pour faire un changement radical notable en adoptant d'autres formes de prestation de services.

## **Diminution des locaux à bureaux du gouvernement**

Comme on l'a déjà mentionné, les SI comptent économiser 160 millions de dollars au chapitre du logement d'ici 1999 en réduisant les locaux à bureaux. Les réductions prévues se fondent sur l'initiative de récupération de locaux qui tient compte à la fois des répercussions qu'aura l'Examen des programmes dans l'ensemble du gouvernement pour ce qui est des espaces à bureaux et d'un gain en efficience de 10 p. 100 ou plus. Si on ne réussit pas à atteindre les objectifs fixés, on prendra des mesures de réaffectation touchant, notamment, le fonctionnement, l'entretien et le renouvellement des stocks. Pour réaliser des économies grâce à la réduction d'espace, les SI appliqueront un cadre de

gestion formé du Programme de récupération des locaux et des cinq éléments suivants : 1) la politique révisée, 2) les normes générales en matière de logement, 3) la Convention directrice d'occupation des locaux, 4) l'enveloppe relative aux locaux des clients, et 5) la Stratégie de gestion des demandes des clients en matière de locaux. Les trois premiers éléments sont associés à l'initiative du Leadership partagé en matière de locaux (LPL), que le Conseil du Trésor a approuvée en 1993. À partir de cette base, on a établi les objectifs applicables aux enveloppes relatives aux locaux ainsi que les données concernant les demandes de locaux afin de pouvoir relever le défi que pose la récupération de locaux. Pour l'élaboration des projets d'aménagement de l'espace, on a recours aux nouvelles stratégies d'utilisation des locaux qui offrent la possibilité de récupérer des locaux, d'accroître la productivité et d'améliorer le moral des employés.

**Politique :** La nouvelle politique remplace officiellement le chapitre 120 du Manuel de la politique administrative du Conseil du Trésor et régit la quantité, la qualité et l'emplacement des locaux à bureaux. C'est sur elle que reposent les différents éléments du cadre de gestion.

**Normes générales en matière de logement :** Les nouvelles normes générales, qui ont été élaborées à partir de l'initiative du Leadership partagé en matière de locaux (LPL), sont maintenant axées sur les fonctions au lieu d'être axées sur le salaire.

**Convention directrice d'occupation des locaux :** La CDOL, qui désigne un accord bilatéral entre sous-ministres, établit un cadre de principes généraux selon lequel les SI, à titre de gardien, partagent le leadership et l'obligation de rendre compte en matière de fourniture et d'utilisation de locaux à bureaux et d'espace d'utilisation commune avec les ministères clients. En 1995-1996, on a entrepris des négociations avec huit ministères clients dans le but de signer des CDOL.

**Enveloppes relatives aux locaux des clients :** Il s'agit d'objectifs de réduction d'espace propres à chaque client fondés sur des gains en efficience de 10 p. 100 ou plus et sur la récupération de locaux attribuable à la réduction des ETP découlant de l'Examen des programmes. Il y a un lien direct entre la signature de ce genre d'accord (au niveau des SMA) et la CDOL. En 1995-1996, on a fait des calculs afin d'établir des enveloppes relatives aux locaux pour tous les ministères clients, soit 87 enveloppes au total.

**Stratégie de gestion des demandes des clients en matière de locaux :** La SGDCL découle des efforts faits par les SI pour assurer la prestation des services immobiliers en mettant davantage l'accent sur le client. La SGDCL, qui a été élaborée en 1995-1996, comporte un volet stratégique et un volet opérationnel. Le volet stratégique consiste à recueillir des données propres à des clients particuliers, à l'échelle nationale, tandis que le volet opérationnel consiste à recueillir des données nationales sur les besoins actuels et futurs des clients en matière de locaux. Les deux volets servent de base à l'élaboration de projets de réduction de l'espace. Ce programme national de projets d'aménagement de l'espace en fonction des besoins des clients devient le fondement du Programme de récupération des locaux. À partir des données recueillies, les SI peuvent prendre des décisions éclairées en matière de fourniture de locaux en fonction du fléchissement de la demande de la part des clients. Les SI élaborent actuellement une stratégie nationale de gestion des demandes des clients en matière de locaux pour chaque Ministère client logé dans un immeuble faisant partie du répertoire de TPSGC.



## **Programme de récupération des locaux**

Les SI s'emploient actuellement à atteindre les objectifs de l'Examen des programmes du gouvernement en ayant recours à un programme accéléré de gestion de l'espace. Ce programme insiste sur l'importance de la planification préliminaire pour répondre aux besoins actuels et futurs. Le Programme de récupération des locaux fait de la SGDCCL un cadre de référence pour la réduction de l'espace tout en permettant aux SI de jouer un rôle de chef de file en redéfinissant le milieu de travail dans le contexte de l'administration fédérale à une époque où les priorités sont contradictoires et les ressources limitées. Ce processus renferme une vision axée sur le client, c'est-à-dire qu'on permet à ce dernier de prendre des décisions de gestion éclairées en lui présentant une gamme complète d'options innovatrices concernant le milieu de travail qui sont adaptées à ses besoins particuliers relativement à l'exécution de ses programmes.

## **Nouvelles stratégies d'utilisation des locaux**

Le milieu de travail est une ressource stratégique qui peut être adaptée de manière à favoriser et à accroître la productivité, à améliorer le moral des employés et à faciliter l'apprentissage en cours d'emploi ainsi que le succès à long terme d'une organisation. Conscients que l'aménagement des bureaux peut avoir des répercussions sur le comportement et la productivité, les SI, en collaboration avec les ministères clients, intègrent les nouvelles stratégies d'utilisation des locaux à leurs stratégies en matière de logement afin de tirer le plus d'avantages possible des locaux à bureaux au sein de l'administration fédérale. Dans le cadre de ce processus, les SI doivent examiner les locaux occupés par les clients de façon globale et avoir recours à la planification préliminaire pour tous les projets d'aménagement de l'espace. Il est important de préciser que cette nouvelle optique tient compte des besoins des personnes concernées et qu'elle correspond aux objectifs opérationnels des ministères clients. Le Programme de récupération des locaux et les NSUL font partie intégrante du cadre de gestion du répertoire des SI, notamment la Stratégie nationale d'investissement et la Stratégie d'investissement locale.

## **Cité parlementaire**

La Cité parlementaire comprend la Chambre des communes, le Sénat et la Bibliothèque du Parlement, ainsi que les terrains de la colline du Parlement. La gestion des édifices de la Cité parlementaire, qui pour la plupart font partie du patrimoine, vise à protéger l'investissement du gouvernement et à faire en sorte que les normes relatives à la santé, à la sécurité et à l'accessibilité soient respectées. Les SI assument également la responsabilité de la rénovation de l'édifice commémoratif de l'Est, qui abritera la nouvelle administration centrale du ministère de la Justice, de la rénovation de l'immeuble de la Justice, où logera la Chambre des communes pendant la rénovation de l'édifice de l'Ouest, et des immeubles fédéraux se trouvant du côté nord de la rue Sparks, à Ottawa.

Le programme de rénovation et de restauration de 265 millions de dollars, qui doit durer douze ans, se déroule selon le calendrier établi. Le 31 mars 1996, la mise en oeuvre des projets d'envergure suivants était commencée : la conservation de la Tour de la Paix, la restauration de l'aile de 1910 de l'édifice de l'Est, la réparation de la façade sud de l'édifice du Centre, des réparations de maçonnerie



à différents endroits de la Cité parlementaire ainsi que les travaux de conception concernant l'édifice de l'Ouest.

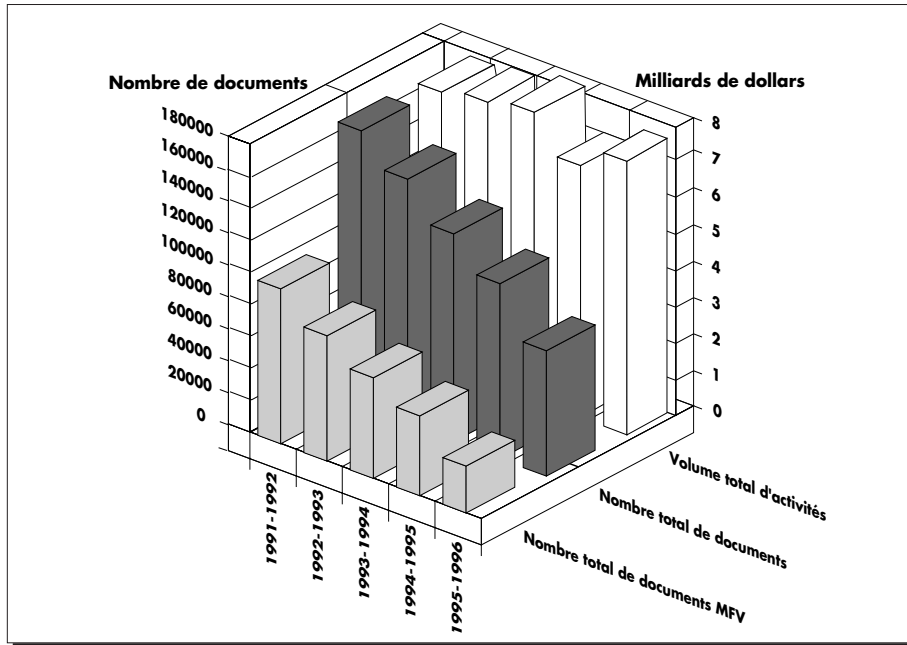
### **Fonds renouvelable de l'aliénation des biens immobiliers**

Le Fonds renouvelable de l'aliénation des biens immobiliers constitue un nouveau régime d'autofinancement applicable aux services offerts par les SI pour l'aliénation des biens immobiliers fédéraux excédentaires quand les coûts de l'aliénation sont payés par le produit des ventes. Approuvé par le Conseil du Trésor en janvier 1996, le Fonds, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1996, a remplacé le crédit qui était fourni à TPSGC pour couvrir les coûts d'aliénation dans le cas des ministères fédéraux ayant la garde de biens immobiliers. Les recettes excédentaires seront retournées au Trésor pour redistribution dans le cadre d'ententes de partage de recettes. La Direction générale s'est engagée à maintenir les coûts d'aliénation le plus bas possible tout en portant au maximum le produit des ventes. Depuis que le concept du Fonds a été élaboré, l'administration fédérale a subi des changements importants qui ont des répercussions considérables sur l'utilisation du Fonds. En effet, l'Examen des programmes a donné lieu à une augmentation du nombre d'immeubles à aliéner, pour lesquels, dans bien des cas, on ne recevra qu'une rétribution minimale. Par ailleurs, des ententes de partage de recettes entre les ministères gardiens et le Conseil du Trésor sont en train d'être établies ministère par ministère.

### **Service des approvisionnements**

#### **Acquisitions — Augmentation du pouvoir d'achat de biens**

En 1995-1996, tous les ministères ont accepté que leurs pouvoirs délégués en matière d'achats soient augmentés et s'établissent à 5 000 \$. Le Service des approvisionnements (SA) a fait les ajustements requis pour atteindre l'objectif visé de 5,25 millions de dollars en économies. Le nombre de documents portant sur des marchés de faible valeur traités par le SA a diminué de près de 70 p. 100 depuis 1991-1992 en raison de cette décision. Précisons également que le nombre total de documents traités par le SA a diminué de 54 p. 100. Au cours des deux dernières années, le volume total d'activités a diminué légèrement.

**Figure 11 : Volume d'activités, documents et valeur**

## Gestion des transports

À la suite de la première partie de l'Examen des programmes, il a été recommandé que le Service central de déménagement et d'assurance et le Service des réservations d'hôtel et de transport des marchandises soient transférés au ministère de la Défense nationale (MDN) le 1<sup>er</sup> avril 1995. Cependant, comme le nouveau système automatisé de gestion des déménagements du MDN ne doit pas être mis en oeuvre avant le 1<sup>er</sup> avril 1998, le transfert des services susmentionnés se fera à cette date.

## Service central de transport de marchandises

Selon une analyse coûts-avantages faite par Conseils et Vérification Canada, les fonctions du Service central de transport de marchandises devraient continuer d'être assurées centralement parce que la façon de procéder actuelle représente des économies importantes pour l'État en regard de l'option de la décentralisation. Par conséquent, le SA étudie actuellement la possibilité de trouver d'autres sources de financement pour la prestation de ce service.

## Répertoire des hôtels et des véhicules de location pour les employés du gouvernement

Le Service du répertoire a fonctionné sur la base du recouvrement des coûts, et il s'est complètement autofinancé au moyen du paiement par les fournisseurs et du paiement par les usagers pour les utilisateurs facultatifs (trois provinces et deux territoires). Une décision finale concernant l'impartition de ce service sera prise d'ici la fin de 1996-1997.

### **Approvisionnement en articles stockés**

Comme suite aux décisions prises dans le cadre de l'Examen des programmes I, le secteur privé se chargera désormais de ce service. Par conséquent, tous les magasins d'AAS ont été fermés le 1er novembre 1995, ce qui a donné lieu à une élimination de 285 ETP.

### **Service opérationnel au gouvernement**

Le secteur d'activité Service opérationnel au gouvernement (SOG) assume la responsabilité de gérer et d'exécuter les fonctions associées au receveur général ainsi que la responsabilité d'administrer les services de rémunération.

En 1995-1996, le SOG a émis et rapproché 190 millions de paiements, reçu 28 millions de mouvements de recettes et administré la paye et les prestations de retraite de 240 000 employés et de 210 000 pensionnés respectivement.

### **Système normalisé de paiements**

Le Système normalisé de paiements (SNP) a remplacé divers systèmes de paiement du receveur général par un système unique qui automatise les processus manuels, simplifie les processus automatisés existants et donne plus d'autorité et une marge de manoeuvre accrue aux ministères responsables de programmes. La première version du SNP a été mise en oeuvre dans le cadre du budget alloué en 1995-1996. Les économies réalisées ont été de 168 ETP et de 4,3 millions de dollars.

### **Expansion du dépôt direct**

Le SOG s'emploie à faire réaliser des économies au gouvernement et à améliorer les services à la population en augmentant le recours au dépôt direct pour les versements du receveur général. En 1995-1996, 38 p. 100 de tous les paiements ont été faits par ce moyen, ce qui a permis au gouvernement d'économiser 30 millions de dollars.

### **Simplification de la rémunération**

En avril 1995, le Ministère a mis fin au projet du Système de rémunération de la fonction publique (SRFP) quand il est devenu évident que le temps et les coûts en supplément réduiraient les avantages prévus. Toutefois, TPSGC continue d'améliorer considérablement la productivité du service de rémunération en centralisant ses activités et en apportant des changements organisationnels, méthodologiques et technologiques.

### **Stratégie d'information financière**

Le Système central de gestion des rapports financiers (SCGRF) a été instauré en janvier 1996. Le Ministère a franchi la première étape en lançant la demande de propositions pour le prototype de la Phase 1 du SCGRF.

## **Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique**

Les Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique (SGTI) ont pour mandat de mettre en place les services d'infrastructure électronique à l'échelle de l'administration fédérale et de fournir des services de gestion et de technologie de l'information efficaces pour appuyer les activités ministérielles et la prestation des services. Au cours de l'exercice, ils ont réduit le nombre de centres de données de TPSGC, les faisant passer de cinq à deux. Les centres qui demeurent travaillent pour dix-huit ministères et organismes gouvernementaux. Voici d'autres éléments importants des réalisations des SGTI :

- Le regroupement des centres de traitement des chèques se fait selon le calendrier et le budget établis. Les SGTI termineront le regroupement final en 1996-1997; il restera alors quatre centres. En avril 1997, les économies réalisées grâce à ce projet s'établiront à 92 ETP et à 4,8 millions de dollars en coûts de fonctionnement.
- Les SGTI ont établi un réseau électronique à l'échelle de l'administration gouvernementale (le SREG) qui relie 75 ministères et organismes gouvernementaux fédéraux. Ce réseau a permis d'accroître considérablement le nombre de ministères ou d'organismes disposant de connexions spécialisées et commutées.
- Le Service gouvernemental d'acheminement de messagerie (SGAM) des SGTI permet à environ 200 000 utilisateurs du courrier électronique au Canada d'échanger des messages et de l'information et fournit l'infrastructure dont a besoin l'administration gouvernementale pour effectuer bon nombre de ses opérations électroniquement. En 1995-1996, le volume de données transmises au moyen du SGAM a augmenté rapidement.
- Les SGTI ont établi un premier site Internet pour le gouvernement du Canada. Ce service offre aux utilisateurs d'Internet un guichet unique donnant accès à des renseignements généraux sur le Canada et le gouvernement fédéral, ainsi qu'à des renseignements sur l'information et les services offerts par plus de 110 ministères et organismes gouvernementaux.
- Enfin, comme suite aux tendances du marché, aux nouvelles combinaisons de services et aux décisions de gestion, les SGTI ont réduit de neuf millions de dollars le coût des services de messagerie vocale et de transmission des données offerts à leurs clients et ont aidé les ministères à réduire de quatre millions de dollars additionnels environ leurs frais administratifs dans le domaine des télécommunications.

## **Groupe Communication Canada**

En 1995-1996, le Groupe Communication Canada (GCC) a axé ses efforts sur ce qui suit :

- Il a terminé le plan de mise en oeuvre de la privatisation de toutes ses composantes ou d'une partie de celles-ci. Le Cabinet a approuvé ce plan en mai 1996.

- Il a maintenu les fonctions suivantes au sein du gouvernement : édition et composition de la *Gazette du Canada*, administration du droit d'auteur de la Couronne, Programme des services aux dépositaires, Référence Canada, gestion de l'édition et impression cartographique.

### **Conseils et Vérification Canada**

En 1995-1996, Conseils et Vérification Canada (CVC) a accompli les réalisations suivantes :

- En adoptant de nouveaux mécanismes de prestation, CVC a mieux répondu aux besoins de ses clients et a amélioré la qualité et la pertinence de ses services. Ainsi, il a mis en place une formule d'accueil hôtelier et des systèmes connexes pour la prestation des services à l'administration centrale et dans les bureaux régionaux. Quant aux services de consultation, ils ont été revigorés par la formation d'équipes autogérées pouvant utiliser les innombrables compétences de CVC pour l'exécution de projets précis.
- La rationalisation opérationnelle et les économies réalisées au cours des deux dernières années ont permis à CVC d'atteindre ses objectifs financiers et de maintenir ce rendement au cours de la période de planification, en dépit de l'augmentation des coûts sur lesquels il n'a aucun contrôle. Pendant cette période, CVC a réduit sa base de dépenses de 25 p. 100, ou de 9,1 millions de dollars.

### **Bureau de la traduction**

Pour le Bureau de la traduction, 1995-1996 a été une année de transition. Le Bureau s'est occupé des questions relatives au nouveau contexte dans lequel il évolue, soit celui d'organisme de service spécial. Il est passé au mode de récupération des coûts et a été financé au moyen d'un fonds renouvelable dans le cas des travaux exécutés pour les ministères fédéraux et par des crédits dans le cas des services parlementaires et de la terminologie.

En 1996, le Conseil du Trésor a approuvé la nouvelle orientation du Bureau : atteindre son objectif financier de rentabilité dans l'année se terminant le 31 mars 2001. Le Conseil du Trésor a également fixé des limites applicables au déficit net des cinq premières années de fonctionnement dans le cadre du fonds renouvelable. Le prélèvement autorisé a été fixé à 75 millions de dollars.

L'optionnalité a eu une incidence sur les recettes. Bien que le Bureau ait acquis quelques nouveaux clients fédéraux, le nombre de ses clients a diminué dans l'ensemble. Déterminé à surmonter les difficultés et à renverser la situation, le Bureau a réexaminé sa structure de prix depuis et a abaissé ses tarifs, les faisant passer de 34 cents le mot à 26,4 cents le mot en moyenne. Bien que ces tarifs soient en général encore plus élevés que ceux du secteur privé, ils aident le Bureau à stabiliser sa base de recettes et ont un effet positif sur sa clientèle fédérale traditionnelle.

Au cours de sa première année de fonctionnement en tant qu'organisme de service spécial, le Bureau a obtenu des résultats financiers encourageants. Bien que les recettes aient été d'environ 1,5

million de dollars inférieures aux prévisions, le Bureau a réussi à n'avoir qu'un déficit net de fonctionnement de 9,6 millions de dollars (provisions pour le Programme d'encouragement à la retraite anticipée (PERA) et pour les primes de départ anticipé (PDA) exclues), ce qui est encore loin du déficit autorisé de 14 millions de dollars. Pour ce faire, il a réduit ses dépenses et a adopté de nouveaux modes de prestation de produits et services. La structure financière exposée dans le plan d'activités de 1996-1997 permettra au Bureau de faire ses frais.

La structure financière compte cinq éléments qui, réunis, constituent le fondement de la principale stratégie qui sera suivie par le Bureau pendant la période de planification. Voici ces éléments :

- réduire l'impartition;
- améliorer la productivité;
- réduire les frais généraux;
- accroître les marchés internationaux;
- obtenir l'aide nécessaire pour respecter ses engagements sur le plan du réaménagement des effectifs.

## **Gestion ministérielle**

En 1995-1996, le secteur d'activité Gestion ministérielle a obtenu d'importants résultats dans un certain nombre de domaines, dont les suivants :

- Il s'est chargé de la coordination des initiatives associées à la gestion du changement, notamment l'exécution des décisions découlant de l'Examen des programmes, et a entrepris des études en rapport avec la deuxième partie de l'Examen des programmes.
- La Direction générale des services ministériels a été abolie, et les fonctions associées aux services ministériels ont été intégrées à d'autres directions générales de TPSGC.
- La Direction générale des ressources humaines (DGRH) a mis l'accent sur le défi de la restructuration ministérielle, en établissant un cadre pour les réductions de l'effectif et en mettant en oeuvre des programmes d'encouragement au départ. Près de 40 p. 100 de l'effectif du Ministère a été touché par la réorganisation des Services immobiliers et par l'intégration des Services ministériels à d'autres directions du Ministère. La DGRH a élaboré un modèle pour définir et suivre le réaménagement des effectifs et les séances d'information sur les programmes d'encouragement au départ tenues pour tous les employés. Elle a, en outre, établi des centres offrant des services de consultation en réorientation professionnelle pour aider les employés à se préparer à faire carrière à l'extérieur de la fonction publique.
- Un comité syndical-patronal élargi chargé du réaménagement des effectifs a vu le jour. Il comprenait un groupe de travail consultatif qui a contribué à l'élaboration du cadre applicable aux réductions découlant de l'Examen des programmes. Des accords ont également été signés avec les principaux syndicats dans les domaines de la consultation, du réaménagement des effectifs et de la santé et sécurité.

- Le Ministère a géré l'application d'une mesure importante de réduction des effectifs qui a touché plus de 1900 employés permanents. Aucun d'entre eux n'a toutefois été placé en situation d'employé excédentaire non rémunéré.
- Le Ministère a mis au point et commencé à appliquer une stratégie d'apprentissage ministérielle qui a donné lieu à la création d'un réseau national de centres d'apprentissage et à l'établissement des profils de compétences nécessaires à l'exécution des principales fonctions de l'organisation, dans le but de promouvoir l'apprentissage continu et autonome.
- Un plan d'action a été présenté concernant l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*, qui expose l'engagement de TPSGC à renforcer la vitalité des minorités de langues officielles. Ce plan d'action comprend la création d'un comité de mise en oeuvre et la désignation de coordonnateurs provinciaux.
- En 1995-1996, la Direction générale de la vérification et de l'examen a effectué les vérifications et les évaluations suivantes pour les gestionnaires de TPSGC : évaluation des cadres de contrôle de gestion applicables à la gestion de l'information, aux services de consultation en architecture et en génie et aux cartes d'achat; évaluation de l'efficacité des offres permanentes; vérification des états financiers des fonds renouvelables de TPSGC ainsi que diverses vérifications opérationnelles et vérifications de systèmes en développement.
- La Direction générale des communications (DGC) a fourni son appui et ses conseils stratégiques relatifs aux communications pour la mise en oeuvre de nombreuses initiatives ministérielles, notamment le pont de la Confédération, le projet de réaménagement de la rue Sparks et la page d'accueil de TPSGC sur Internet. La DGC a également fourni des services de communications internes et externes, puisqu'elle s'est chargée de la publication des bulletins nationaux internes et externes de TPSGC (*Ensemble et Faire affaire*), du bulletin *Les Affaires du fédéral* et d'autres documents.
- Le secteur d'activité a mis en place le nouveau système de gestion des dépenses à TPSGC, ce qui a servi à la production et à la présentation d'un certain nombre de documents de planification importants, dont les suivants : *Plan d'activités de TPSGC de 1996-1997 à 1998-1999*, *Aperçu des priorités et des dépenses de programme de TPSGC de 1996-1997 à 1998-1999*, *Budget des dépenses de TPSGC de 1996-1997*, et *Mise à jour annuelle des niveaux de référence de TPSGC de 1997-1998*.

## B. Dépenses ministérielles

**Figure 12 : Dépenses ministérielles prévues et réelles votées**

(en milliers de dollars) Programme/Secteur d'activité Activité ou sous-activité	Données réelles 1994-1995	Budget principal 1995-1996	Données réelles 1995-1996
<b>Programme des services immobiliers</b>			
Services immobiliers			
Logement fédéral	1 022 000	1 120 271	998 540
Propriétés fédérales	488 211	510 898	508 376
Coordination du Programme	39 452	36 425	40 919
Services	5 115	928	40 696
<b>Total du Programme/secteur d'activité</b>	<b>1 554 778</b>	<b>1 668 522</b>	<b>1 588 531</b>
<b>Programme des approvisionnements et des services</b>			
Service des approvisionnements			
Approvisionnements : Crédit	117 314	93,327	107 268
Fonds renouvelable	14 686	—	(1 649)
Relations publiques et marchés de services d'imprimerie	5 656	(26)	4 730
Distribution des biens de la Couronne	1 154	93	(2 748)
Autres services gouvernementaux centraux	—	—	3 005
<b>Total partiel du secteur d'activité</b>	<b>138 810</b>	<b>93 394</b>	<b>110 606</b>
Service opérationnel au gouvernement			
Services du receveur général	111 322	129 075	112 943
Rémunération de la fonction publique	52 442	83 891	46 027
Autres services gouvernementaux centraux	2 909	1 229	4 055
<b>Total partiel du secteur d'activité</b>	<b>166 673</b>	<b>214 195</b>	<b>163 025</b>
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique:			
SGTI :           Crédit	114,880	111 418	117 355
Fonds renouvelable	5 061	(1 788)	(23 155)
<b>Total partiel du secteur d'activité</b>	<b>119 941</b>	<b>109 630</b>	<b>94 200</b>
Groupe Communication Canada			
GCC :           Crédit	9,532	9 154	9 154
Fonds renouvelable	34 781	(1 004)	29 586
<b>Total partiel du secteur d'activité</b>	<b>44 313</b>	<b>8 150</b>	<b>38 740</b>



**Figure 12 : Dépenses ministérielles prévues et réelles votées (suite)**

(en milliers de dollars) Programme/Secteur d'activité Activité ou sous-activité	Données réelles 1994-1995	Budget principal 1995-1996	Données réelles 1995-1996
Conseils et Vérification Canada	1 709	(2 196)	2 175
Bureau de la traduction <sup>1</sup>			
Bureau de la traduction : Crédit	105 704	33 774	28 431
Fonds renouvelable	—	—	9 622
<b>Total partiel du secteur d'activité</b>	<b>105 704</b>	<b>33 774</b>	<b>38 053</b>
Gestion ministérielle			
Services exécutifs et ministériels	40 931	26 047	54 965
Ressources humaines	12 205	8 263	11 828
Soutien régional	24 171	24 418	17 265
<b>Total partiel du secteur d'activité</b>	<b>77 307</b>	<b>58 728</b>	<b>84 058</b>
<b>Total du Programme</b>	<b>654 457</b>	<b>515 675</b>	<b>530 857</b>
<b>Programme des sociétés d'État</b>			
Sociétés d'État			
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	3 000	3 000	3 500
Queens Quay West Land Corporation	9 800	—	7 500
<b>Total du Programme/secteur d'activité</b>	<b>12 800</b>	<b>3 000</b>	<b>11 000</b>
<b>Total du Ministère</b>	<b>2 222 035</b>	<b>2 187 197</b>	<b>2 130 388</b>

<sup>1</sup> En 1994-1995, tous les services du Bureau de la traduction étaient entièrement financés au moyen de crédits annuels. Dans le Budget des dépenses principal de 1995-1996, les crédits s'appliquaient uniquement aux coûts des services de traduction destinés au Parlement ainsi qu'aux services d'interprétation et de terminologie destinés aux ministères et aux organismes fédéraux, y compris au Parlement. Tous les autres services de traduction fournis aux ministères et aux organismes devaient être financés au moyen du nouveau fonds renouvelable du Bureau de la traduction, approuvé dans le cadre du Budget des dépenses supplémentaire (D) de 1994-1995. Le Budget des dépenses principal de 1995-1996 tient compte de l'utilisation des deux sources de financement, soit les crédits annuels et le fonds renouvelable.



## Section IV : Renseignements supplémentaires

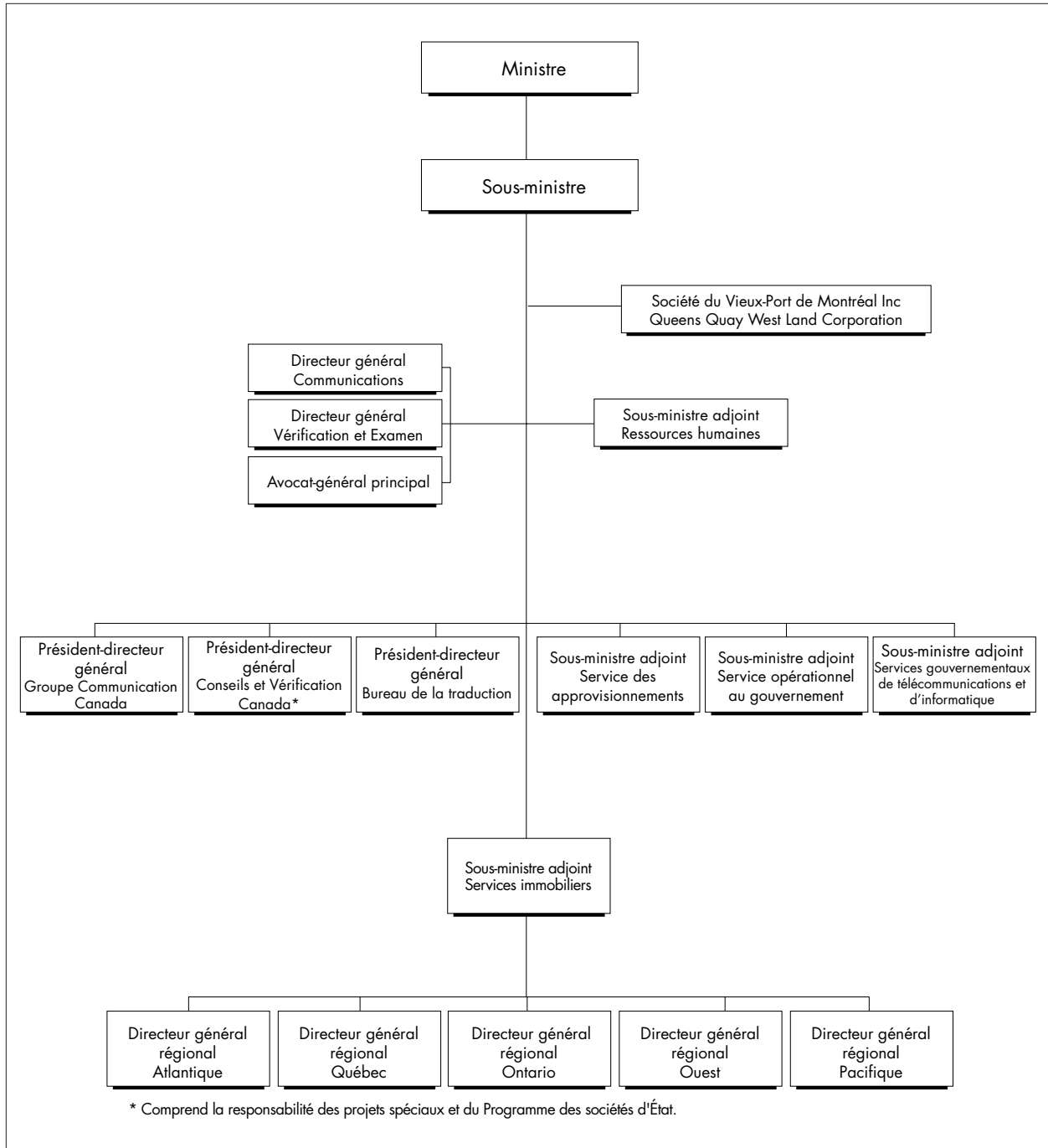
### Table des matières

---

<b>A. Organisation</b>	62
<b>B. Besoins en personnel</b>	65
<b>C. Dépenses en capital</b>	67
1. Dépenses en capital par secteur d'activité	67
2. Projets d'immobilisations par secteur d'activité	67
3. Description des grands projets d'immobilisations de prestige	72
<b>D. Autres renseignements financiers</b>	74
1. Dépenses nettes du portefeuille ministériel	74
2. Recettes et dépenses	75
3. Paiements de transfert	86
4. Fonds renouvelables	87
5. Recettes et dépenses par article courant	105
6. Actif	109
7. Passif éventuel	109
8. Analyses comparatives de l'utilisation des locaux à bureaux	109
<b>E. Lois administrées par le Ministère</b>	116
<b>F. Références</b>	116

## A. Organisation

Figure 13 : Organigramme



**Figure 14 : Relations entre le cadre de planification opérationnelle actuel et la structure des secteurs d'activité**

	<b>Cadre de planification opérationnelle</b>	<b>Structure des secteurs d'activité</b>
Programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Activité</li> <li>    Sous-activité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Secteur d'activité</li> <li>    Gamme de services</li> </ul>
Services immobiliers	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Logement fédéral</li> <li>● Propriétés fédérales</li> <li>● Coordination du Programme</li> <li>● Services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Services immobiliers</li> <li>    Logement fédéral</li> <li>    Propriétés fédérales</li> <li>    Coordination du Programme</li> <li>    Services</li> </ul>
Approvisionnement et Services	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Services centraux et communs du gouvernement</li> <li>    Services du receveur général</li> <li>    Rémunération de la fonction publique</li> <li>    Autres services centraux du gouvernement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Service opérationnel au gouvernement</li> <li>    Services du receveur général</li> <li>    Rémunération de la fonction publique</li> <li>    Autres services centraux du gouvernement</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Approvisionnements</li> <li>Relations publiques et marchés de services</li> <li>d'imprimerie</li> <li>Distribution des biens de la Couronne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Service des approvisionnements</li> <li>    Approvisionnements</li> <li>    Relations publiques et marchés de services</li> <li>    d'imprimerie</li> <li>    Distribution des biens de la Couronne</li> <li>    Autres services centraux du gouvernement</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Organismes de service spéciaux</li> <li>    Groupe Communication Canada</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Groupe Communication Canada</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conseils et Vérification Canada</li> <li>Bureau de la traduction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Conseils et Vérification Canada</li> <li>Bureau de la traduction</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Gestion ministérielle</li> <li>    Services exécutifs et de gestion ministérielle</li> <li>    Ressources humaines</li> <li>    Soutien régional</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Gestion ministérielle</li> <li>    Services exécutifs et de gestion ministérielle</li> <li>    Ressources humaines</li> <li>    Soutien régional</li> </ul>	
Sociétés d'État	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Société du Vieux-Port de Montréal Inc.</li> <li>● Queens Quay West Land Corporation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Sociétés d'État</li> <li>    Société du Vieux-Port de Montréal Inc.</li> <li>    Queens Quay West Land Corporation</li> </ul>

**Figure 15 : Budget des dépenses principal 1997-1998 — Besoins en ressources par direction générale et par secteur d'activité**

(en milliers de dollars)		Secteur d'activité <sup>1</sup>								
Direction générale										Total
	Services immobiliers	Service des approvisionnements	Service opérationnel au gouvernement	Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	Groupe Communication Canada	Conseils et Vérification Canada	Bureau de la traduction	Gestion ministérielle	Sociétés d'État	
Services immobiliers	1 172 063							19 135		1 191 198
Service des approvisionnements		97 247						893		98 140
Service opérationnel au gouvernement			149 231					40 729		189 960
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique				104 344				4 819		109 163
Groupe Communication Canada					31 224					31 224
Conseil et Vérifications Canada <sup>2</sup>						(900)		2 217	7 100	8 417
Bureau de la traduction							58 496			58 496
Bureaux de la Ministre et du Sous-ministre								3 483		3 483
Ressources humaines								9 818		9 818
Vérification et Examen								4 155		4 155
Communications								3 484		3 484
Services juridiques								1 096		1 096
<b>Total</b>	<b>1 172 063</b>	<b>97 247</b>	<b>149 231</b>	<b>104 344</b>	<b>31 224</b>	<b>(900)</b>	<b>58 496</b>	<b>89 829</b>	<b>7 100</b>	<b>1 708 634</b>

<sup>1</sup> Voir la figure 14 pour les relations existant entre les activités/sous-activités et la structure des secteurs d'activité.

<sup>2</sup> Comprend la responsabilité des projets spéciaux et du Programme des sociétés d'État.

## B. Besoins en personnel

**Figure 16 : Détails sur les besoins en personnel par secteur d'activité**

(ETP) Programme Secteur d'activité	Données réelles 1994-1995 <sup>1</sup>	Données réelles 1995-1996	Données révisées 1996-1997 <sup>2</sup>	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Programme des services immobiliers</b>						
Services immobiliers	5 286	4 428	4 185	3 958	3 539	3 539
<b>Programme des approvisionnements et des services</b>						
Service des approvisionnements	2 469	1 944	1 926	1 989	1 831	1 831
Service opérationnel au gouvernement	2 262	2 168	1 882	1 663	1 452	1 477
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	1 560	1 519	1 425	1 375	1 369	1 369
Groupe Communication Canada	1 341	1 069	829	129	—	—
Conseils et Vérification Canada	366	300	325	315	312	312
Bureau de la traduction	1 217	1 230	1 226	1 088	1 088	1 088
Gestion ministérielle	2 576	2 535	2 413	2 190	1 816	1 655
<b>Total partiel du Programme</b>	<b>11 791</b>	<b>10 765</b>	<b>10 026</b>	<b>8 749</b>	<b>7 868</b>	<b>7 732</b>
<b>Sociétés d'État</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>Total du Ministère</b>	<b>17 077</b>	<b>15 193</b>	<b>14 211</b>	<b>12 707</b>	<b>11 407</b>	<b>11 271</b>

<sup>1</sup> Les données réelles de 1994-1995 ont été traitées à nouveau pour tenir compte des modifications apportées à la structure organisationnelle du Ministère.

<sup>2</sup> Dans la Partie III, Plan de dépenses du Ministère de 1996-1997, le nombre total des ETP indiqué dans le budget des dépenses principal était de 14 655; ce nombre a été révisé à la baisse depuis.

**Figure 17 : Besoins en personnel par catégorie professionnelle**

(ETP) Programme Secteur d'activité	Données réelles 1994-1995 <sup>1</sup>	Données réelles 1995-1996	Données révisées 1996-1997 <sup>2</sup>	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Programme des services immobiliers</b>						
Groupe de la direction	96	85	70	78	70	70
Scientifique et professionnel	807	713	696	717	644	644
Administration et service						
extérieur	931	868	886	850	750	750
Technique	1 010	986	928	922	827	827
Soutien administratif	479	360	323	253	228	228
Exploitation	1 963	1 416	1 282	1 138	1 020	1 020
<b>Total partiel du Programme</b>	<b>5 286</b>	<b>4 428</b>	<b>4 185</b>	<b>3 958</b>	<b>3 539</b>	<b>3 539</b>
<b>Programme des approvisionnements et des services</b>						
Groupe de la direction	192	180	172	169	162	162
Scientifique et professionnel	68	59	60	68	66	66
Administration et service						
extérieur	5 893	5 435	5 493	5 011	4 605	4 590
Technique	76	85	79	77	74	74
Soutien administratif	4 046	3 804	3 327	3 256	2 923	2 802
Exploitation	175	133	66	39	38	38
Groupe Communication Canada	1 341	1 069	829	129	—	—
<b>Total partiel du Programme</b>	<b>11 791</b>	<b>10 765</b>	<b>10 026</b>	<b>8 749</b>	<b>7 868</b>	<b>7 732</b>
<b>Total du Ministère</b>						
Groupe de la direction	288	265	242	247	232	232
Scientifique et professionnel	875	772	756	785	710	710
Administration et service						
extérieur	6 824	6 303	6 379	5 861	5 355	5 340
Technique	1 086	1 071	1 007	999	901	901
Soutien administratif	4 525	4 164	3 650	3 509	3 151	3 030
Exploitation	2 138	1 549	1 348	1 177	1 058	1 058
Groupe Communication Canada	1 341	1 069	829	129	—	—
<b>Total</b>	<b>17 077</b>	<b>15 193</b>	<b>14 211</b>	<b>12 707</b>	<b>11 407</b>	<b>11 271</b>

<sup>1</sup> Les données réelles de 1994-1995 ont été traitées à nouveau pour rendre compte des changements subséquents de la structure organisationnelle du Ministère.

<sup>2</sup> Dans la Partie III du Plan de dépenses du Ministère de 1996-1997, le nombre total des ETP indiqué dans le budget des dépenses principal était de 14 655; ce nombre a été révisé à la baisse depuis.



## C. Dépenses en capital

### 1. Dépenses en capital par secteur d'activité

**Figure 18 : Grands projets d'immobilisations contrôlés par secteur d'activité**

(en milliers de dollars) Programme/Secteur d'activité Activité	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Services immobiliers</b>						
Services immobiliers						
Logement fédéral	195 809	176 589	241 683	239 120	250 420	254 920
Propriétés fédérales	38 079	51 601	36 964	32 673	26 143	26 143
<b>Total du Programme/des secteurs d'activité</b>	<b>233 888</b>	<b>228 190</b>	<b>278 647</b>	<b>271 793</b>	<b>276 563</b>	<b>281 063</b>
<b>Total du Ministère</b>	<b>233 888</b>	<b>228 190</b>	<b>278 647</b>	<b>271 793</b>	<b>276 563</b>	<b>281 063</b>

### 2. Projets d'immobilisations par secteur d'activité

La figure 19 présente les détails des projets d'immobilisation dont les coûts représentent les principales dépenses en capital contrôlées relevant des activités Logement fédéral et Propriétés fédérales. Ces projets sont énumérés ainsi que l'information pertinente sur la catégorie de l'estimation de coût, p. ex., validation (V) ou estimation indicative (I), et le niveau de responsabilité du Conseil du Trésor (CT), p. ex., délégation au Ministère (DM), approbation provisoire (AP) ou approbation effective (AE).

**Figure 19 : Renseignements sur les grands projets d'immobilisations contrôlés**

(en milliers de dollars) Programme/Secteur d'activité Activité	Coût total estimatif courant	Dépenses prévues jusqu'au 31 mars 1997	Budget des dépenses 1997-1998	Besoins pour les années futures
<b>Programme des services immobiliers</b>				
<b>Logement fédéral</b>				
<b>Nouvelle-Écosse</b>				
Halifax - Bedford Row - rénovations extérieures (V-AE/DM)	2 982	2 374	608	—
<b>Nouveau-Brunswick</b>				
Fredericton - immeubles fédéraux - rénovations/ aliénation (V-AE/DM)	6 850	378	3 520	2 952
Saint-Jean - immeuble des Douanes - rénovations (V-AE/DM)	6 550	4 721	1 829	—
<b>Terre-Neuve</b>				
St. John's - immeuble fédéral - acquisition (V-AE/CT)	17 102	16 248	854	—
<b>Québec</b>				
Montréal - immeuble Vincent - rénovations (V-AE/DM)	9 960	9 273	687	—
Québec (ville) - 330, gare du Palais - rénovations (V-AE/DM)	6 500	3 412	3 088	—
Sherbrooke - 50, place de la Cité - rénovations (V-AE/DM)	11 776	9 511	2 265	—
<b>Région de la Capitale nationale (Québec)</b>				
Gatineau - immeuble des Archives nationales - construction (V-AE/CT)	84 178	81 599	2 579	—
Hull - Services d'imprimerie du gouvernement canadien - améliorations (électricité) (V-AE/DM)	6 048	1 024	4 967	57
Hull - complexe de Place du Portage - système de sécurité (I-AP/DM)	2 150	579	1 571	—

**Figure 19 : Renseignements sur les grands projets d'immobilisations contrôlés (suite)**

(en milliers de dollars) Programme/Secteur d'activité Activité	Coût total estimatif courant	Dépenses prévues jusqu'au 31 mars 1997	Budget des dépenses 1997-1998	Besoins pour les années futures
<b>Région de la Capitale nationale (Ontario)</b>				
Ottawa - centrale de chauffage East Tunnel - rénovations (I-AP/CT)	8 425	2 283	4 607	1 535
Ottawa - centrale de chauffage Heron Road - rénovations (I-AP/DM)	3 712	275	2 227	1 210
Ottawa - centrale de chauffage Parc Tunney - rénovations (V-AE/DM)	2 380	2 275	105	—
Ottawa - édifice de la Constitution - réparations de maçonnerie (V-AE/DM)	1 687	1 096	591	—
Ottawa - édifice de la Constitution - améliorations des extincteurs automatiques (I-AP/DM)	1 842	660	1 182	—
Ottawa - édifice M.G. Pearkes - rénovations de l'alarme d'incendie (I-AP/DM)	3 331	357	1 800	1 174
Ottawa - Bibliothèque nationale/ immeuble des Archives publiques - rénovations (I-AP/DM)	10 056	1 743	5 400	2 913
Ottawa - Laboratoire de métrologie - rénovations (sécurité incendie) (I-AP/DM)	5 988	100	345	5 543
Ottawa - Tour St. Andrews - acquisition (V-AE/CT)	28 823	21 987	6 836	—
Ottawa - édifice commémoratif de l'Ouest - rénovations (I-AP/CT)	47 663	1 324	2 500	43 839
<b>Cité parlementaire</b>				
Ottawa - édifice du Centre - réparations de maçonnerie (V-AE/DM)	4 612	3 835	577	200
Ottawa - édifice du Centre - préservation de la façade sud (V-AE/DM)	16 525	9 636	6 889	—
Ottawa - édifice du Centre - services publics (V-AE/CT)	25 150	5 345	11 227	8 578
Ottawa - édifice de l'Est - rénovations de l'aile de 1910 (V-AE/CT)	24 735	17 478	7 257	—
Ottawa - édifice de l'Est - réparations de maçonnerie (V-AE/DM)	1 456	1 396	60	—
Ottawa - édifice commémoratif de l'Est - rénovations (V-AE/CT)	44 274	21 485	20 509	2 280
Ottawa - améliorations du système d'éclairage au sol (V-AE/DM)	2 702	1 455	594	653
Ottawa - immeuble de la Justice - rénovations (I-AP/DM)	12 734	1 079	2 988	8 667

**Figure 19 : Renseignements sur les grands projets d'immobilisations contrôlés (suite)**

(en milliers de dollars) Programme/Secteur d'activité Activité	Coût total estimatif courant	Dépenses prévues jusqu'au 31 mars 1997	Budget des dépenses 1997-1998	Besoins pour les années futures
Ottawa - mur nord, colline du Parlement - maçonnerie et fer forgé (V-AE/DM)	3 218	1 617	1 601	—
Ottawa - mur de l'immeuble Wellington - maçonnerie et fer forgé (V-AE/DM)	4 270	2 731	1 539	—
Ottawa - édifice de l'Ouest - rénovations (I-AP/CT)	85 000	4 000	2 118	78 882
<b>Ontario</b>				
Belleville - nouvel immeuble fédéral - acquisition (V-AE/DM)	4 000	2 778	1 222	—
Kitchener - immeuble fédéral - réparations (I-AP/DM)	2 000	200	1 800	—
Orillia - 17-25, Peter Street - réparations (V-AE/DM)	1 530	168	1 312	50
North York - immeuble des SAG - réparations (I-AP/DM)	1 645	200	1 445	—
Sudbury - 19, rue Lisgar - réparations (V-AP/DM)	6 200	1 300	4 670	230
<b>Colombie-Britannique</b>				
Prince George - immeuble Lake - achat (V-AE/DM)	1 500	1 449	51	—
Vancouver - immeuble Harry Stevens - réparations (V-AE/DM)	1 820	1 595	225	—
Victoria - nouvel immeuble fédéral - ajout (V-AE/DM)	12 900	5 487	6 929	484
Vancouver ouest - Pacific Environment Centre - construction (I-AP/CT)	15 654	2 226	13 428	—
<b>Total Logement fédéral</b>	<b>539 928</b>	<b>246 679</b>	<b>134 002</b>	<b>159 247</b>
<b>Propriétés fédérales</b>				
<b>Québec</b>				
Matane - réparations du quai (V-AE/CT)	7 000	6 913	87	—
Québec (ville) - 55 quais - réparations (V-AE/CT)	18 574	18 524	50	—

**Figure 19 : Renseignements sur les grands projets d'immobilisations contrôlés (suite)**

(en milliers de dollars) Programme/Secteur d'activité Activité	Coût total estimatif courant	Dépenses prévues jusqu'au 31 mars 1997	Budget des dépenses 1997-1998	Besoins pour les années futures
<b>Région de la Capitale nationale (Ontario)</b>				
Ottawa - Centre des conférences - maçonnerie (V-AE/DM)	6 732	2 382	4 350	—
<b>Manitoba</b>				
Lockport - barrage et écluse St. Andrews - reconstruction (V-AE/CT)	20 827	16 127	2 400	2 300
<b>Colombie-Britannique</b>				
Divers - reconstruction de la route de l'Alaska (V-AE/CT)	471 768	363 768	13 500	94 500
<b>Total Propriétés fédérales</b>	<b>524 901</b>	<b>407 714</b>	<b>20 387</b>	<b>96 800</b>
<b>Résumé</b>				
Dépense totale pour les grands projets d'immobilisations approuvés énumérés ci-dessus	1 064 829	654 393	154 389	256 047
Dépense totale pour les autres grands projets d'immobilisations approuvés (non énumérés ci-dessus)	—	—	72 938	—
Dépense totale prévue pour les autres projets d'immobilisations	—	—	44 466	—
<b>Total</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>271 793</b>	<b>—</b>

### 3. Description des projets d'immobilisations de prestige

#### Nom du projet : Le pont de la Confédération

##### 1. Aperçu

Le Projet de raccordement dans le détroit de Northumberland est un projet historique du domaine des transports qui comporte des initiatives de financement uniques réalisées par le secteur privé en vue de construire un pont reliant l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick.

##### 2. Ministère directeur et ministère participant

Ministère responsable : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
 Autorité contractante : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
 Ministère participant : aucun

##### 3. Entrepreneur principal et principaux sous-traitants, adresse

Strait Crossing Joint Venture  
 700, 1177 - 11 Avenue South West  
 Calgary, Alberta  
 T2R 1K9

##### 4. Principales étapes

##### Dates

Approbation de principe	novembre 1987
Approbation provisoire du projet	mai 1989
Approbation provisoire du projet modifié	janvier 1994
Approbation effective du projet	août 1994
Attribution du marché	octobre 1993

##### 5. Réalisations et explication des écarts

Le 19 novembre 1996, le dernier segment du pont a été installé (37 mois après l'attribution du marché), formant ainsi un lien continu entre l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick : les travaux se poursuivent et la date de mise en service prévue est le 31 mai 1997.

##### 6. Retombées industrielles

Quatre objectifs principaux :

- 70 p. 100 de toutes les ressources doivent provenir du Canada atlantique.
- 96 p. 100 de la main-d'œuvre totale (ETP) doit provenir du Canada atlantique.
- Au moins 75 p. 100 des travaux maritimes doivent être exécutés par des Canadiens de l'Atlantique.
- Des travaux d'ingénierie d'un montant minimal de 20 millions de dollars doivent être exécutés dans le Canada atlantique.

## Nom du projet : Les Archives nationales

### 1. Aperçu

Le projet de l'immeuble Gatineau des Archives nationales regroupera sous un même toit des laboratoires et des locaux d'archivage. Les travaux de construction de l'immeuble se déroulent normalement et on prévoit qu'il sera en grande partie terminé à la mi-décembre 1996. Dès que le projet sera achevé, il est prévu que l'immeuble sera transféré au ministère des Archives nationales.

### 2. Ministère directeur et ministère participant

Ministère responsable : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et Archives nationales  
 Autorité contractante : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
 Ministère participant : Archives nationales

### 3. Entrepreneur principal et principaux sous-traitants, adresse

PC0 - Les Constructions BGP, 139, av. Gatineau, Gatineau (Québec) J8T 4J7  
 PC1 - Petrifond, 785, av. Plymouth, Montréal (Québec) H4P 1B3  
 PC2 - Hervé Pomerleau, 15, rue Valcourt, bureau 3, Gatineau (Québec) J8T 4Y6  
 PC3 - PCL Constructors Eastern, 57, Auriga Dr., Nepean (Ontario) K2E 8B2

4. Principales étapes	Dates
Approbation provisoire du projet	décembre 1990
Approbation effective du projet	mai 1992
Attribution du marché : PC0	août 1992
PC1	septembre 1992
PC2	mai 1993
PC3	septembre 1994

### 5. Réalisations et explication des écarts

- a) On prévoit que le projet sera achevé dans les deux mois suivant la date initiale prévue d'achèvement (fixée en 1990), et que l'on respectera le plafond du budget.
- b) Le projet satisfait aux exigences du programme des Archives nationales; il n'y a eu que des changements mineurs en cours de construction.
- c) Le projet comporte le marché de rayonnages le plus important au Canada (5,6 millions de dollars), dont les soumissions ont été évaluées en fonction du rendement et du meilleur rapport qualité-prix.
- d) Le marché de travaux de construction comprend des fonctions élargies de mise en service.
- e) Les plans de l'immeuble prévoient des caractéristiques importantes en matière d'environnement et de sécurité afin d'assurer des conditions d'occupation à long terme qui soient très efficaces, stables et sécuritaires.

## D. Autres renseignements financiers

### 1. Dépenses nettes du portefeuille ministériel

**Figure 20 : Dépenses nettes du portefeuille ministériel par secteur d'activité**

Programme/Secteur d'activité	Besoins financiers en 1997-1998				
	Total des dépenses brutes	Recettes à valoir sur le crédit/ fonds renouvelable	Total du budget des dépenses principal du portefeuille ministériel	Autorisation de dépenser	
				Dépenses législatives	Dépenses autres que législatives (votées)
<b>Services immobiliers</b>					
Services immobiliers	4 066 298	2 894 235	1 172 063	(22 188) 2 221 <sup>1</sup>	1 192 030
	4 066 298	2 894 235	1 172 063	(19 967)	1 192 030
<b>Approvisionnement et Services</b>					
Service des approvisionnements	225 677	128 430	97 247	335	96 912
Service opérationnel au gouvernement	175 417	26 186	149 231	—	149 231
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	422 740	318 396	104 344	—	104 344
Groupe Communication Canada	34 704	3 480	31 224	20 933	10 291
Conseils et Vérification Canada	45 796	46 696	(900)	(900)	—
Bureau de la traduction	149 593	91 097	58 496	21 012	37 484
Gestion ministérielle	183 531	93 702	89 829	—	89 829
				32 115 <sup>1</sup>	(32 115)
	1 237 458	707 987	529 471	73 495	455 976
<b>Sociétés d'État</b>					
Sociétés d'État	7 100	—	7 100	—	7 100
<b>Total du Ministère</b>	<b>5 310 856</b>	<b>3 602 222</b>	<b>1 708 634</b>	<b>53 528</b>	<b>1 655 106</b>
Recettes à valoir sur le crédit/ fonds renouvelable	(3 602 222)				
Autres recettes et dépenses					
Recettes à valoir sur le Trésor	(36 953)		(36 953)		
Coût estimatif des services fournis par les autres ministères	18 932		18 932		
<b>Dépenses nettes du Ministère</b>	<b>1 690 613</b>		<b>1 690 613</b>		

<sup>1</sup> Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés et traitement et allocation pour l'automobile de la Ministre.



## 2. Recettes et dépenses

**Figure 21 : Dépenses ministérielles nettes et brutes par secteur d'activité**

(en milliers de dollars)	Budget des dépenses principal 1996-1997	Budget des dépenses principal 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Programme/Secteur d'activité</b> Activité ou sous-activité				
<b>Dépenses brutes</b>				
<b>Services immobiliers</b>				
Services immobiliers				
Logement fédéral	1 282 586	1 264 310	1 263 737	1 260 760
Propriétés fédérales	533 992	568 400	556 328	547 028
Coordination du Programme	43 586	45 656	43 292	42 780
Services	2 508 840	2 187 932	2 121 916	2 121 006
<b>Total du Programme/du secteur d'activité</b>	<b>4 369 004</b>	<b>4 066 298</b>	<b>3 985 273</b>	<b>3 971 574</b>
<b>Programme des approvisionnements et des services</b>				
Service des approvisionnements				
Approvisionnements :				
Crédit	117 278	112 964	106 862	106 200
Fonds renouvelable	45 205	41 875	31 852	32 852
Relations publiques et marchés de services d'imprimerie	47 842	58 612	58 388	57 758
Distribution des biens de la Couronne	9 686	9 600	9 600	9 600
Autres services centraux du gouvernement <sup>1</sup>	2 621	2 626	2 590	2 590
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>222 632</b>	<b>225 677</b>	<b>209 292</b>	<b>209 000</b>
Service opérationnel au gouvernement				
Services du receveur général	133 510	130 138	124 679	121 836
Rémunération de la fonction publique	36 146	37 466	42 258	35 905
Autres services centraux du gouvernement <sup>1</sup>	5 240	7 813	4 802	4 802
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>174 896</b>	<b>175 417</b>	<b>171 739</b>	<b>162 543</b>

**Figure 21 : Dépenses ministérielles nettes et brutes par secteur d'activité (suite)**

(en milliers de dollars)	Budget des dépenses principal 1996-1997	Budget des dépenses principal 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Programme/Secteur d'activité</b> Activité ou sous-activité				
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique <sup>1</sup>				
SGTI : Crédit	107 402	104 344	101 838	101 849
Fonds renouvelable	314 903	318 396	315 142	315 280
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>422 305</b>	<b>422 740</b>	<b>416 980</b>	<b>417 129</b>
Groupe Communication Canada				
GCC : Crédit	9 104	10 291	9 668	9 038
Fonds renouvelable	150 112	24 413	—	—
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>159 216</b>	<b>34 704</b>	<b>9 668</b>	<b>9 038</b>
Conseils et Vérification Canada	49 750	45 796	45 600	45 604
Bureau de la traduction :				
BT : Crédit	33 914	37 484	36 358	36 369
Fonds renouvelable	90 470	112 109	94 970	92 001
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>124 384</b>	<b>149 593</b>	<b>131 328</b>	<b>128 370</b>
Gestion ministérielle <sup>1</sup>				
Services exécutifs et de gestion ministérielle	102 942	118 436	86 814	94 558
Ressources humaines	26 835	22 000	20 726	18 230
Soutien régional	42 636	43 095	40 785	36 367
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>172 413</b>	<b>183 531</b>	<b>148 325</b>	<b>149 155</b>
<b>Total du Programme</b>	<b>1 325 596</b>	<b>1 237 458</b>	<b>1 132 932</b>	<b>1 120 839</b>
<b>Programme des sociétés d'État</b>				
Sociétés d'État				
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	3 000	3 000	—	—
Queens Quay West Land Corporation	6 500	4 100	3 500	3 000
<b>Total du Programme/du secteur d'activité</b>	<b>9 500</b>	<b>7 100</b>	<b>3 500</b>	<b>3 000</b>
<b>Total des dépenses brutes</b>	<b>5 704 100</b>	<b>5 310 856</b>	<b>5 121 705</b>	<b>5 095 413</b>

**Figure 21 : Dépenses ministérielles nettes et brutes par secteur d'activité (suite)**

(en milliers de dollars)	Budget des dépenses principal 1996-1997	Budget des dépenses principal 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Programme/Secteur d'activité</b> Activité ou sous-activité				
<b>Moins :</b>				
<b>Recettes à valoir sur le crédit ou sur le fonds renouvelable</b>				
<b>Programme des services immobiliers</b>				
Services immobiliers				
Logement fédéral	239 316	239 432	239 432	239 432
Propriétés fédérales <sup>2</sup>	24 805	446 205	446 205	446 205
Coordination du Programme	1 067	1 067	1 036	1 036
Services	2 525 988	2 207 531	2 135 331	2 134 421
<b>Total du Programme/secteur d'activité</b>	<b>2 791 176</b>	<b>2 894 235</b>	<b>2 822 004</b>	<b>2 821 094</b>
<b>Programme des approvisionnements et des services</b>				
Service des approvisionnements				
Approvisionnements :				
Crédit	24 003	18 396	17 055	16 308
Fonds renouvelable	45 205	41 969	31 939	32 939
Relations publiques et marchés de services d'imprimerie	47 880	58 133	57 909	57 279
Distribution des biens de la Couronne	9 626	9 650	9 650	9 650
Autres services centraux du gouvernement	282	282	314	314
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>126 996</b>	<b>128 430</b>	<b>116 867</b>	<b>116 490</b>
Service opérationnel au gouvernement				
Services du receveur général	18 819	14 665	14 665	14 665
Rémunération de la fonction publique	3 490	7 615	7 615	7 615
Autres services centraux du gouvernement	3 863	3 906	3 905	3 905
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>26 172</b>	<b>26 186</b>	<b>26 185</b>	<b>26 185</b>

**Figure 21 : Dépenses ministérielles nettes et brutes par secteur d'activité (suite)**

(en milliers de dollars)	Budget des dépenses principal 1996-1997	Budget des dépenses principal 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Programme/Secteur d'activité</b> Activité ou sous-activité				
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique				
SGTI : Crédit	—	—	—	—
Fonds renouvelable	314 903	318 396	315 142	315 280
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>314 903</b>	<b>318 396</b>	<b>315 142</b>	<b>315 280</b>
Groupe Communication Canada				
GCC : Crédit	—	—	—	—
Fonds renouvelable	150 093	3 480	—	—
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>150 093</b>	<b>3 480</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Conseils et Vérification Canada	50 490	46 696	46 700	46 704
Bureau de la traduction				
BT : Crédit	—	—	—	—
Fonds renouvelable	83 007	91 097	88 168	88 638
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>83 007</b>	<b>91 097</b>	<b>88 168</b>	<b>88 638</b>
Gestion ministérielle				
Services exécutifs et de gestion ministérielle	62 024	57 560	55 051	59 347
Ressources humaines	16 971	12 182	12 974	11 405
Soutien régional	23 830	23 960	25 694	22 917
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>102 825</b>	<b>93 702</b>	<b>93 719</b>	<b>93 669</b>
<b>Total du Programme</b>	<b>854 486</b>	<b>707 987</b>	<b>686 781</b>	<b>686 966</b>
<b>Total des recettes à valoir sur le crédit ou sur le fonds renouvelable</b>	<b>3 645 662</b>	<b>3 602 222</b>	<b>3 508 785</b>	<b>3 508 060</b>

**Figure 21 : Dépenses ministérielles nettes et brutes par secteur d'activité (suite)**

(en milliers de dollars)	Budget des dépenses principal 1996-1997	Budget des dépenses principal 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Programme/Secteur d'activité</b> Activité ou sous-activité				
<b>Dépenses nettes</b>				
<b>Programme des services immobiliers</b>				
Services immobiliers				
Logement fédéral	1 043 270	1 024 878	1 024 305	1 021 328
Propriétés fédérales	509 187	122 195	110 123	100 823
Coordination du Programme	42 519	44 589	42 256	41 744
Services	(17 148)	(19 599)	(13 415)	(13 415)
<b>Total du Programme/du secteur d'activité</b>	<b>1 577 828</b>	<b>1 172 063</b>	<b>1 163 269</b>	<b>1 150 480</b>
<b>Programme des approvisionnements et des services</b>				
Service des approvisionnements				
Approvisionnements :				
Crédit	93 275	94 568	89 807	89 892
Fonds renouvelable	—	(94)	(87)	(87)
Relations publiques et marchés de services d'imprimerie	(38)	479	479	479
Distribution des biens de la Couronne	60	(50)	(50)	(50)
Autres services centraux du gouvernement <sup>1</sup>	2 339	2 344	2 276	2 276
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>95 636</b>	<b>97 247</b>	<b>92 425</b>	<b>92 510</b>
Service opérationnel au gouvernement				
Services du receveur général	114 691	115 473	110 014	107 171
Rémunération de la fonction publique	32 656	29 851	34 643	28 290
Autres services centraux du gouvernement <sup>1</sup>	1 377	3 907	897	897
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>148 724</b>	<b>149 231</b>	<b>145 554</b>	<b>136 358</b>
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique <sup>1</sup>				
SGTI : Crédit	107 402	104 344	101 838	101 849
Fonds renouvelable	—	—	—	—
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>107 402</b>	<b>104 344</b>	<b>101 838</b>	<b>101 849</b>

**Figure 21 : Dépenses ministérielles nettes et brutes par secteur d'activité (suite)**

(en milliers de dollars)	Budget des dépenses principal 1996-1997	Budget des dépenses principal 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Programme/Secteur d'activité</b> Activité ou sous-activité				
Groupe Communication Canada :				
GCC : Crédit	9 104	10 291	9 668	9 038
Fonds renouvelable	19	20 933	—	—
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>9 123</b>	<b>31 224</b>	<b>9 668</b>	<b>9 038</b>
Conseils et Vérification Canada	(740)	(900)	(1 100)	(1 100)
Bureau de la traduction :				
BT : Crédit	33 914	37 484	36 358	36 369
Fonds renouvelable	7 463	21 012	6 802	3 363
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>41 377</b>	<b>58 496</b>	<b>43 160</b>	<b>39 732</b>
Gestion ministérielle <sup>1</sup>				
Services exécutifs et de gestion ministérielle	40 918	60 876	31 763	35 211
Ressources humaines	9 864	9 818	7 752	6 825
Soutien régional	18 806	19 135	15 091	13 450
<b>Total du secteur d'activité</b>	<b>69 588</b>	<b>89 829</b>	<b>54 606</b>	<b>55 486</b>
<b>Total du Programme</b>	<b>471 110</b>	<b>529 471</b>	<b>446 151</b>	<b>433 873</b>
Sociétés d'État				
Vieux-Port de Montréal Inc.	3 000	3 000	—	—
Queens Quay West Land Corporation	6 500	4 100	3 500	3 000
<b>Total du Programme/du secteur d'activité</b>	<b>9 500</b>	<b>7 100</b>	<b>3 500</b>	<b>3 000</b>
<b>Total des dépenses nettes</b>	<b>2 058 438</b>	<b>1 708 634</b>	<b>1 612 920</b>	<b>1 587 353</b>

<sup>1</sup> Pour des fins de comparaison avec les montants de 1997-1998 et des années futures, on a modifié les montants du budget des dépenses principal pour rendre compte de ce qui suit :

- la réaffectation des ressources sous la sous-activité Autres services centraux du gouvernement, entre les secteurs d'activité Services opérationnels au gouvernement, Services des approvisionnements et Gestion ministérielle (sous-activités des Services exécutifs et de gestion ministérielle);
- transfert des ressources informatiques (18 millions de dollars) de la sous-activité Soutien régional à la sous-activité Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique;
- la réaffectation des coûts nets de Gestion ministérielle entre les sous-activités de cette dernière.

<sup>2</sup> Le financement des subventions aux municipalités et aux autres administrations fiscales est désormais confié aux ministères gardiens appropriés. Les subventions aux municipalités en vertu de cette autorisation législative seront recouvrées par TPSGC auprès des ministères gardiens au moyen des crédits législatifs.

**Figure 22 : Détails des recettes par secteur d'activité**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995 <sup>1</sup>	Données réelles 1995-1996 <sup>1</sup>	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Recettes à valoir sur le crédit ou sur le fonds renouvelable</b>						
<b>Programme des services immobiliers</b>						
Services immobiliers						
Logement fédéral						
Location et concessions	266 175	262 854	239 316	239 432	239 432	239 432
Propriétés fédérales						
Location	24 135	25 997	24 805	24 805	24 805	24 805
Récupération des subventions au lieu d'une imposition <sup>2</sup>	—	—	—	421 400	421 400	421 400
<b>Total partiel</b>	<b>24 135</b>	<b>25 997</b>	<b>24 805</b>	<b>446 205</b>	<b>446 205</b>	<b>446 205</b>
Coordination du programme						
Autres	—	1 926	1 067	1 067	1 036	1 036
Services						
Services d'architecture et de génie	1 353 424	1 231 478	1 073 444	938 112	907 430	907 044
Services de gestion immobilière	1 666 584	1 516 421	1 321 821	1 155 176	1 117 395	1 116 918
Propriétés et dessaisissement	164 819	149 968	130 723	114 243	110 506	110 459
<b>Total partiel</b>	<b>3 184 827</b>	<b>2 897 867</b>	<b>2 525 988</b>	<b>2 207 531</b>	<b>2 135 331</b>	<b>2 134 421</b>
<b>Total du programme</b>	<b>3 475 137</b>	<b>3 188 644</b>	<b>2 791 176</b>	<b>2 894 235</b>	<b>2 822 004</b>	<b>2 821 094</b>
<b>Programme des approvisionnements et des services</b>						
Service des approvisionnements						
Approvisionnements						
- Crédit						
Grands projets de l'État	25 549	20 525	16 467	9 516	8 174	7 427
Acquisitions	8 977	8 127	3 863	4 496	4 497	4 497
Autres	3 384	4 315	3 673	4 384	4 384	4 384
<b>Total partiel</b>	<b>37 910</b>	<b>32 967</b>	<b>24 003</b>	<b>18 396</b>	<b>17 055</b>	<b>16 308</b>
Approvisionnements						
- Fonds renouvelable						
Transports	32 014	28 837	38 205	32 266	22 266	23 266
Courtage logiciels/Analyse comparative	1 667	2 765	—	2 703	2 673	2 673
Approvisionnement en articles stockés	86 834	32 549	—	—	—	—
Autres	—	6 971	7 000	7 000	7 000	7 000
<b>Total partiel</b>	<b>120 515</b>	<b>71 122</b>	<b>45 205</b>	<b>41 969</b>	<b>31 939</b>	<b>32 939</b>

**Figure 22 : Détails des recettes par secteur d'activité (suite)**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995 <sup>1</sup>	Données réelles 1995-1996 <sup>1</sup>	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Programme/Secteur d'activité</b> Activité ou sous-activité						
Relations publiques et marchés de services d'imprimerie						
Services d'exposition	14 651	6 755	9 315	7 170	7 946	7 316
Services audiovisuels	23 531	13 779	17 602	15 370	15 370	15 370
Services d'édition et services aux dépositaires <sup>3</sup>	—	—	—	17 683	17 683	17 683
Autres	77 154	28 478	20 963	17 910	16 910	16 910
<b>Total partiel</b>	<b>115 336</b>	<b>49 012</b>	<b>47 880</b>	<b>58 133</b>	<b>57 909</b>	<b>57 279</b>
Distribution des biens de la Couronne	9 564	10 754	9 626	9 650	9 650	9 650
Autres services centraux du gouvernement	—	173	282	282	314	314
<b>Total du Service des approvisionnements</b>	<b>283 325</b>	<b>164 028</b>	<b>126 996</b>	<b>128 430</b>	<b>116 867</b>	<b>116 490</b>
<b>Service opérationnel au gouvernement</b>						
Services du receveur général						
Services de paiements	20 969	20 238	18 819	14 665	14 665	14 665
Rémunération de la fonction publique						
Services de rémunération	8 469	7 521	3 490	7 615	7 615	7 615
Autres services centraux du gouvernement						
FINCON	2 706	2 232	1 954	1 595	1 595	1 595
Information sur le personnel	2 914	2 771	1 325	1 470	1 470	1 470
Autres	601	510	584	841	840	840
<b>Total partiel</b>	<b>6 221</b>	<b>5 513</b>	<b>3 863</b>	<b>3 906</b>	<b>3 905</b>	<b>3 905</b>
<b>Total du Service opérationnel au gouvernement</b>	<b>35 659</b>	<b>33 272</b>	<b>26 172</b>	<b>26 186</b>	<b>26 185</b>	<b>26 185</b>
<b>Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique</b>						
Fonds renouvelable des SGTI						
Recettes provenant des télécommunications	202 748	198 525	181 400	170 799	170 799	170 799
Informatique et autres	110 504	174 616	133 503	147 597	144 343	144 481
<b>Total des SGTI</b>	<b>313 252</b>	<b>373 141</b>	<b>314 903</b>	<b>318 396</b>	<b>315 142</b>	<b>315 280</b>



**Figure 22 : Détails des recettes par secteur d'activité (suite)**

(en milliers de dollars) Programme/Secteur d'activité Activité ou sous-activité	Données réelles 1994-1995 <sup>1</sup>	Données réelles 1995-1996 <sup>1</sup>	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Groupe Communication Canada</b>						
Fonds renouvelable du GCC						
Services d'impression et d'édition	126 790	101 313	150 093	3 480	—	—
<b>Conseils et Vérification Canada</b>						
Fonds renouvelable du CVC						
Services de conseils et de vérification	64 575	60 871	50 490	46 696	46 700	46 704
<b>Bureau de la traduction</b>						
Crédit						
Services de traduction	10 603	—	—	—	—	—
Services d'interprétation	—	1 938	—	—	—	—
Total partiel	10 603	1 938	—	—	—	—
Fonds renouvelable						
Services de traduction	—	73 697	83 007	73 327	70 933	71 398
Services d'interprétation	—	—	—	11 638	11 288	11 291
Services de terminologie	—	—	—	6 132	5 947	5 949
Total partiel	—	73 697	83 007	91 097	88 168	88 638
Total du Bureau de la traduction	10 603	75 635	83 007	91 097	88 168	88 638
<b>Gestion ministérielle</b>						
Services exécutifs et de gestion ministérielle						
Recouvrements internes	60 207	71 200	62 024	57 560	55 051	59 347
Ressources humaines						
Recouvrements internes	17 161	18 516	16 971	12 182	12 974	11 405
Soutien régional						
Recouvrements internes	28 754	24 804	23 292	23 230	25 062	22 337
Autres	2 596	2 159	538	730	632	580
Total partiel	31 350	26 963	23 830	23 960	25 694	22 917
Total de la Gestion ministérielle	108 718	116 679	102 825	93 702	93 719	93 669
<b>Total du Programme des approvisionnement et des services</b>	942 922	924 939	854 486	707 987	686 781	686 966
<b>Total des recettes à valoir sur le crédit ou sur le fonds renouvelable</b>	4 418 059	4 113 583	3 645 662	3 602 222	3 508 785	3 508 060

**Figure 22 : Détails des recettes par secteur d'activité (suite)**

(en milliers de dollars) Programme/Secteur d'activité Activité ou sous-activité	Données réelles 1994-1995 <sup>1</sup>	Données réelles 1995-1996 <sup>1</sup>	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Recettes à valoir sur le Trésor</b>						
<b>Programmes des Services immobiliers</b>						
<b>Services immobiliers</b>						
Logement fédéral						
Locations et concessions	93	739	90	90	90	90
Autres	1 138	18 816	1 900	1 500	1 500	1 500
<b>Total partiel</b>	<b>1 231</b>	<b>19 555</b>	<b>1 990</b>	<b>1 590</b>	<b>1 590</b>	<b>1 590</b>
Propriétés fédérales						
Ventes de biens immobiliers	33 158	23 587	56 644	—	—	—
Remboursement de subventions aux municipalités par les aéroports de Montréal <sup>2</sup>	20 850	11 443	22 181	—	—	—
Bassins de radoub	2 096	2 134	4 000	4 139	3 000	3 000
Intérêt sur prêts	339	328	330	300	300	300
Remboursement des dépenses de l'exercice précédent	12 078	4 339	—	—	—	—
Rajustement des crédateurs à la fin de l'exercice	5 810	7 282	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>74 331</b>	<b>49 113</b>	<b>83 155</b>	<b>4 439</b>	<b>3 300</b>	<b>3 300</b>
Services						
Taxe sur les produits et services	12 344	7 441	12 000	12 000	12 000	12 000
Autres	160	98	100	100	100	100
<b>Total partiel</b>	<b>12 504</b>	<b>7 539</b>	<b>12 100</b>	<b>12 100</b>	<b>12 100</b>	<b>12 100</b>
<b>Total du Programme des services immobiliers</b>	<b>88 066</b>	<b>76 207</b>	<b>97 245</b>	<b>18 129</b>	<b>16 990</b>	<b>16 990</b>
<b>Programme des approvisionnements et des services</b>						
Taxe sur les produits et services	3 089	4 005	3 547	3 547	3 547	3 547
Rendement des investissements Monnaie royale du Canada						
Intérêt	304	16	9	2	—	—
Dividendes	5 000	—	—	—	—	—
Société canadienne des postes						
Intérêt	7 764	7 764	7 764	7 764	3 882	—
Remboursement des dépenses de l'exercice précédent	24 962	(563)	—	—	—	—

**Figure 22 : Détails des recettes par secteur d'activité (suite)**

(en milliers de dollars) Programme/Secteur d'activité Activité ou sous-activité	Données réelles 1994-1995 <sup>1</sup>	Données réelles 1995-1996 <sup>1</sup>	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
Frais de services - Droits d'accès à l'information	15	22	—	—	—	—
Produit de l'aliénation de biens de la Couronne	304	1 258	—	—	—	—
Recettes non fiscales diverses						
Don à l'État	463	264	—	—	—	—
Autres	9 313	8 282	4 915	7 154	7 118	6 925
<b>Total du Programme des approvisionnement et des services</b>	<b>51 214</b>	<b>21 048</b>	<b>16 235</b>	<b>18 467</b>	<b>14 547</b>	<b>10 472</b>
<b>Programme des sociétés d'État</b>						
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.						
Locations et concessions	74	62	70	65	75	80
Droits de stationnement	323	262	250	252	296	321
Droits maritimes	37	31	30	40	45	50
<b>Total du Programme des sociétés d'État</b>	<b>434</b>	<b>355</b>	<b>350</b>	<b>357</b>	<b>416</b>	<b>451</b>
<b>Total des recettes à valoir sur le Trésor</b>	<b>139 714</b>	<b>97 610</b>	<b>113 830</b>	<b>36 953</b>	<b>31 953</b>	<b>27 913</b>
<b>Total des recettes ministérielles</b>	<b>4 557 773</b>	<b>4 211 193</b>	<b>3 759 492</b>	<b>3 639 175</b>	<b>3 540 738</b>	<b>3 535 973</b>

<sup>1</sup> Toutes les données réelles sur les fonds renouvelables pour les exercices 1994-1995 et 1995-1996 proviennent des fonds publics et ont fait l'objet d'un rajustement en regard de la comptabilité de caisse pour qu'il soit possible de faire des comparaisons avec le Budget des dépenses de 1996-1997 et de 1997-1998 ainsi qu'avec les Prévisions de 1998-1999 et de 1999-2000.

<sup>2</sup> Le financement des subventions aux municipalités et aux autres administrations fiscales est désormais confié aux ministères gardiens appropriés. Les subventions aux municipalités en vertu de cette autorisation législative seront recouvrées par TPSGC auprès des ministères gardiens au moyen des crédits législatifs.

<sup>3</sup> Les Services d'édition et les services aux dépositaires ont été transférés à partir du Groupe Communication Canada à compter de 1997-1998.

### 3. Paiements de transfert

**Figure 23 : Détails des paiements de transfert par secteur d'activité/activité**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Subventions</b>						
<b>Services immobiliers</b>						
Propriétés fédérales						
Subventions aux municipalités et autres autorités fiscales <sup>1</sup>	408 207	397 950	425 557	—	—	—
<b>Total des subventions</b>	408 207	397 950	425 557	—	—	—
<b>Contributions</b>						
<b>Services immobiliers</b>						
Coordination du Programme						
Association canadienne de normalisation	12	12	12	12	12	12
Installations fédérales						
Gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick	—	4 000	—	—	—	—
<b>Total des contributions</b>	12	4 012	12	12	12	12
<b>Total des subventions et des contributions</b>	408 219	401 962	425 569	12	12	12

<sup>1</sup> Le financement des subventions aux municipalités et aux autres administrations fiscales est désormais confié aux ministères gardiens appropriés. Les subventions aux municipalités en vertu de cette autorisation législative seront recouvrées par TPSGC auprès des ministères gardiens au moyen des crédits législatifs.

## 4. Fonds renouvelables

La figure 24 présente le déficit (excédent) de fonctionnement net des fonds renouvelables. On a utilisé la méthode de la comptabilité d'exercice. Nous présentons, dans les figures 25 à 32, les résultats de fonctionnement et les ressources financières nettes (fournies) utilisées par les fonds renouvelables.

**Figure 24 : Sommaire des fonds renouvelables par secteur d'activité**

(en milliers de dollars) Programme/Secteur d'activité Activité ou sous-activité	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<i>Fonds renouvelable</i>						
<b>Programme des services immobiliers</b>						
Services immobiliers						
Services						
<i>Fonds renouvelable des Services immobiliers</i>	61 333	34 766	(15 073)	<b>1 769</b>	1 682	1 622
<i>Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers</i>	—	—	—	<b>(19 599)</b>	(13 415)	(13 415)
<b>Total du Programme</b> Secteur d'activité	61 333	34 766	(15 073)	<b>(17 830)</b>	(11 733)	(11 793)
<b>Programme des approvisionnements et des services</b>						
Service des approvisionnements						
<i>Fonds renouvelable des services facultatifs</i>						
Approvisionnement	17 949	9 382	—	<b>(49)</b>	(42)	(42)
Relations publiques et marchés de services d'imprimerie	5 972	4 534	(32)	<b>736</b>	736	736
Distribution des biens de la Couronne	1 232	(2 642)	(1)	<b>(2)</b>	(2)	(2)
<b>Total du secteur d'activité</b>	25 153	11 274	(33)	<b>685</b>	692	692
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique						
SGTI						
<i>Fonds renouvelable des SGTI</i>	(462)	(10 151)	(3 595)	—	—	—
Groupe Communication Canada						
Groupe Communication Canada						
<i>Fonds renouvelable du GCC</i>	51 508	13 858	(2 072)	<b>16 452</b>	—	—

**Figure 24 : Sommaire des fonds renouvelables par secteur d'activité (suite)**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<i>Fonds renouvelable</i>						
Conseils et Vérification Canada Conseils et Vérification Canada <i>Fonds renouvelable du CVC</i>	3 798	2 069	235	(100)	(100)	(100)
Bureau de la traduction Bureau de la traduction <i>Fonds renouvelable du Bureau de la traduction</i>	—	15 174	8 419	12 200	8 000	3 500
<b>Total du Programme</b>	79 997	32 224	2 954	29 237	8 592	4 092
<b>Total (excédent) du déficit</b>	141 330	66 990	(12 119)	11 407	(3 141)	(7 701)

**Figure 25 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable des Services immobiliers**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>État des opérations</b>						
Recettes	439 059	390 562	376 006	338 315	325 881	322 729
Dépenses						
Personnel	297 905	234 677	224 454	215 644	203 607	200 610
Autres coûts de fonctionnement	55 164	43 016	40 548	39 524	39 302	39 137
Charges internes	98 437	98 762	88 265	78 740	78 776	78 776
Amortissement	7 646	7 317	7 666	6 176	5 878	5 828
Intérêt	—	—	—	—	—	—
RE/PERA/PDA <sup>1</sup>	41 240	41 555	—	—	—	—
Total des dépenses	500 392	425 328	360 933	340 084	327 563	324 351
(Excédent) Déficit	61 333	34 766	(15 073)	1 769	1 682	1 622
<b>Évolution de la situation financière</b>						
<b>Activités de fonctionnement :</b>						
(Excédent) Déficit	61 333	34 766	(15 073)	1 769	1 682	1 622
Moins: Provision pour les prestations de cessation d'emploi des employés	5 460	5 364	2 098	2 098	1 500	1 500
Provision pour la rémunération	30 314	18 425	491	491	1 089	1 089
Amortissement des immobilisations	8 397	7 886	7 666	6 330	5 933	5 863
Total partiel	17 162	3 090	(25 328)	(7 150)	(6 840)	(6 830)
Changement concernant le fonds de roulement	(34 193)	(52 014)	(7 411)	(2 411)	(2 411)	(2 411)
Paiements pour la provision au titre de la rémunération et modification de la provision	17 042	16 862	—	—	—	—
Paiements pour la provision au titre des prestations de cessation d'emploi des employés et modification de la provision	2 180	11 467	10 000	5 000	5 000	5 000
Ressources financières nettes utilisées dans les activités de fonctionnement ou fournies par celles-ci	2 191	(20 596)	(22 739)	(4 561)	(4 251)	(4 241)

**Figure 25 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable des Services immobiliers (suite)**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Activités d'investissement :</b>						
Acquisitions d'immobilisations nettes	1 919	2 428	5 591	4 561	4 251	4 241
Transfert d'immobilisations au Programme des approvisionnements et des services	(22 261)	—	—	—	—	—
Ressources financières nettes utilisées dans les activités d'investissement ou fournies par celles-ci	(20 343)	2 428	5 591	4 561	4 251	4 241
<b>Activités de financement :</b>						
Actif net transféré des Services antérieurs ministériels et administratifs	17 043	—	—	—	—	—
Recouvrements sur les crédits annuels	(21 296)	(3 053)	(2 589)	(2 589)	(2 589)	(2 589)
Ressources financières nettes utilisées dans les activités de financement (fournies par ces dernières)	(4 253)	(3 053)	(2 589)	(2 589)	(2 589)	(2 589)
Ressources financières nettes utilisées (fournies) et changement dans le compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, pendant l'exercice	(22 405)	(21 221)	(19 737)	(2 589)	(2 589)	(2 589)
Compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(20 326)	(42 730)	(63 952)	(83 689)	(86 278)	(88 867)
Compte d'imputation nette accumulée sur l'imputation du Fonds, fin de l'exercice	(42 730)	(63 952)	(83 689)	(86 278)	(88 867)	(91 456)

<sup>1</sup> Directive sur le réaménagement des effectifs, Programme d'encouragement à la retraite anticipée, et Mesures d'encouragement au départ anticipé.



**Figure 26 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable pour l'aliénation de biens immobiliers**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>État des opérations</b>						
Recettes	—	—	—	27 690	20 945	20 945
<b>Dépenses</b>						
Personnel	—	—	—	—	—	—
Autres coûts de fonctionnement	—	—	—	8 091	7 530	7 530
Charges internes	—	—	—	—	—	—
Amortissement	—	—	—	—	—	—
Intérêt	—	—	—	—	—	—
RE/PERA/PDA	—	—	—	—	—	—
<b>Total des dépenses</b>	—	—	—	<b>8 091</b>	<b>7 530</b>	<b>7 530</b>
<b>(Excédent) Déficit</b>	—	—	—	<b>(19 599)</b>	<b>(13 415)</b>	<b>(13 415)</b>
<b>Évolution de la situation financière</b>						
<b>Activités de fonctionnement :</b>						
(Excédent) Déficit	—	—	—	(19 599)	(13 415)	(13 415)
Moins : Provision pour les prestations de cessation d'emploi des employés	—	—	—	—	—	—
Provision pour la rémunération	—	—	—	—	—	—
Amortissement des immobilisations	—	—	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	—	—	—	<b>19 599</b>	<b>13 415</b>	<b>13 415</b>
Changement concernant le fonds de roulement	—	—	—	—	—	—
Paiements au Trésor	—	—	—	(14 599)	(13 415)	(13 415)
Paiements pour la provision au titre de la rémunération et modification de la provision	—	—	—	—	—	—
Paiements pour la provision au titre des prestations de cessation d'emploi des employés et modification de la provision	—	—	—	—	—	—
<b>Ressources financières nettes utilisées dans les activités de fonctionnement (fournies par ces dernières)</b>	—	—	—	<b>5 000</b>	—	—

**Figure 26 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable pour l'aliénation de biens immobiliers (suite)**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Activités d'investissement :</b>						
Acquisitions d'immobilisations nettes	—	—	—	—	—	—
Transfert d'immobilisations au Programme des approvisionnements et des services	—	—	—	—	—	—
Ressources financières nettes utilisées dans les activités d'investissement (fournies par ces dernières)	—	—	—	—	—	—
Ressources financières nettes utilisées (fournies) et changement dans le compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, pendant l'exercice	—	—	—	5 000	—	—
Compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	—	—	—	—	5 000	5 000
Compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	—	—	—	5 000	5 000	5 000

**Figure 27 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable des Services facultatifs**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>État des opérations</b>						
Recettes	251 286	127 572	102 711	109 752	99 498	99 868
Dépenses						
Personnel	28 687	18 068	11 390	14 964	14 966	14 966
Coût des produits	202 954	94 123	81 652	83 497	73 474	74 474
Autres coûts de fonctionnement	21 026	20 670	6 152	7 949	7 723	7 093
Charges internes	11 468	2 731	2 357	2 404	2 404	2 404
Amortissement	984	918	577	665	665	665
Intérêt	3 112	2 336	550	958	958	958
RE/PERA/PDA	8 208	—	—	—	—	—
<b>Total des dépenses</b>	<b>276 439</b>	<b>138 846</b>	<b>102 678</b>	<b>110 437</b>	<b>100 190</b>	<b>100 560</b>
<b>(Excédent) Déficit</b>	<b>25 153</b>	<b>11 274</b>	<b>(33)</b>	<b>685</b>	<b>692</b>	<b>692</b>
<b>Évolution de la situation financière</b>						
<b>Activités de fonctionnement :</b>						
(Excédent) Déficit	25 153	11 274	(33)	685	692	692
Moins : Amortissement	984	918	577	665	665	665
Perte résultant de l'aliénation d'immobilisations	55	1 157	—	—	—	—
Provision pour les prestations de cessation d'emploi des employés	2 398	1 424	—	240	240	240
<b>Total partiel</b>	<b>21 716</b>	<b>7 775</b>	<b>(610)</b>	<b>(220)</b>	<b>(213)</b>	<b>(213)</b>
Changement concernant le fonds de roulement	15 325	(14 336)	—	—	—	—
<b>Ressources financières nettes utilisées dans les activités de fonctionnement (fournies par ces dernières)</b>	<b>37 041</b>	<b>(6 561)</b>	<b>(610)</b>	<b>(220)</b>	<b>(213)</b>	<b>(213)</b>
<b>Activités d'investissement :</b>						
Changements dans les autres éléments d'actif et de passif						
Paiements pour la provision au titre des prestations de cessation d'emploi des employés et modification de la provision	(332)	1 945	—	—	—	—
Investissement net dans les baux	(179)	—	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>(511)</b>	<b>1 945</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

**Figure 27 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable des Services facultatifs (suite)**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Immobilisations</b>						
Acquisitions	418	838	632	555	555	555
Aliénations/ajustements	(139)	(109)	—	—	—	—
Présumées (après amortissement)	1 346	—	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>1 625</b>	<b>729</b>	<b>632</b>	<b>555</b>	<b>555</b>	<b>555</b>
<b>Ressources financières nettes utilisées dans les activités d'investissement (fournies par ces dernières)</b>	<b>1 114</b>	<b>2 674</b>	<b>632</b>	<b>555</b>	<b>555</b>	<b>555</b>
<b>Ressources financières nettes utilisées (fournies) et changement concernant le compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, pendant l'exercice</b>	<b>38 155</b>	<b>(3 887)</b>	<b>22</b>	<b>335</b>	<b>342</b>	<b>342</b>
<b>Compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice</b>	<b>24 867</b>	<b>63 022</b>	<b>59 135</b>	<b>59 157</b>	<b>59 492</b>	<b>59 834</b>
<b>Compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice</b>	<b>63 022</b>	<b>59 135</b>	<b>59 157</b>	<b>59 492</b>	<b>59 834</b>	<b>60 176</b>

**Figure 28 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>État des opérations</b>						
Recettes	119 596	110 427	150 093	3 480	—	—
Dépenses						
Personnel	59 825	37 901	66 308	7 249	—	—
Coût des produits	44 120	49 891	54 279	—	—	—
Autres coûts de fonctionnement	26 806	15 206	19 464	9 448	—	—
Charges internes	644	2 175	3 039	775	—	—
Amortissement	6 066	5 468	2 190	655	—	—
Intérêt	2 635	3 337	2 741	1 805	—	—
RE/PERA/PDA	31 008	10 307	—	—	—	—
Total des dépenses	171 104	124 285	148 021	19 932	—	—
(Excédent) Déficit	51 508	13 858	(2 072)	16 452	—	—
<b>Évolution de la situation financière</b>						
<b>Activités de fonctionnement :</b>						
(Excédent) Déficit	51 508	13 858	(2 072)	16 452	—	—
Moins : Amortissement	6 066	5 468	2 190	655	—	—
Perte résultant de l'aliénation d'immobilisations	2 535	1 615	—	5 214	—	—
Total partiel	42 907	6 775	(4 262)	10 583	—	—
Changements dans les éléments d'actif et de passif courants	(24 406)	(3 209)	461	20 455	—	—
Changements dans les autres éléments d'actif et de passif						
Changement dans les provisions à long terme pour la rémunération	(25 397)	23 143	—	—	—	—
Changement pour les provisions à long terme concernant les prestations de cessation d'emploi	25	2 754	(1 244)	—	—	—
Total partiel	(25 372)	25 897	(1 244)	—	—	—

**Figure 28 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada (suite)**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
Ressources financières nettes utilisées dans les activités de fonctionnement (fournies par ces dernières)	(6 871)	29 463	(5 045)	31 038	—	—
<b>Activités d'investissement :</b>						
Acquisitions d'immobilisations	6 006	3 526	4 472	—	—	—
Capital d'apport	(12 631)	—	—	—	—	—
Ressources financières nettes utilisées dans les activités d'investissement (fournies par ces dernières)	(6 625)	3 526	4 472	—	—	—
<b>Activités de financement :</b>						
Radiation concernant le déficit de fonctionnement accumulé	—	(37 046)	—	(10 105)	—	—
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	(2 686)	(2 302)	592	—	—	—
Paiements concernant des contrats de location-acquisition et changement dans les obligation en vertu de contrats de location- acquisition	2 119	2 106	—	—	—	—
Ressources financières nettes utilisées dans les activités de financement (fournies par ces dernières)	(567)	(37 242)	592	(10 105)	—	—
Ressources financières nettes utilisées (fournies) et changement dans le compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds, pendant l'exercice	(14 063)	(4 253)	19	20 933	—	—
Compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation de Fonds, début de l'exercice	51 183	37 120	32 867	11 829	32 762	32 762
Compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice <sup>1</sup>	37 120	32 867	32 886	32 762	32 762	32 762

<sup>1</sup> Au cours de 1996-1997, le Conseil du Trésor a approuvé le dessaisissement des activités du GCC, y compris l'autorisation de rajuster le niveau de référence de 1996-1997 au moyen du budget des dépenses supplémentaire afin de rendre compte du dessaisissement et des autres changements survenus dans les opérations. Incidence de cette décision : réduction de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds de 21 millions de dollars.

**Figure 29 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>État des opérations</b>						
Recettes	62 935	59 713	50 490	46 696	46 700	46 704
Dépenses						
Personnel	24 048	20 211	22 086	21 196	21 200	21 204
Coût des produits	30 812	31 525	20 772	18 100	18 100	18 100
Autres coûts de fonctionnement	5 190	4 377	4 326	3 900	3 900	3 900
Charges internes	801	1 153	1 468	1 300	1 300	1 300
Amortissement	1 040	1 380	920	1 000	1 000	1 000
Intérêt	1 004	805	1 153	1 100	1 100	1 100
RE/PERA/PDA	3 838	2 331	—	—	—	—
<b>Total des dépenses</b>	<b>66 733</b>	<b>61 782</b>	<b>50 725</b>	<b>46 596</b>	<b>46 600</b>	<b>46 604</b>
<b>(Excédent) Déficit</b>	<b>3 798</b>	<b>2 069</b>	<b>235</b>	<b>(100)</b>	<b>(100)</b>	<b>(100)</b>
<b>Évolution de la situation financière</b>						
<b>Activités de fonctionnement :</b>						
(Excédent) Déficit	3 798	2 069	235	(100)	(100)	(100)
Moins : Amortissement	1 040	1 380	920	1 000	1 000	1 000
Perte résultant de l'aliénation d'immobilisations	220	173	—	—	—	—
Provisions pour les prestations de cessation d'emploi des employés	623	217	355	300	300	300
<b>Total partiel</b>	<b>1 915</b>	<b>299</b>	<b>(1 040)</b>	<b>(1 400)</b>	<b>(1 400)</b>	<b>(1 400)</b>
Changements dans les éléments d'actif et de passif courants	(1 553)	2 979	—	100	(100)	(100)
Ressources financières nettes utilisées dans les activités de fonctionnement (fournies par ces dernières)	362	3 278	(1 040)	(1 300)	(1 500)	(1 500)
<b>Activités d'investissement :</b>						
Acquisitions d'immobilisations	359	518	300	400	400	400
Aliénations d'immobilisations	(40)	(21)	—	—	—	—
Ressources financières nettes utilisées dans les activités de fonctionnement (fournies par ces dernières)	319	497	300	400	400	400

**Figure 29 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada (suite)**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
Ressources financières nettes utilisées (fournies) dans le compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, pendant l'exercice	681	3 775	(740)	(900)	(1 100)	(1 100)
Compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	21 220	21 901	25 676	24 936	24 036	22 936
Compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	21 901	25 676	24 936	24 036	22 936	21 836



**Figure 30 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>État des opérations</b>						
Recettes	317 894	355 269	314 903	318 396	315 142	315 280
Dépenses						
Personnel	67 454	82 315	77 221	78 126	77 990	78 129
Coût des produits	166 866	164 812	155 798	144 971	144 971	144 971
Autres coûts de fonctionnement	74 382	86 842	63 943	82 596	79 478	79 477
Charges internes	256	6 712	8 470	6 711	6 711	6 711
Amortissement	1 809	2 980	5 376	5 492	5 492	5 492
Intérêt	555	222	500	500	500	500
RE/PERA/PDA	6 110	1 235	—	—	—	—
Total des dépenses	317 432	345 118	311 308	318 396	315 142	315 280
(Excédent) Déficit	(462)	(10 151)	(3 595)	—	—	—
<b>Évolution de la situation financière</b>						
<b>Activités de fonctionnement :</b>						
(Excédent) Déficit	(462)	(10 151)	(3 595)	—	—	—
Moins : Provisions pour les prestations de cessation d'emploi des employés	922	1 445	—	1 500	1 500	1 500
Provisions pour la rémunération	6 110	1 235	—	—	—	—
Amortissement des immobilisations - partie non recouvrable	1 809	2 980	5 376	5 492	5 492	5 492
Amortissement des immobilisations - recouvrable auprès des AMG	570	826	896	965	965	965
Amortissement des charges reportées	686	706	128	—	—	—
Perte résultant de l'aliénation d'immobilisations	—	12	—	—	—	—
Total partiel	(10 559)	(17 355)	(9 995)	(7 957)	(7 957)	(7 957)
Changement concernant le fonds de roulement	(16 577)	18 283	—	—	—	—
Changements dans les autres éléments d'actif et de passif						
Paiements pour la provision au titre de la rémunération et modification de la provision	2 485	4 506	—	—	—	—
Paiements pour la provision au titre des prestations de cessation d'emploi des employés et modification de la provision	(10 504)	5 138	—	1 500	1 500	1 500
Total partiel	(8 019)	9 644	—	1 500	1 500	1 500

**Figure 30 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique (suite)**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
Ressources financières nettes utilisées dans les activités de fonctionnement (fournies par ces dernières)	(35 155)	10 572	(9 995)	(6 457)	(6 457)	(6 457)
<b>Activités d'investissement :</b>						
Acquisitions d'immobilisations	8 803	5 997	9 995	6 457	6 457	6 457
Immobilisations prises en charge par le Fonds (nettes)	2 552	—	—	—	—	—
Ressources financières nettes utilisées dans les activités d'investissement (fournies par ces dernières)	11 355	5 997	9 995	6 457	6 457	6 457
Ressources financières nettes utilisées (fournies) et changement dans le compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, pendant l'exercice	(23 800)	16 569	—	—	—	—
Compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	12 205	(11 595)	4 974	4 974	4 974	4 974
Compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(11 595)	4 974	4 974	4 974	4 974	4 974

**Figure 31 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>État des opérations</b>						
Recettes	—	73 695	83 007	91 097	88 168	88 638
Dépenses						
Personnel	—	52 347	53 455	61 996	62 015	61 831
Coût des produits	—	—	—	—	—	—
Autres coûts de fonctionnement	—	26 372	32 854	33 984	27 599	24 365
Charges internes	—	3 091	3 530	3 800	3 150	2 900
Amortissement	—	1 386	1 587	2 087	1 974	1 612
Intérêt	—	81	—	1 430	1 430	1 430
RE/PERA/PDA	—	5 592	—	—	—	—
<b>Total des dépenses</b>	—	88 869	91 426	103 297	96 168	92 138
<b>(Excédent) Déficit</b>	—	15 174	8 419	12 200	8 000	3 500
<b>Évolution de la situation financière</b>						
<b>Activités de fonctionnement :</b>						
(Excédent) Déficit	—	15 174	8 419	12 200	8 000	3 500
Moins : Amortissement	—	1 386	1 587	2 087	1 974	1 612
Provisions pour les prestations de cessation d'emploi des employés	—	750	831	956	957	954
Provisions pour la rémunération	—	5 592	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	—	7 446	6 001	9 157	5 069	934
Changement concernant le fonds de roulement	—	8 676	1	3 708	(482)	214
Changements dans les autres éléments d'actif et de passif						
Dépenses reportées concernant les avantages sociaux des employés	—	(351)	721	—	—	—
Paievements pour la provision au titre de la rémunération et modification de la provision	—	1 414	—	4 178	—	—
Paievements pour la provision au titre des prestations de cessation des employés et modification de la provision	—	1 096	—	2 754	1 000	1 000
<b>Total partiel</b>	—	2 159	721	6 932	1 000	1 000
Ressources financières nettes utilisées dans les activités de fonctionnement (fournies par ces dernières)	—	18 281	6 723	19 797	5 587	2 148

**Figure 31 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (suite)**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Activités d'investissement :</b>						
Acquisitions d'immobilisations	—	1 689	740	1 215	1 215	1 215
Immobilisations prises en charge par le Fonds (nettes)	—	4 066	—	—	—	—
Ressources financières nettes utilisées dans les activités d'investissement (fournies par ces dernières)	—	5 755	740	1 215	1 215	1 215
<b>Activités de financement :</b>						
Radiation de la perte nette	—	(13 606)	—	—	—	—
Ressources financières nettes utilisées dans les activités de financement (fournies par ces dernières)	—	(13 606)	—	—	—	—
Ressources financières nettes utilisées (fournies) et changement dans le compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, pendant l'exercice	—	10 430	7 463	21 012	6 802	3 363
Autorisation de radier les pertes de fonctionnement au moyen du budget des dépenses supplémentaire	—	—	(8 000)	(12 200)	(8 000)	(3 500)
Compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice <sup>1</sup>	—	—	10 430	14 398	23 210	22 012
Compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	—	10 430	9 893	23 210	22 012	21 875

<sup>1</sup> Au cours de 1996-1997, le Conseil a approuvé la Charte du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction et les conditions qui s'y rapportent. Cette modification permet ce qui suit : transférer toutes les activités prévues dans le crédit parlementaire annuel au Fonds renouvelable du Bureau de la traduction; annuler un montant supplémentaire de 8,6 millions de dollars pour la perte de fonctionnement nette du budget des dépenses supplémentaire de 1996-1997; payer les coûts du réaménagement des effectifs au moyen de l'autorisation de prélèvement. On estime que l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de 1996-1997 atteindra 14,4 millions de dollars en raison de l'incidence de ces autorisations.

**Figure 32 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable de la Production de Défense**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>État des opérations</b>						
Recettes	—	—	—	—	—	—
Dépenses						
Personnel	—	—	—	—	—	—
Coût des produits	—	—	—	—	—	—
Autres coûts de fonctionnement	—	—	—	—	—	—
Charges internes	—	—	—	—	—	—
Amortissement	—	—	—	—	—	—
Intérêt	—	—	—	—	—	—
RE/PERA/PDA	—	—	—	—	—	—
Total des dépenses	—	—	—	—	—	—
(Excédent) Déficit	—	—	—	—	—	—
<b>Évolution de la situation financière</b>						
<b>Activités de fonctionnement :</b>						
(Excédent) Déficit	—	—	—	—	—	—
Moins : Amortissement	—	—	—	—	—	—
Perte résultant de l'aliénation d'immobilisations	—	—	—	—	—	—
Provisions pour les prestations de cessation d'emploi des employés	—	—	—	—	—	—
Total partiel	—	—	—	—	—	—
Changements dans les éléments d'actif et de passif courants	—	—	—	—	—	—
Ressources financières nettes utilisées dans les activités de fonctionnement (fournies par ces dernières)	—	—	—	—	—	—
<b>Activités d'investissement :</b>						
Acquisitions d'immobilisations	—	—	—	—	—	—
Aliénations d'immobilisations	—	—	—	—	—	—
Ressources financières nettes utilisées dans les activités d'investissement (fournies par ces dernières)	—	—	—	—	—	—

**Figure 32 : État des opérations et évolution de la situation financière du Fonds renouvelable de la Production de Défense (suite)**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Activités de financement :</b>						
Remise de dette de CAE Aircraft Limited dont l'État est le créancier	—	(1 724)	—	—	—	—
Ressources financières nettes utilisées (fournies) et changement dans le compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, pendant l'exercice	—	(1 724)	—	—	—	—
Compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	1 724	1 724	—	—	—	—
Compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	1 724	—	—	—	—	—

## 5. Recettes et dépenses par article courant

**Figure 33 : Sommaire des recettes et dépenses du Ministère par article courant**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Personnel</b>						
Traitements et salaires	802 034	796 108	687 944	570 895	545 681	543 037
Contributions	97 725	103 131	90 831	87 725	83 679	83 285
Autres traitements et salaires	49	49	49	49	49	49
Autres coûts en personnel	5 077	3 947	3 724	27 261	2 711	2 715
<b>Total partiel</b>	<b>904 885</b>	<b>903 235</b>	<b>782 548</b>	<b>685 930</b>	<b>632 120</b>	<b>629 086</b>
<b>Produits et services</b>						
Transports et communications	317 677	298 474	245 908	286 422	271 624	269 760
Information	77 877	32 695	53 446	20 632	17 926	17 493
Services professionnels et spéciaux	971 236	834 882	840 675	635 292	591 969	582 415
Locations	1 316 528	1 312 980	1 012 341	1 140 792	1 111 052	1 105 172
Achat de services de réparation et d'entretien	480 406	446 092	426 069	398 091	388 264	386 454
Services publics fournitures et matériels	444 391	398 024	356 216	331 097	315 909	314 184
Construction/acquisition de terrains bâtiments et ouvrages	582 567	506 213	505 613	331 770	324 030	322 478
Construction/acquisition de machinerie et d'équipements	35 912	33 498	47 456	35 895	35 660	35 614
Autres subventions et paiements	853 708	835 418	720 112	744 630	731 676	727 282
<b>Total partiel</b>	<b>5 080 302</b>	<b>4 698 276</b>	<b>4 207 836</b>	<b>3 924 621</b>	<b>3 788 110</b>	<b>3 760 852</b>
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>	<b>5 985 187</b>	<b>5 601 511</b>	<b>4 990 384</b>	<b>4 610 551</b>	<b>4 420 230</b>	<b>4 389 938</b>
<b>Dépenses importantes en capital</b>	<b>233 888</b>	<b>228 190</b>	<b>278 647</b>	<b>271 793</b>	<b>276 563</b>	<b>281 063</b>
<b>Paiements de transfert</b>						
Votés	12 812	16 320	9 512	7 112	3 512	3 012
Législatifs <sup>1</sup>	408 207	397 950	425 557	421 400	421 400	421 400
<b>Total partiel</b>	<b>421 019</b>	<b>414 270</b>	<b>435 069</b>	<b>428 512</b>	<b>424 912</b>	<b>424 412</b>
<b>Dépenses brutes</b>	<b>6 640 094</b>	<b>6 243 971</b>	<b>5 704 100</b>	<b>5 310 856</b>	<b>5 121 705</b>	<b>5 095 413</b>
<b>Moins :</b>						
Recettes à valoir sur le crédit/ Fonds renouvelable :	4 418 059	4 113 583	3 645 662	3 602 222	3 508 785	3 508 060
<b>Dépenses budgétaires nettes</b>	<b>2 222 035</b>	<b>2 130 388</b>	<b>2 058 438</b>	<b>1 708 634</b>	<b>1 612 920</b>	<b>1 587 353</b>

<sup>1</sup> Le financement des subventions aux municipalités et aux autres administrations fiscales est désormais confié aux ministères gardiens appropriés. Les subventions aux municipalités en vertu de cette autorisation législative seront recouvrées par TPSGC auprès des ministères gardiens au moyen des crédits législatifs.

**Figure 34 : Présentation, par article courant, du Programme des services immobiliers**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Personnel</b>						
Traitements et salaires	287 686	278 596	212 573	200 872	190 175	187 128
Contributions	31 269	35 494	26 769	30 057	28 467	28 005
Autres traitements et salaires	—	—	—	—	—	—
Autres coûts en personnel	1 431	—	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>320 386</b>	<b>314 090</b>	<b>239 342</b>	<b>230 929</b>	<b>218 642</b>	<b>215 133</b>
<b>Produits et services</b>						
Transports et communications	29 055	27 888	34 803	20 826	20 340	20 243
Information	3 890	3 995	6 908	3 006	2 936	2 922
Services professionnels et spéciaux	636 615	533 104	543 739	331 570	323 835	322 283
Locations	1 248 817	1 256 100	956 820	1 100 367	1 074 696	1 069 548
Achat de services de réparation et d'entretien	458 595	421 991	413 534	375 489	366 729	364 972
Services publics matériels et fournitures	316 578	295 493	266 811	259 420	253 368	252 154
Construction/Acquisition de terrains de bâtiments et de travaux	582 567	506 213	505 613	331 770	324 030	322 478
Construction/Acquisition de machinerie et d'équipements	12 127	10 524	13 746	10 035	9 800	9 754
Autres subventions et paiements	779 178	777 625	683 472	709 681	692 922	689 612
<b>Total partiel</b>	<b>4 067 422</b>	<b>3 832 933</b>	<b>3 425 446</b>	<b>3 142 164</b>	<b>3 068 656</b>	<b>3 053 966</b>
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>	<b>4 387 808</b>	<b>4 147 023</b>	<b>3 664 788</b>	<b>3 373 093</b>	<b>3 287 298</b>	<b>3 269 099</b>
<b>Dépenses importantes en capital</b>	<b>233 888</b>	<b>228 190</b>	<b>278 647</b>	<b>271 793</b>	<b>276 563</b>	<b>281 063</b>
<b>Paiements de transfert</b>						
Votés <sup>1</sup>	12	4 012	12	12	12	12
Législatifs <sup>2</sup>	408 207	397 950	425 557	421 400	421 400	421 400
<b>Total partiel</b>	<b>408 219</b>	<b>401 962</b>	<b>425 569</b>	<b>421 412</b>	<b>421 412</b>	<b>421 412</b>
<b>Dépenses brutes</b>	<b>5 029 915</b>	<b>4 777 175</b>	<b>4 369 004</b>	<b>4 066 298</b>	<b>3 985 273</b>	<b>3 971 574</b>
<b>Moins :</b>						
Recettes à valoir sur le crédit/ Fonds renouvelable	3 475 137	3 188 644	2 791 176	2 894 235	2 822 004	2 821 094
<b>Dépenses budgétaires nettes</b>	<b>1 554 778</b>	<b>1 588 531</b>	<b>1 577 828</b>	<b>1 172 063</b>	<b>1 163 269</b>	<b>1 150 480</b>

<sup>1</sup> La présentation des données réelles de 1994-1995 a fait l'objet d'un rajustement afin de faire état du paiement de transfert de 12 000 \$ qui était auparavant indiqué sous «Autres subventions et paiements».

<sup>2</sup> Le financement des subventions aux municipalités et aux autres administrations fiscales est désormais confié aux ministères gardiens appropriés. Les subventions aux municipalités en vertu de cette autorisation législative seront recouvrées par TPSGC auprès des ministères gardiens au moyen des crédits législatifs.



**Figure 35 : Présentation des recettes et dépenses du Programme des approvisionnements et des services, par article courant**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Personnel</b>						
Traitements et salaires	514 348	517 512	475 371	370 023	355 506	355 909
Contributions au régime d'avantages sociaux des employés	66 456	67 637	64 062	57 668	55 212	55 280
Autres traitements et salaires	49	49	49	49	49	49
Autres coûts en personnel	3 646	3 947	3 724	27 261	2 711	2 715
<b>Total partiel</b>	<b>584 499</b>	<b>589 145</b>	<b>543 206</b>	<b>455 001</b>	<b>413 478</b>	<b>413 953</b>
<b>Produits et services</b>						
Transports et communications	288 622	270 586	211 105	265 596	251 284	249 517
Information <sup>1</sup>	73 987	28 700	46 538	17 626	14 990	14 571
Services professionnels et spéciaux <sup>1</sup>	334 621	301 778	296 936	303 722	268 134	260 132
Locations	67 711	56 880	55 521	40 425	36 356	35 624
Achat de services de réparation et d'entretien	21 811	24 101	12 535	22 602	21 535	21 482
Services publics matériels et fournitures	127 813	102 531	89 405	71 677	62 541	62 030
Construction/Acquisition de terrains de bâtiments et d'ouvrages	—	—	—	—	—	—
Construction/Acquisition de machinerie et d'équipements	23 785	22 974	33 710	25 860	25 860	25 860
Autres subventions et paiements	74 530	57 793	36 640	34 949	38 754	37 670
<b>Total partiel</b>	<b>1 012 880</b>	<b>865 343</b>	<b>782 390</b>	<b>782 457</b>	<b>719 454</b>	<b>706 886</b>
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>	<b>1 597 379</b>	<b>1 454 488</b>	<b>1 325 596</b>	<b>1 237 458</b>	<b>1 132 932</b>	<b>1 120 839</b>
<b>Dépenses importantes en capital</b>						
<b>Paiements de transfert</b>						
Votés/Fonds renouvelable	—	1 308	—	—	—	—
Législatifs	—	—	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>—</b>	<b>1 308</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>Dépenses brutes</b>	<b>1 597 379</b>	<b>1 455 796</b>	<b>1 325 596</b>	<b>1 237 458</b>	<b>1 132 932</b>	<b>1 120 839</b>
<b>Moins :</b>						
Recettes à valoir sur le crédit/Fonds renouvelable	942 922	924 939	854 486	707 987	686 781	686 966
<b>Dépenses budgétaires nettes</b>	<b>654 457</b>	<b>530 857</b>	<b>471 110</b>	<b>529 471</b>	<b>446 151</b>	<b>433 873</b>

<sup>1</sup> En ce qui concerne les données réelles de l'exercice 1994-1995 et le budget des dépenses de 1996-1997, les montants des articles courants Information et Services professionnels et spéciaux (SPS) ont fait l'objet d'une modification de manière qu'ils rendent compte des changements internes concernant les services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique sous Services professionnels et spéciaux plutôt que sous Information. Ces renseignements figurent correctement dans tous les autres exercices.

**Figure 36 : Recettes et dépenses du Programme des sociétés d'État, par article courant**

( en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Produits et services</b>						
Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	3 000	3 500	3 000	3 000	—	—
Paiements à la Queens Quay West Land Corporation	9 800	7 500	6 500	4 100	3 500	3 000
<b>Total partiel</b>	<b>12 800</b>	<b>11 000</b>	<b>9 500</b>	<b>7 100</b>	<b>3 500</b>	<b>3 000</b>
<b>Dépenses brutes</b>	<b>12 800</b>	<b>11 000</b>	<b>9 500</b>	<b>7 100</b>	<b>3 500</b>	<b>3 000</b>
<b>Moins :</b>						
Recettes à valoir sur le crédit	—	—	—	—	—	—
<b>Dépenses budgétaires nettes</b>	<b>12 800</b>	<b>11 000</b>	<b>9 500</b>	<b>7 100</b>	<b>3 500</b>	<b>3 000</b>

## 6. Actif

**Figure 37 : Sommaire des prêts non remboursés et des investissements par programme/secteur d'activité**

(en milliers de dollars)	Données réelles 1994-1995	Données réelles 1995-1996	Budget des dépenses 1996-1997	Budget des dépenses 1997-1998	Prévisions 1998-1999	Prévisions 1999-2000
<b>Programme/Secteur d'activité</b>						
<b>Programme des approvisionnements et des services</b>						
Monnaie royale canadienne (prêts et capital social)	42 848	40 174	40 098	40 022	40 000	40 000
Société canadienne des postes	80 000	80 000	80 000	80 000	—	—
Compte de prêts de la production de défense	1 724	—	—	—	—	—
Compte du fonds de roulement des biens saisis	1 384	694	1 000	1 000	1 000	1 000
<b>Total du Programme</b>	<b>125 956</b>	<b>120 868</b>	<b>121 098</b>	<b>121 022</b>	<b>41 000</b>	<b>41 000</b>
<b>Programme des sociétés d'État</b>						
Queens Quay West Land Corporation	45 800	45 800	45 800	45 800	45 800	45 800
<b>Total du Programme</b>	<b>45 800</b>	<b>45 800</b>	<b>45 800</b>	<b>45 800</b>	<b>45 800</b>	<b>45 800</b>
<b>Total du Ministère</b>	<b>171 756</b>	<b>166 668</b>	<b>166 898</b>	<b>166 822</b>	<b>86 800</b>	<b>86 800</b>

## 7. Passif éventuel

Au 31 mars 1996, le montant estimatif du passif éventuel de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada atteignait 426 800 000 \$. Ce passif éventuel est dû à environ 100 cas de litiges appréhendés ou en suspens concernant des différends contractuels, des dommages matériels ou des lésions corporelles.

Ce n'est pas la politique du Ministère de commenter l'issue prévue des litiges qui se trouvent à différents stades. Il faut cependant reconnaître que l'État pourrait être reconnu responsable dans certains cas, et nous ne faisons état de ces litiges qu'à titre d'information.

## 8. Analyse comparative de l'utilisation des locaux à bureaux

En septembre 1993, le Conseil du Trésor a approuvé le cadre de responsabilisation de TPSGC concernant la gestion des locaux à bureaux et demandé que TPSGC présente, dans la partie III du Budget des dépenses principal, un compte rendu sur l'utilisation des locaux des ministères clients en fonction de trois indicateurs de responsabilité : superficie par personne (mètres carrés) [m<sup>2</sup>]/équivalent temps plein [ETP], coût par personne (imputation des loyers du marché/ETP) et coût par mètre carré.

C'est donc le troisième rapport annuel présentant des données comparatives des tendances en matière d'utilisation des locaux à bureaux dans les ministères, les organismes et les commissions qui occupent des locaux à bureaux dont TPSGC est le gardien.

Il est essentiel que l'on tienne compte des paramètres suivants dans le cadre du présent rapport (figure 38).

## Conventions d'occupation

TPSGC et les clients signent des conventions d'occupation (CO), à l'égard de chaque lieu occupé par le client. TPSGC administre actuellement environ 3 700 CO, dont 2 900 concernent de locaux à bureaux. La durée de ces conventions varie généralement entre un an et sept ans, et le plus souvent, la période est de quatre ans. Les données du présent rapport proviennent d'exigences précisées par les clients au début de leur occupation, et ces données proviennent des CO en vigueur le 18 décembre 1996.

## Catégorie de locaux

Ce rapport comprend tous les locaux dont les catégories suivantes, «bureau» (A), «ordinateur» (E) et «commerce» (B) sont fondées sur leur utilisation optimale. La catégorie «bureau» comprend normalement la superficie utilisée pour le poste de travail de l'employé, les aires de soutien (entreposage, aires des photocopieurs, aires de réception, salles de conférences, etc.) et l'espace de circulation. Le total de ces trois catégories (3,9 millions m<sup>2</sup>) diffère de l'inventaire total (6,1 millions m<sup>2</sup>), qui comprend les entrepôts, les laboratoires et les autres types de locaux à destination particulière qui ne sont pas assujettis aux normes régissant les locaux à bureaux ainsi que les locaux «hors-circuit» en raison de rénovations. Dans le cas de certains ministères tels que Revenu Canada, il se peut que l'expression «utilisation optimale» ne corresponde pas tout à fait à l'utilisation actuelle des locaux à bureaux en raison de la proportion élevée d'activités particulières se déroulant dans ces locaux. Par exemple, les locaux «contacts avec le public» et les locaux utilisés pour conserver les registres des contribuables peuvent représenter jusqu'à 30 p. 100 d'un centre fiscal. Suite à l'établissement d'enveloppes pour les locaux réservées aux clients, TPSGC travaille avec les clients pour désigner ces locaux en fonction de leur utilisation réelle.

## Portée

Le rapport porte sur tous les ministères, organismes, commissions, etc. énumérés dans les annexes I et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques* qui sont assujettis aux politiques du gouvernement en ce qui concerne les locaux à bureaux. Certains organismes, tels le Parlement et le Service canadien du renseignement de sécurité, sont exclus du rapport car il ne serait pas possible de comparer les données les concernant à celles des autres clients ou parce que ces organisations sont autorisées à ne pas dévoiler de renseignements sur le nombre de personnes employées.

## Occupants

Les données du système d'information de TPSGC proviennent des prévisions sur le nombre d'occupants dans les locaux visés, tel qu'indiqué par le ministère client au moment où il a présenté initialement une demande de locaux. Les données relatives aux ETP/occupants sont permanents et ne sont pas mises à jour pendant l'occupation, et elles ne rendent donc pas compte des changements qui peuvent survenir. C'est la politique de TPSGC de ne pas fournir de locaux aux

consultants et aux entrepreneurs; bien que ces personnes puissent être logées temporairement dans les locaux du client, elles ne font pas partie des prévisions sur le nombre de personnes logées.

## **Coût**

Les coûts indiqués dans le rapport représentent les coûts d'occupation de tous les locaux à bureaux, y compris les locaux loués, ceux qui sont la propriété de l'État ou qui font l'objet d'un bail-achat. Dans le cas des locaux qui sont la propriété de l'État, ces coûts sont les loyers imputés au prix du marché, conformément aux pratiques établies en matière d'imputation des prix. Les coûts ne représentent pas le coût total des locaux à bureaux que doit assumer le gouvernement fédéral, car ils ne comprennent pas les éléments importants tels que les coûts d'aménagement, les changements effectués par les clients pendant l'occupation, les rénovations d'investissement, etc.

## **Comparabilité**

TPSGC continue de fournir à ses clients des locaux dont la qualité et la quantité sont raisonnables et comparables. En 1996-1997, les indicateurs nationaux pour les clients de TPSGC étaient les suivants : 23,9 m<sup>2</sup> louables/ETP (21,4 m<sup>2</sup> utilisables/ETP), coûts annuels de 5,119 \$/ETP et des coûts annuels de 214 \$/m<sup>2</sup> louables. Ces données se comparent encore favorablement à celles de l'étude réalisée en 1996 par l'Association des propriétaires et administrateurs d'immeubles (BOMA), dans laquelle étaient indiquées les données comparables suivantes portant sur le secteur privé : 23,9 m<sup>2</sup> louables/personne, coûts annuels de 4 987 \$ par personne et coûts unitaires moyens de 208 \$ m<sup>2</sup> louables.

## **Initiatives courantes**

TPSGC travaille activement avec 87 ministères et organismes qui sont logés dans des locaux de TPSGC afin de récupérer les locaux qui sont excédentaires par rapport aux besoins des clients du fait de la réduction du personnel ou de l'efficacité améliorée dans l'utilisation des locaux. En janvier 1996, TPSGC a adopté un cadre complet de gestion des locaux comprenant une nouvelle politique gouvernementale et les normes en matière de locaux ainsi que le concept des enveloppes des locaux des clients. Ces enveloppes établissent des objectifs de réduction des locaux pour chacun des clients et des mesures incitatives éventuelles pour les organismes qui dépassent leur objectif de réduction. Dans le cadre de ce processus, TPSGC et l'organisation cliente entreprennent un examen complet de toutes les conventions d'occupation afin de valider ces renseignements. En raison de cet examen, il se peut que les données du présent rapport sur l'occupation soient plus ou moins comparables avec celles des années antérieures. De même, TPSGC reclassifiera les locaux afin de rendre compte de leur utilisation réelle, au besoin, conformément au cadre de politique adoptée en janvier 1996.

**Figure 38 : Analyse comparative de l'utilisation des locaux à bureaux**

	Superficie utilisable (en milliers de m <sup>2</sup> )	Superficie louable (en milliers de m <sup>2</sup> )	Loyer annuel (en milliers de dollars)	Population (ETP)	Superficie utilisable m <sup>2</sup> /ETP	Superficie louable m <sup>2</sup> /ETP	Loyer en \$/ETP	Loyer, en \$/m <sup>2</sup> louables
<b>Agriculture and Agro-alimentaire Canada</b>								
Ministère	89,0	98,8	20 033	4 596	19,4	21,5	4 359	203
Commission canadienne des grains - OSS	6,7	7,7	1 547	252	26,5	30,5	6 140	201
Agence canadienne du pari mutuel	0,7	0,8	143	39	19,0	20,3	3 671	181
Total	96,4	107,3	21 724	4 887	19,7	21,9	4 445	203
<b>Patrimoine canadien</b>								
Ministère	87,1	96,8	17 245	4 275	20,4	22,6	4 034	178
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	10,3	11,2	2 483	432	23,8	25,8	5 748	223
Archives nationales du Canada	25,6	29,7	5 649	981	26,1	30,2	5 759	190
Office national du film	15,3	19,4	4 447	354	43,1	54,7	12 562	230
Bibliothèque nationale du Canada	15,6	17,3	3 311	869	18,0	19,9	3 810	191
Commission de la fonction publique du Canada	45,0	49,8	11 703	1 379	32,6	36,1	8 487	235
Condition féminine - Bureau de la coordination	2,4	2,6	836	93	25,5	28,0	8 988	321
Formation et perfectionnement Canada - OSS	1,0	1,4	246	55	18,2	25,5	4 473	176
Total	202,2	228,1	45 920	8 438	24,0	27,0	5 442	201
<b>Citoyenneté et Immigration Canada</b>								
Ministère	83,1	92,9	22 539	3 716	22,4	25,0	6 065	243
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	25,1	27,4	7 018	1 016	24,7	27,0	6 908	256
Total	108,2	120,4	29 557	4 732	22,9	25,4	6 246	246
<b>Environnement Canada</b>								
Ministère	100,1	110,1	23 330	4 624	21,6	23,8	5 045	212
Agence canadienne d'évaluation environnementale	2,5	2,7	520	100	24,8	26,6	5 198	195
Total	102,6	112,7	23 850	4 724	21,7	23,9	5 049	212
<b>Finances Canada</b>								
Ministère	23,9	27,1	6 247	776	30,8	34,9	8 050	230
Tribunal canadien du commerce extérieur	3,1	3,5	1 249	112	27,7	31,3	11 152	357
Bureau du vérificateur général du Canada	13,8	16,4	4 170	662	20,9	24,8	6 299	254
Bureau du surintendant des institutions financières	10,6	11,6	2 103	417	25,4	27,8	5 043	181
Total	51,4	58,6	13 769	1 967	26,1	29,8	7 000	235
<b>Pêches et Océans Canada</b>								
Ministère	107,3	116,1	25 660	3 224	33,3	36,0	7 959	221
Total	107,3	116,1	25 660	3 224	33,3	36,0	7 959	221

**Figure 38 : Analyse comparative de l'utilisation des locaux à bureaux (suite)**

	Superficie utilisable (en milliers de m <sup>2</sup> )	Superficie louable (en milliers de m <sup>2</sup> )	Loyer annuel (en milliers de dollars)	Population (ETP)	Superficie utilisable m <sup>2</sup> /ETP	Superficie louable m <sup>2</sup> /ETP	Loyer en \$/ETP	Loyer, en \$/m <sup>2</sup> louables
<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>								
Ministère	49,5	56,1	12 899	2 711	18,3	20,7	4 758	230
Agence canadienne de développement international	25,4	27,5	5 778	1 600	15,9	17,2	3 611	210
Commission mixte internationale	1,6	1,7	344	53	29,3	32,2	6 482	201
Secrétariat de l'ALÉNA - Section canadienne	0,3	0,4	131	12	27,2	33,6	10 943	326
Administration du pipe-line du Nord	0,1	0,1	19	2	32,0	40,5	9 350	231
Bureau des passeports - OSS	12,0	13,2	3 021	614	19,5	21,4	4 920	230
<b>Total</b>	<b>88,9</b>	<b>98,9</b>	<b>22 191</b>	<b>4 992</b>	<b>17,8</b>	<b>19,8</b>	<b>4 445</b>	<b>224</b>
<b>Gouverneur général</b>								
Ministère	1,1	1,2	239	29	37,8	39,8	8 228	207
<b>Total</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>239</b>	<b>29</b>	<b>37,8</b>	<b>39,8</b>	<b>8 228</b>	<b>207</b>
<b>Santé Canada</b>								
Ministère	101,7	113,0	22 241	4 480	22,7	25,2	4 965	197
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	0,8	0,8	262	17	44,4	49,4	15 386	312
Conseil de recherches médicales du Canada	1,7	1,9	384	76	22,9	25,0	5 053	202
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	1,2	1,4	488	47	25,7	30,0	10 390	347
<b>Total</b>	<b>105,4</b>	<b>117,2</b>	<b>23 375</b>	<b>4 620</b>	<b>22,8</b>	<b>25,4</b>	<b>5 060</b>	<b>200</b>
<b>Développement des ressources humaines Canada</b>								
Ministère	622,0	676,7	140 211	28 059	22,2	24,1	4 997	207
Conseil canadien des relations de travail	4,4	5,2	1 825	134	32,7	38,6	13 619	353
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	2,7	2,9	307	100	27,5	28,9	3 074	106
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	0,7	0,9	238	20	37,1	44,9	11 891	265
<b>Total</b>	<b>629,9</b>	<b>685,7</b>	<b>142 581</b>	<b>28 313</b>	<b>22,2</b>	<b>24,2</b>	<b>5 036</b>	<b>208</b>
<b>Affaires indiennes et du Nord Canada</b>								
Ministère	77,3	86,2	18 878	4 083	18,9	21,1	4 624	219
AINC - Pétrole et Gaz Canada - OSS	1,7	1,8	284	70	23,8	26,0	4 057	156
<b>Total</b>	<b>79,0</b>	<b>88,0</b>	<b>19 162</b>	<b>4 153</b>	<b>19,0</b>	<b>21,2</b>	<b>4 614</b>	<b>218</b>
<b>Industrie Canada</b>								
Ministère	123,7	138,3	31 606	4 789	25,8	28,9	6 600	229
Agence de promotion économique du Canada atlantique	12,0	12,6	2 607	367	32,6	34,4	7 103	206
Office de la propriété intellectuelle du Canada	11,8	12,7	2 454	498	23,7	25,6	4 928	193
Agence spatiale canadienne	0,4	0,4	114	7	52,4	61,4	16 275	265
Tribunal de la concurrence	0,7	0,8	268	12	58,4	69,8	22 355	321
Commission du droit d'auteur	0,4	0,5	100	11	38,3	47,5	9 049	191
Bureau fédéral de développement régional (Québec)	8,6	9,4	2 147	321	26,8	29,4	6 688	228
Conseil national de recherches Canada	0,4	0,5	109	21	19,4	23,9	5 208	218
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	3,9	4,3	1 084	183	21,3	23,7	5 923	250
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	3,1	3,4	1 180	143	21,8	24,1	8 251	342
Statistiques Canada	99,9	110,7	23 492	4 908	20,4	22,6	4 787	212
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	7,7	8,7	2 028	430	17,9	20,1	4 716	234
<b>Total</b>	<b>272,5</b>	<b>302,5</b>	<b>67 188</b>	<b>11 690</b>	<b>23,3</b>	<b>25,9</b>	<b>5 747</b>	<b>222</b>

**Figure 38 : Analyse comparative de l'utilisation des locaux à bureaux (suite)**

	Superficie utilisable (en milliers de m <sup>2</sup> )	Superficie louable (en milliers de m <sup>2</sup> )	Loyer annuel (en milliers de dollars)	Population (ETP)	Superficie utilisable m <sup>2</sup> /ETP	Superficie louable m <sup>2</sup> /ETP	Loyer en \$/ETP	Loyer, en \$/m <sup>2</sup> louables
<b>Justice</b>								
Ministère	60,9	67,1	18 866	2 528	24,1	26,5	7 463	281
Commission canadienne des droits de la personne	6,4	7,3	1 893	292	22,0	25,1	6 481	258
Cour fédérale du Canada	12,0	13,7	3 127	496	24,2	27,5	6 304	229
Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale	1,5	1,8	372	42	35,8	42,1	8 851	210
Bureau des commissaires à l'information et à la protection de la vie privée	2,1	2,4	726	93	22,6	25,7	7 808	304
Cour suprême du Canada	2,8	3,6	846	146	19,4	24,6	5 791	235
Cour canadienne de l'impôt	2,7	3,1	941	130	21,0	23,6	7 236	307
Total	88,4	98,9	26 769	3 727	23,7	26,5	7 182	271
<b>Défense nationale</b>								
Ministère	207,4	232,5	45 379	11 047	18,8	21,0	4 108	195
Protection civile Canada	3,3	3,7	777	104	31,4	36,0	7 471	207
Total	210,7	236,2	46 156	11 151	18,9	21,2	4 139	195
<b>Revenu national</b>								
Ministère	695,0	787,0	166 844	37 000	18,8	21,3	4 509	212
Total	695,0	787,0	166 844	37 000	18,8	21,3	4 509	212
<b>Ressources naturelles</b>								
Ministère	44,7	49,9	10 242	1 923	23,2	25,9	5 326	205
Commission du contrôle de l'énergie atomique	8,9	10,1	3 343	397	22,3	25,5	8 420	330
Office national de l'énergie	8,8	10,1	1 674	399	22,0	25,4	4 196	165
Total	62,3	70,2	15 258	2 719	22,9	25,8	5 612	217
<b>Conseil privé</b>								
Ministère	28,1	33,9	8 062	1 158	24,3	29,3	6 962	238
Centre canadien de gestion	2,1	2,2	387	138	15,5	16,1	2 807	175
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1,2	1,3	282	30	40,8	44,5	9 413	212
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	6,6	7,2	1 555	291	22,7	24,7	5 343	216
Directeur général des élections	7,3	8,7	1 387	315	23,3	27,5	4 402	160
Commissariat aux langues officielles	4,7	5,2	1 056	178	26,7	28,9	5 935	205
Commission des relations de travail dans la fonction publique	3,5	4,2	1 015	66	53,6	64,1	15 377	240
Comité de surveillance des activités du renseignement de sécurité	0,7	0,9	203	19	38,8	45,5	10 681	235
Total	54,5	63,6	13 948	2 195	24,8	29,0	6 354	219
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux Canada</b>								
Ministère	208,9	239,9	49 895	9 523	21,9	25,2	5 239	208
Groupe Communication Canada - OSS	10,4	11,6	1 902	494	21,1	23,5	3 849	164
Conseils et Vérification Canada - OSS	6,0	6,7	1 450	346	17,3	19,4	4 191	216
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	33,8	39,9	8 009	1 681	20,1	23,7	4 764	201
Bureau de la traduction	23,4	26,1	5 551	1 090	21,5	23,9	5 093	213
Total	282,5	324,2	66 807	13 134	21,5	24,7	5 087	206



**Figure 38 : Analyse comparative de l'utilisation des locaux à bureaux (suite)**

	Superficie utilisable (en milliers de m <sup>2</sup> )	Superficie louable (en milliers de m <sup>2</sup> )	Loyer annuel (en milliers de dollars)	Population (ETP)	Superficie utilisable m <sup>2</sup> /ETP	Superficie louable m <sup>2</sup> /ETP	Loyer en \$/ETP	Loyer, en \$/m <sup>2</sup> louables
<b>Solliciteur général</b>								
Ministère	8,0	8,9	1 625	260	30,8	34,2	6 250	183
CORCAN - Services correctionnels - OSS	0,7	0,8	140	30	23,3	26,7	4 667	175
Service correctionnel du Canada	40,9	44,6	8 059	1 581	25,9	28,2	5 098	181
Commission nationale des libérations conditionnelles	8,4	9,4	1 741	340	24,8	27,8	5 122	184
GRC - Comité externe d'examen	0,3	0,3	79	7	36,6	44,6	11 241	252
GRC - Commission des plaintes du public	1,3	1,5	359	43	30,5	34,7	8 356	241
Gendarmerie royale du Canada	51,6	57,4	12 175	2 593	19,9	22,1	4 695	212
<b>Total</b>	<b>111,3</b>	<b>123,0</b>	<b>24 179</b>	<b>4 854</b>	<b>22,9</b>	<b>25,3</b>	<b>4 981</b>	<b>197</b>
<b>Transports</b>								
Ministère	137,2	151,6	38 403	7 038	19,5	21,5	5 457	253
Office national des transports du Canada	10,5	11,0	2 312	416	25,1	26,5	5 559	210
Tribunal de l'aviation civile	0,3	0,4	134	8	39,0	48,3	16 735	347
<b>Total</b>	<b>148,0</b>	<b>163,0</b>	<b>40 849</b>	<b>7 462</b>	<b>19,8</b>	<b>21,8</b>	<b>5 474</b>	<b>251</b>
<b>Secrétariat du Conseil du Trésor</b>								
Ministère	23,7	26,9	6 185	761	31,2	35,3	8 128	230
<b>Total</b>	<b>23,7</b>	<b>26,9</b>	<b>6 185</b>	<b>761</b>	<b>31,2</b>	<b>35,3</b>	<b>8,128</b>	<b>230</b>
<b>Anciens combattants</b>								
Ministère	49,6	55,9	11 780	2 042	24,3	27,4	5 769	211
<b>Total</b>	<b>49,6</b>	<b>55,9</b>	<b>11 780</b>	<b>2 042</b>	<b>24,3</b>	<b>27,4</b>	<b>5 769</b>	<b>211</b>
<b>Total national</b>	<b>3 570,8</b>	<b>3 985,5</b>	<b>853 990</b>	<b>166 814</b>	<b>21,4</b>	<b>23,9</b>	<b>5 119</b>	<b>214</b>

## E. Lois administrées par le Ministère

TPSGC administre, en totalité ou en partie, les lois suivantes :

*Loi sur les ponts*

*Loi sur la production de défense*

*Loi sur les subventions aux bassins de radoub*

*Loi sur l'expropriation*

*Loi sur les immeubles fédéraux*

*Loi sur la gestion des finances publiques*

*Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions*

*Loi relative à la circulation sur les terrains de l'État*

*Loi sur le parc de Kingsmere*

*Loi sur les subventions aux municipalités*

*Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland*

*Acte concernant certains travaux sur la rivière Ottawa*

*Loi sur le partage des prestations de retraite*

*Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*

*Loi sur l'administration des biens saisis*

*Loi sur les biens de surplus de la Couronne*

*Loi sur le Bureau de la traduction*

## F. Références

Travaux publics et Services  
gouvernementaux Canada  
Distribution des publications  
Place du Portage, Phase III  
11, rue Laurier  
Hull (Québec)  
K1A 0S5  
(819) 997-6363

- *Aperçu sur les priorités et les dépenses de programmes de 1996-1997 à 1999-2000*

Queens Quay West Land Corporation  
Scotia Plaza  
P.O. Box 320  
Suite 2703  
Toronto (Ontario)  
M5H 3Y2  
(416) 864-0333

- *Rapport annuel  
Résumé du plan d'entreprise*

Société du Vieux-Port de Montréal Inc.  
333, rue de la Commune ouest  
Montréal (Québec)  
H2Y 2E2  
(514) 283-5256

- *Rapport annuel  
Résumé du plan d'entreprise*